This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

A 903,138

THE UNIVERSITY OF MICHIGAN · LIBRARIES ·
THE UNIVERSITY OF MICHIGAN
ARTES · SCIENTIA · VERITAS
1817

Le Tailleur, Eugène

LYSIS

VERS LA DÉMOCRATIE NOUVELLE

PARIS
LIBRAIRIE PAYOT ET Cie
106, BOULEVARD ST-GERMAIN, 106

1917

HN
429
.L65

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés pour tous pays.
Copyright, 1917, by Payot et Cie.

VERS

LA DÉMOCRATIE NOUVELLE

DU MÊME AUTEUR :

CHEZ ALBIN MICHEL

Contre l'oligarchie financière en France. 11e édition, corrigée, mise à jour et considérablement augmentée, suivie de la « Réponse de Lysis aux établissements de crédit ». In-16, 360 p. **3 50**

Les capitalistes français contre la France. In-16, 125 p. **1 50**

CHAPITRE PREMIER

Le régime démocratique de l'avant-guerre

I. Constatations. — L'Allemagne et la France en 30 ans. — L'erreur fondamentale de notre politique. — La paralysie des affaires. — Le mécontentement général.

II. — Les conditions du progrès matériel. — Elles ne sont pas réalisées dans notre régime. — L'alcoolisme et les élections. — Le rôle effacé du chef de l'Etat. — L'instabilité des ministères. — Un millier de personnes pour légiférer à la Chambre et au Sénat. — Les lois mal faites, nuisibles et inapplicables. — Les problèmes nationaux en suspens. — Aucun n'est résolu. — La centralisation administrative. — L'Etat faible a tous les pouvoirs.

III. Système de gouvernement radicalement impuissant. — Nous n'avons ni ports, ni canaux, ni marine. — Les hommes d'action sont ligottés. — Les formalités, les paperasseries. — L'inertie générale. — Les abus commis par les oligarchies parasitaires.

I

Après la conduite de la guerre, il n'y a pas d'œuvre plus urgente à accomplir que de grouper tous les bons citoyens autour d'un programme répondant aux extraordinaires nécessités auxquelles nous aurons à faire face, aussitôt la paix conclue.

Le sort de notre pays doit se jouer, en effet, surtout après la victoire. Avec une population diminuée de ses éléments les plus valides, avec le devoir de subvenir aux besoins d'une multitude de veuves, d'orphelins et de pauvres héros estropiés, avec une richesse publique détruite dans la proportion d'un quart ou d'un tiers, avec le passif inouï que va nous léguer la guerre et dont nous devrons prélever sur nos budgets la fabuleuse annuité, nous aurons encore vingt années de retard industriel à regagner sur les Allemands.

Quelle que soit la barbarie de ces derniers, nous n'en sommes pas moins très loin derrière eux sous le rapport de l'outillage et de l'organisation et nous devrons nous pénétrer de cette vérité que nous n'aurons pas à compter seulement avec le passif de nos finances mais avec celui qui résultera de cette situation technique lamentablement inférieure à laquelle nous devons le recul de notre pays.

On ne peut prendre connaissance des résultats obtenus par la France et l'Allemagne pendant les trente années qui ont précédé la guerre sans être secoué dans tout son être. Vers 1885, les deux pays ne différaient pas sensiblement et constituaient

des puissances matérielles à peu près comparables, mais quels changements tragiques s'opèrent ensuite !

En 1912-1913, la population allemande est de 68 millions d'habitants, la nôtre de 39; le commerce allemand est de 26 milliards, le nôtre de 15; la marine marchande allemande est de 2.882.000 tonneaux, la nôtre de 1.325.000. En Allemagne, des industries colossales, métallurgiques, chimiques, électriques, d'immenses usines construites et travaillant d'après les dernières lois du progrès, une culture du sol intensive, dirigée scientifiquement, obtenant les rendements les plus élevés du monde par hectare de terrain; en France, des manufactures moyennes, pourvues d'un outillage ancien, qu'elles ne perfectionnent que lentement, une agriculture arriérée obtenant avec un sol fertile un produit inférieur de 25 à 50 pour 100 à celui que tire le pays voisin d'un sol pauvre (blé, 13,8 quintaux métriques contre 22,6 en Allemagne; seigle, 14,3 contre 18,5; pommes de terre, 74,2 contre 150,3, etc.).

Si, mis en présence de ces faits écrasants, nous continuions à penser que notre régime d'avant la guerre était efficace et digne de servir de modèle

au reste du monde, il faudrait en conclure que nous sommes décidément trop vieux pour nous mettre à l'unisson des temps nouveaux et que la destinée historique nous condamne à disparaître. Mais le grandiose héroïsme de nos soldats, le réveil de notre énergie nationale et l'union disciplinée de notre population sont là pour démontrer heureusement que nous pouvons nous ressaisir.

Français et démocrates, qui ne faiblissez pas sous la mitraille, il faut aussi que vous ayez le courage de regarder la vérité. Ne serez-vous pas d'accord avec nous pour penser que dans la phase extrêmement dangereuse que traverse notre pays et qui va durer dix ans au moins, le devoir de chacun est de penser honnêtement? N'est-il pas clair que la France suivait une route qui la menait à l'abîme et doit au hasard de n'y être pas tombée? Où serait notre conscience, où serait notre intelligence, si après avoir eu l'horrible vision de notre pays assassiné par notre faute, nous le laissions reprendre le chemin qui le conduit à sa perte?

L'idéal démocratique est notre but, notre drapeau, notre aspiration à tous et nul ne le discute plus en France, mais il faut reconnaître que nous

avons employé pour le réaliser des moyens qui reposaient sur une grossière illusion.

Cette erreur fondamentale a consisté à penser qu'il était possible de transformer profondément la situation matérielle de la classe pauvre en se servant de la puissance politique pour modifier la répartition des revenus (remaniement des impôts, lois favorisant apparemment la classe ouvrière, etc.). Non que cette direction ne puisse donner des résultats utiles et désirables dans certains cas, mais l'expérience a montré que ses effets étaient très limités pour la raison que la rémunération capitaliste ne peut être réduite au delà de certaines limites sans déterminer un arrêt de l'esprit d'initiative, phénomène appelé classiquement : crise de confiance.

Qu'arrive-t-il en effet? Les capitalistes, traités en ennemis et ne travaillant plus en sécurité, n'osent plus engager leurs fonds dans les entreprises du pays, ils les emploient à l'étranger et la production nationale reste stationnaire ou se rétrécit, en même temps que la condition des ouvriers reste chétive ou misérable. Dans ces circonstances, l'état des esprits s'aggrave, la politique exploite ce mécontentement, elle accentue ses revendications

et la crise va toujours en s'amplifiant, pour le malheur du pays qui en souffre et qui ne peut, dans l'état d'affaiblissement où le laissent ses dissensions intérieures se maintenir au niveau des autres grands Etats civilisés. Nous avons connu cette situation.

Tout en rendant hommage aux sentiments généreux et à la préoccupation de justice qui inspiraient dans bien des cas cette politique, il n'en est pas moins nécessaire de proclamer ses résultats désastreux et de constater qu'elle reposait sur une véritable méprise économique. Nous avons fait dépendre l'amélioration sociale d'une affaire de partage, alors qu'elle est avant tout une question de production. Augmentons les produits, multiplions-les par une utilisation de plus en plus scientifique des forces naturelles, faisons-en sorte que l'ouvrier qui créait deux objets en fabrique quatre ou cinq, grâce au perfectionnement de nos méthodes et nous établirons par la force des choses un régime prospère dont profiteront tous les travailleurs, patrons et ouvriers. Ce n'est pas le député, mais l'industriel qui crée la richesse. Où sont les lois qui peuvent rapporter aux ouvriers ce que leur ferait gagner un régime

d'entreprises qui leur paierait des milliards en salaires?

Il paraît inconcevable que nous n'ayons pas compris ces vérités élémentaires, alors que nous avions sous les yeux l'exemple du pays voisin obtenant les extraordinaires résultats que l'on sait au moyen d'une savante industrialisation et réussissant avec un territoire égal en superficie et moins d'avantages naturels — s'il avait le charbon, nous avions la houille blanche, une situation géographique unique et l'un des meilleurs climats du monde — à nourrir 30 millions d'habitants de plus que nous et à élever en même temps les salaires et les revenus individuels de toute sa population.

Pourquoi n'avons-nous pas fait comme lui? Pour quelle raison ne possédons-nous ni canaux ni ports de mer, ni enseignement technique, ni crédit industriel dignes de ce nom? Etions-nous vraiment assez ignorants et assez sots pour ne pas comprendre l'importance de ces rouages dans une société moderne? Etions-nous réellement assez aveugles pour ne pas reconnaître la nécessité de développer chez nous la richesse?

Si nous nous élevons un peu plus haut et regar-

dons les choses dans leur ensemble comme le ferait un historien, nous serons amenés à constater que nous vivions avant la guerre dans un état d'anarchie excluant toute organisation et qu'un régime ne peut être clairvoyant, quand il est impuissant.

II

Ne parlons pas d'industrie et rejetons toute idée de progrès matériel et par suite aussi d'amélioration sociale, si nous n'admettons pas en même temps les conditions qu'ils supposent.

Ce sont la stabilité, la continuité des fonctions sans lesquelles il n'est possible à personne de se perfectionner, de donner sa mesure et d'entreprendre une œuvre durable, ce sont l'initiative et la responsabilité en dehors desquelles l'individu reste un producteur médiocre suivant la loi du moindre effort, c'est la compétence, principe évident, exigeant que chaque homme soit à sa place et n'occupe que la fonction dont il est digne, c'est la hiérarchie dont on ne peut naturellement se passer, puisque tout organisme comprend des rouages de valeur inégale dont les uns commandent et dont les autres obéissent.

Ces principes sont rigoureux et s'appliquent à tout régime, qu'il soit autoritaire ou démocratique; disons même qu'ils s'imposent plus impérieusement au socialisme qu'à tout autre, puisque ce dernier se propose d'intégrer et de coordonner toute la production dans son ensemble. Si nous ne les admettions pas et si vraiment nous comprenions la démocratie comme un régime relâché dans lequel chacun en fait le moins possible et ne se plie à aucune règle, nous donnerions raison à ceux qui nous jugent incapables de nous soumettre aux lois d'une organisation et par suite inaptes à jouer un rôle à un moment de l'histoire où le progrès se réalise dans de grandes œuvres collectives.

Le rappel de ces vérités fait éclater aux yeux des citoyens sincères les imperfections grossières du système qui régnait en France avant la guerre. En les passant en revue rapidement, nous ferons l'énumération des véritables travaux d'Hercule que nous avons à accomplir pour créer les conditions nécessaires au développement matériel de la démocratie française.

Nous avons le suffrage universel; chez nous, le peuple est souverain, c'est lui qui donne la direction à la politique et nous le laissons s'alcooliser!

Il y a près de 500.000 débits de boissons en France, il y en avait 50.000 il y a trente ans. On compte à Paris un débit pour quatre maisons, mais c'est un chiffre moyen. Dans les quartiers pauvres et aux abords des usines, il y a souvent un débit et quelquefois deux débits par maison. Résultat : l'abrutissement, le détraquement général. La moitié des aliénés sont des alcooliques. Sincèrement, que peuvent donner les élections, que pouvons-nous attendre du peuple dans ces conditions?

Comment sommes-nous gouvernés? Au sommet, il y a le chef de l'Etat. C'est souvent un homme de haute valeur, mais il est sans pouvoir ou du moins nous ne voulons pas qu'il en ait. Son rôle est nul : il nomme officiellement les ministres en suivant les indications des Chambres et contresigne les lois et les décrets automatiquement.

Au-dessous du président de la République, un ministère. Il est éminemment instable. Que durera-t-il? Quelques semaines ou quelques mois. Et comment vivra-t-il? Par des intrigues, ou par des prodiges de souplesse, en manœuvrant, en louvoyant, en évitant habilement les questions brûlantes qu'il ne peut aborder de front sans compromettre sa fragile existence. Et ce ministère n'est pas com-

posé, du reste, de spécialistes rompus aux détails du service et connaissant bien leurs départements.

Plus bas, la Chambre. Environ cinq cents députés appartenant à des partis divers. Ils sont les contrôleurs des ministres, mais sont tentés souvent de les renverser pour prendre leur place. Quoique ce ne soit pas leur rôle, ils participent à la confection des lois, ils les remanient dans des commissions ou les modifient par des amendements au moment de leur discussion publique. Nous avons la même procédure au Sénat, si bien qu'un millier de personnes collaborent à l'établissement de nos textes législatifs.

Interrogez un jurisconsulte. Il vous dira que toutes les lois récentes de notre code sont mal faites ou obscures, inintelligibles, susceptibles d'interprétations diverses, ou ne s'harmonisant pas les unes avec les autres, ou contrariant les principes de notre droit, ou ne s'adaptant pas aux réalités. C'est le cas des lois des retraites ouvrières, du repos hebdomadaire, etc., qui sont inapplicables et inappliquées. La cause en est que les députés légifèrent sur des questions qu'ils ne connaissent pas.

Cependant, à côté de lois nombreuses favorisant

en apparence les travailleurs et les lésant souvent dans la pratique, il est à noter que tous les projets de législation offrant un intérêt vital pour le pays, comme ceux qui avaient trait aux grands travaux publics, à la population, à l'alcoolisme, à l'exploitation minière, etc., sont restés indéfiniment dans les cartons des commissions parlementaires, parce que les Chambres ont toujours été d'accord avec le gouvernement pour ajourner indéfiniment la solution des grands problèmes nationaux qui ne peuvent être tranchés que par des mesures courageuses portant atteinte aux intérêts immédiats et pouvant par suite mécontenter une partie du corps électoral.

Continuant à regarder ce qui se passait avant la guerre, que voyons-nous? Tandis que ce pouvoir exécutif et législatif, représenté par un ministère et par un millier d'élus parlementaires, est si dispersé, si dilué, si flottant, si instable, si faible en un mot qu'il ne peut rien préparer, rien décider, que toute mesure un peu hardie lui est interdite, qu'il doit se borner à n'apporter à toute question que des solutions bâtardes et qu'il lui est à plus forte raison impossible d'entreprendre une œuvre de longue haleine ou de réaliser un grand programme

pour lesquels l'unité de direction et la continuité des vues seraient nécessaires, tandis que ce pouvoir apparaît à la lueur de l'expérience comme l'impuissance même, le système de centralisation administrative, que le régime napoléonien a perfectionné chez nous pour les besoins de sa dictature et que notre démocratie n'a pas su réformer encore, ne lui laisse pas seulement à gérer les affaires de l'Etat, mais met encore sur son dos la tutelle des départements, des arrondissements, des cantons, des communes!

Pour la plus petite affaire de village, pour clôturer un champ sur la route ou pour changer la plaque indicatrice d'un tramway dans une petite ville de province, l'approbation de l'Etat est nécessaire. Comme il est manifestement impossible aux ministres d'intervenir dans ces innombrables opérations, une machine administrative énorme a été créée pour les régler automatiquement. On sait comment elle fonctionne, avec quelle complication de rouages et quel prix de revient. Chacune de ces affaires passe en effet par une série de contrôles nécessitant la rédaction de pièces ou de rapports qu'on a multipliés ingénieusement. Pour obtenir l'autorisation d'établir une

cahute sur un terrain vague (droit à payer, 0 fr. 35), on compte vingt-quatre formalités; pour laisser stationner un bateau à rames sur une rivière : seize formalités; pour clôturer un champ sur la route : dix-neuf formalités; pour édifier un pavillon sur un quai : deux ans de formalités, etc.

Le plus grand nombre de ces opérations pourraient être tranchées en deux jours par les autorités locales. En entretenant une armée de fonctionnaires pour faire un travail inutile, nous ne gaspillons pas seulement l'argent que nous leur donnons, mais aussi celui qu'ils rapporteraient au pays, s'ils étaient occupés à des œuvres productives.

III

Sous le régime d'anarchie parlementaire et de centralisation administrative qui vient d'être sommairement décrit, il n'a pas été possible d'exécuter un seul des travaux publics importants dont l'urgence est proclamée depuis si longtemps dans les milieux compétents. Ni le canal latéral au Rhône, ni le canal latéral à la Loire, ni le canal du Nord-est n'ont été seulement amorcés.

C'est en vain que nos régions se sont agitées pendant une interminable série d'années pour exiger l'exécution de ces travaux indispensables à leur développement, elles n'ont pu triompher de l'incompréhension des bureaux, des ministres et des députés.

Nos ingénieurs-fonctionnaires estimaient nos ports et nos canaux assez développés pour nos besoins : partant de cette conception, ils ramenaient toujours les devis qu'on leur soumettait à de mesquines dimensions et les projets ainsi mutilés devaient encore suivre la procédure parlementaire et s'égarer dans le labyrinthe des commissions avant de subir la décisive épreuve d'une discussion où l'ignorance et l'opposition des intérêts particuliers pouvaient leur réserver souvent de pénibles surprises.

Prenons un exemple : à partir du moment où l'on reconnaît l'insuffisance du port du Havre, il y a quarante ans de cela, il faut cinq ans d'agitation pour obtenir qu'un projet soit voté par la Chambre et l'on arrive à ce résultat en 1882, il faut ensuite neuf ans pour que ce même projet soit examiné par le Sénat, nous sommes donc en 1891. Mais le Sénat le rejette ou n'en vote du moins qu'une minime partie.

On recommence alors et l'on met sur pied un projet encore plus modeste; il faut de nouveau quatre ans pour que le Parlement adopte ce dernier, nous sommes en 1895. Nous avons mis dix-neuf ans à prendre une décision sur les travaux que nous mettrons encore sept ans à exécuter : il se sera donc écoulé vingt-six ans entre leur conception et leur achèvement.

Dans l'intervalle le progrès a continué à marcher, la navigation est plus intense, les bateaux sont plus grands, si bien que notre projet officiel déjà trop mesquin est maintenant si insuffisant qu'il n'offre plus d'intérêt. Ce n'est pas l'administration qui s'en émeut, mais les intéressés naturellement sont furieux. Pour les calmer, on vote de petits projets supplémentaires retouchant les travaux en cours, agrandissant un peu l'avant-port, reculant légèrement une digue, mais toujours avec les mêmes idées étroites et sans plan d'ensemble et comme l'exécution est lente, parce que l'Etat mesure ses crédits très chichement, en les répartissant sur un trop grand nombre d'années, on en reste éternellement au même point, c'est-à-dire en retard de vingt ans sur l'étranger.

Résultat : pas de canaux, pas de ports, pas de

marine, pas d'outillage de transport économique et par conséquent pas de prix de revient qui nous permette de produire à bon compte et de lutter avec les pays qui sont pourvus de toutes ces installations que nous n'avons pas.

Cependant, les intéressés peuvent pétitionner, intriguer, vitupérer contre le gouvernement dans des conférences ou dans des journaux — tout leur est permis dans cet ordre d'idées — mais il leur est interdit rigoureusement de s'aider eux-mêmes et d'exécuter les travaux dont ils ont besoin dans leur région et leur avis ne prévaudra pas sur celui des fonctionnaires, quand il s'agira d'apprécier dans quelle mesure leur port est susceptible de développement.

Nous avons donc le système le mieux combiné qu'on puisse imaginer pour arrêter l'essor économique. Pas de liberté d'agir pour les citoyens, impossibilité pour eux de faire un mouvement sans s'empêtrer dans le réseau des autorisations, des paperasseries et des formalités qui n'en finissent plus, d'autre part un Etat omnipotent, incompétent, inerte et incohérent qui s'est réservé l'initiative dans toutes les questions intéressant la vie nationale ou régionale, alors qu'il est incapable de

rien solutionner par sa constitution même. Quarante années de ce traitement ont tué l'initiative et l'originalité dans nos provinces. Attachée, tenue en laisse, notre population traîne une vie languissante et ses facultés peu à peu s'atrophient.

Ne nous laissons pas impressionner par le reproche qui nous sera peut être adressé de nuire à la République en disant la vérité au peuple. Les circonstances nous obligent au contraire à parler sans ménagement. Si nous n'éclairons pas la démocratie sur l'extrême gravité des abus qui se sont glissés dans son fonctionnement et si nous ne rendons pas sensible à sa raison l'immensité des périls que les lacunes de notre organisation font courir à notre pays, il nous est impossible de lui demander cet effort suprême de rénovation dont dépend notre relèvement matériel.

Reprenons cependant notre exposé. Sur le terrain favorable dont il vient d'être parlé a grandi l'abus du fonctionnarisme, la transmission des petites affaires de province au pouvoir central occupant un personnel très important dont le nombre va sans cesse en grandissant, à mesure que la vie sociale est plus compliquée. Les difficultés de l'existence en France y contribuent :

comme on y développe peu les entreprises, il est souvent malaisé d'y trouver des emplois et ceux-ci ne sont pas toujours grassement payés. Que de gens intelligents nous avons vus chercher inutilement une occupation pendant des mois et se contenter finalement d'une place indigne de leur mérite à laquelle ils s'accrochaient découragés ! Pas d'activité, pas de prospérité, pas de confiance dans le commerce et l'industrie en général, personne ne croyant à l'avenir et ne se sentant sûr du lendemain !

C'est en raison de ces conditions précaires que tous les Français sont plus ou moins candidats aux emplois publics vers lesquels ils sont attirés aussi par la loi du moindre effort, car dans notre administration centralisée, le fonctionnaire pauvrement rémunéré mène une vie misérable, mais exempte de soucis ; loin de son patron, l'Etat, qui ne le connaît pas et pour lequel il n'est qu'un matricule, il travaille automatiquement, sans prendre de responsabilités, il lui est même interdit de prendre une initiative et son avancement se fait à l'ancienneté, quels que soient son mérite et son application. Nous ne disons pas que tous les fonctionnaires s'accommodent de cette médiocre exis-

tence, nous sommes certain au contraire que beaucoup en sont révoltés, mais force leur est bien de l'accepter et finalement de s'adapter au milieu.

Sous l'influence du mauvais exemple que donne l'administration de l'Etat et la stagnation des affaires aidant, il s'est produit en France une contagion de l'esprit bureaucratique, il a pénétré partout, il a envahi les banques, les sociétés d'industrie, de commerce, d'assurance, etc. Nous connaissons une grande entreprise occupant des milliers d'employés où tous les hommes sont payés 5 francs et toutes les femmes 3 francs par jour indistinctement. Pas de prime à l'effort, pas d'initiative, pas de progrès par conséquent, la vie vie au jour le jour, le piétinement. Chez les capitalistes, le découragement, la défiance, la peur d'entreprendre, d'oser, de risquer et aussi les idées étroites, l'égoïsme, l'incompréhension de la classe ouvrière, de ses peines, de ses misères, de ses aspirations à un état de plus haute dignité.

Sur ce terrain malsain, nous n'avons pas vu s'élever le capitalisme utile dont nous avions tant besoin dans notre pays, mais des oligarchies puissantes et souvent parasitaires se sont enrichies à la faveur du désordre et de l'anarchie générale en

exploitant nos défauts. De grandes sociétés financières ont entrepris d'exporter systématiquement nos capitaux en couvrant notre territoire de succursales où l'on vendait aux capitalistes apeurés des milliards de titres étrangers qui n'étaient pas toujours de tout repos, notre argent servait à développer le monde et même à commanditer nos ennemis les plus directs, tandis que notre commerce et notre industrie végétaient faute de crédit ; une industrie monopolisée vendait les produits chimiques les plus indispensables à des prix qui mettaient nos fabricants dans l'impossibilité d'exporter à l'étranger ; nos compagnies de chemin de fer usaient de leur influence pour empêcher la construction des voies d'eau dans lesquelles elles voyaient étroitement des concurrents pouvant transporter les marchandises à bon compte et les amener à réduire leurs tarifs : nos sociétés de navigations, pourvues, de subventions, n'amélioraient plus leur service et faisaient payer au commerce un frêt prohibitif.

Triste situation, n'est-ce-pas, reconnaissons-le que celle où nous étions avant la guerre. L'inertie, le désordre, la jalousie, le mécontentement partout, chacun entendant vivre sur son voisin et personne ne voulant produire et travailler utilement pour le pays.

CHAPITRE II

Empire et République

I. Contraste humiliant. — L'Allemagne féodale a dépassé la France démocratique dans la voie du progrès matériel. En réalité forme politique indifférente, mais importance de l'action des pouvoirs publics créant des conditions favorables au développement de la richesse. — L'esprit de suite du gouvernement allemand. — Comment il a favorisé l'industrie.

II. Les méthodes en Allemagne. — Conception d'une technique nationale. — Un État économique aidant les producteurs. — La richesse et le bien-être au premier plan. — Le progrès des sciences. — L'essor industriel.

III. Raisons d'espérer pour notre pays. — L'héroïsme des soldats, le courage du peuple, le réveil de l'esprit d'initiative. — Nous nous sommes retrouvés pendant la guerre, ferons-nous notre devoir pendant la paix? — L'immensité des tâches à accomplir. — Le problème financier, les réformes constitutionnelles, parlementaires, administratives, la révision des lois, la création d'un outillage, l'organisation de l'enseignement technique. — Nécessité d'une union des citoyens. — L'ancien régime des divisions est impossible ou la France et la démocratie sont perdues.

I

Dans cet état de chaos et d'impuissance où nous nous sommes si stérilement débattus, il serait inexact de dire que notre pays n'a pas progressé

du tout et que l'essor industriel extraordinaire qui s'est produit dans le monde entier a passé par-dessus sa tête sans l'effleurer, mais il est vrai qu'il n'en a récolté que des bribes et que dans cette course au progrès matériel nous avons fait figure de pauvres champions qui ne pouvaient suivre le train de leurs concurrents et perdaient régulièrement du terrain à chaque tour de piste.

En effet, toutes les fois que nous faisions un pas en avant, l'Allemagne en faisant deux et même un peu plus. (De 1884-1891 à 1913, notre commerce augmente de 7.710 millions, le sien de 17.723 millions). Rien n'était animé chez nous d'un esprit moderne, ni l'industrie, ni le commerce, ni l'agriculture, ni la finance, ni l'enseignement, ni l'administration, ni les partis politiques et la démocratie française brillait d'un bien pauvre éclat à l'étranger. Il importe que cette situation apparaisse clairement à nos yeux dans ses causes et dans ses effets, parce que nous sommes des républicains et que n'ayant pas de maître et ne voulant pas en avoir, c'est par notre seule volonté que nous pouvons être réformés.

Nous serions bien légers, si nous n'avions pas l'esprit un peu hanté par cette interrogation qui

nous presse, qui nous poursuit et à laquelle nous nous devons être en mesure de répondre, puisque nous sommes électeurs et responsables après tout de notre politique : comment se fait-il que l'Allemagne, dont le territoire est égal au nôtre et plutôt moins riche dans son ensemble, nous ait en l'espace de trente ans tellement dépassés que nous soyons devenus auprès d'elle, sous le rapport de la population et de l'industrie, un tout petit Etat ?

Question angoissante. Nous avons, en effet, des institutions démocratiques auxquelles nous tenons comme à la prunelle de nos yeux et que nous considérons peut-être un peu naïvement, mais en tout cas irrévocablement comme les meilleures de toutes et comme celles qui correspondent au degré le plus élevé de la civilisation, et nous voici dans la triste nécessité de reconnaître que cet Etat moyenâgeux et féodal pour lequel nous avions au fond de nous-mêmes un peu de dédain sait si bien se gouverner qu'il acquiert en quelques années une puissance étonnamment supérieure à la nôtre et nous bat haut la main sur tous les terrains de la production industrielle et agricole. Laissons de côté l'humiliation qui nous chatouille un peu la

peau pour considérer le problème lui-même dans toute la gravité qu'il comporte.

L'Allemagne est-elle redevable de son développement matériel à la forme arriérée de ses institutions politiques? Plus d'un bourgeois rétrograde a peut-être caressé intérieurement cette hypothèse, mais elle ne s'appuie pas sur l'expérience. L'exemple des Etats-Unis, de l'Angleterre, de la Suisse, etc., pays où l'activité manufacturière est prospère, est là pour démontrer au contraire — on s'en doutait déjà par intuition — qu'il n'y a pas de rapport nécessaire entre le progrès industriel et la forme du gouvernement.

Cette forme est indifférente; ce qui importe par contre au plus haut degré, les faits le prouvent, c'est l'action des pouvoirs publics intervenant pour créer les conditions les plus favorables à l'initiative et ensuite pour stimuler et coordonner intelligemment les activités en les rapportant à un programme d'ensemble et à un grand but collectif. Nulle part cette conception ne s'est affirmée comme en Allemagne. Partout ailleurs, le capitalisme est plus ou moins anarchique et les producteurs travaillent en individualistes, d'après les vieilles idées du laisser-faire sous la lointaine protection des pouvoirs pu-

blics. En Allemagne seulement on a vu tous ces efforts s'ajuster et se coordonner pour jouer le rôle qui leur était assigné dans le grand orchestre national.

Après la guerre de 1870, les hommes d'Etat allemands déclarèrent que leur pays devait affirmer sa supériorité sur le terrain industriel comme il l'avait fait sur le terrain militaire, et ce programme s'exécuta à la lettre. Quel beau sujet pour un historien : faire voir comment le gouvernement allemand a poursuivi pendant quarante années, sans se lasser et sans jamais en dévier le but grandiose à son point de vue qu'il avait conçu de développer la richesse germanique!

L'activité industrielle allemande fut d'abord favorisée par l'établissement d'un tarif douanier protégeant le travail national, la conclusion de traités de commerce habilement négociés avec l'Autriche, l'Italie, la Suisse, l'Espagne, la Russie; la création d'un code de commerce et d'une législation industrielle dont nous n'avons pas l'équivalent, le développement des chemins de fer et leur rachat par l'Etat, puis ce fut avec le concours des régions, la construction des voies navigables, l'approfondissement ou la canalisation du Rhin, du Mein, de l'Elms, de l'Oder, la création de toute une batellerie

spéciale appropriée aux conditions des rivières allemandes, l'aménagement de ports fluviaux immenses (Ruhrort, Duisbourg, Mannheim), l'établissement du canal de Kiel, accessible aux plus grands navires, etc....

On se rappelle aussi le discours fameux où Guillaume II s'écria que l'avenir allemand était sur la mer, on en railla chez nous avec frivolité la mégalomanie et cependant le programme de la construction d'une flotte allemande dépassant considérablement la nôtre fut bel et bien exécuté.

Quant à la surhumaine activité que l'Etat déploya pour développer le commerce allemand à l'étranger par ses ambassades et ses consulats et aussi pour s'approprier les immenses territoires qui devaient servir de débouchés à ses industries, les beaux articles de M. Chéradame en donnent une idée !

Mais il y a mieux. Cet empereur abhorré, cet empereur monstrueusement immoral que nous stigmatisons si justement aujourd'hui, a compris vingt-cinq ans avant nos démocrates la valeur du levier le plus puissant dont dispose la société pour se développer. C'est lui qui, brisant la résistance du corps enseignant allemand, décida de mettre, sur le même pied que les autres Facultés, les instituts de

science industrielle. Il a été l'inspirateur de cette collaboration de la science et de l'industrie qui fonctionne depuis trente ans chez nos ennemis et que nous n'avons pas encore établie dans notre pays. Grâce aux subsides de l'Etat allemand, des pouvoirs publics allemands et aussi des corporations intéressées, le mouvement s'est généralisé, et l'on peut dire aujourd'hui que la base fondamentale de l'activité allemande est le développement extraordinaire donné à l'enseignement technique, représenté par les universités, les hautes écoles, les écoles professionnelles, les écoles d'application, correspondant à plusieurs degrés de connaissances, où chacun, directeur, contremaître ou ouvrier, apprend scientifiquement son métier.

L'Etat ayant joué son rôle, la nation s'est mise au travail et l'on a vu s'élever en Allemagne un monde différent du nôtre autant que le jour s'écarte de la nuit : des banques remplissant leur fonction, c'est-à-dire employant leurs capitaux et ceux du public à développer la production du pays, des industries érigées avec des idées larges, prévoyant les extensions futures, toujours pourvues du meilleur outillage et supérieurement dirigées, des exploitations agricoles conduites par des paysans chi-

mistes et fournissant un maximum de rendement, et voici qui nous étonnera plus encore : des producteurs sachant faire abstraction de leurs intérêts particuliers et poursuivre dans de grandes associations un but commun, une classe ouvrière « socialiste révolutionnaire, » très soumise, très disciplinée, qui s'entend avec un patronat qui la paie bien, un pays calme où les divisions sont superficielles, où règnent l'ardeur au travail, la confiance, la cohésion et où tous les citoyens au fond sont d'accord pour faire une Allemagne plus grande aux dépens du voisin....

II

Empire ou république, esprit démocratique ou caporalisme prussien? Il n'importe au point de vue du développement matériel. Il y a seulement de bonnes méthodes à suivre. Qui s'y conforme réussit, qui ne les observe pas échoue.

Il ne faut du reste pas s'y tromper, au-dessus de cet empereur autocrate, de sa soldatesque et de ses hobereaux constituant un faux décor appelé à disparaître, il existe un Etat moderne allemand qui connaît ses procédés merveilleusement bien.

Ces méthodes sont-elles particulières à l'Allemagne? Evidemment non. Elles résultent de l'expérience collective et sont appliquées dans une mesure plus ou moins parfaite dans tous les pays qui progressent. L'unité de direction, la continuité des desseins, l'esprit d'initiative, la largeur des conceptions, le sens de l'organisation, les connaissances professionnelles et scientifiques sont reconnues partout comme les bases du progrès matériel.

Nous n'avons pas à copier les Allemands, cela va de soi, nous sommes un peuple différent, nous avons un tempérament, des tendances qui nous sont propres, mais les Américains, non plus ne copient pas les Allemands, ni les Anglais, ni les Italiens, ni les Belges, ni les Suisses, car il existe entre les nations des différences de caractère et de coutumes qui rendent malaisé de transplanter une institution d'un pays à un autre sans lui faire subir des changements assez importants pour l'ajuster à son nouveau milieu, mais à travers les nuances et les variétés que peuvent présenter les moyens employés et qui maintiennent en chaque nation sa couleur locale, il ne faut pas méconnaître la grande vérité que, par la force des choses, toutes les nations sont appelées non seulement à introduire les mêmes

perfectionnements dans leurs industries, mais encore à se servir des mêmes méthodes générales dans l'organisation de leur production, parce qu'il est impossible qu'un Etat applique chez lui des méthodes supérieures à celles de ses concurrents, sans que ces derniers ne tombent peu à peu en décadence.

Si nous suivons rapidement les étapes du progrès industriel, nous voyons passer successivement sous nos yeux la division du travail, l'emploi de la force motrice, l'invention des machines-outils, la concentration des entreprises, et leur spécialisation, nous distinguons ensuite à un degré plus avancé l'association dans toute une branche de production et nous arrivons enfin à une dernière conception — elle se manifeste un peu partout à l'état embryonnaire, mais c'est l'Allemagne qui l'a dégagée le plus clairement et qui en a poussé le plus loin la réalisation — c'est l'idée d'une technique nationale.

Après avoir perfectionné le détail, puis la partie, on remonte au tout, parce que l'on comprend que toutes les branches de production sont solidaires et constituent un ensemble dont la prospérité dépend de conditions générales, travaux publics, enseignement technique, législation, relations exté-

rieures, etc., sur lesquelles les producteurs n'ont pas de contrôle et qui sont du ressort de l'organisme le plus élevé, c'est-à-dire de l'Etat.

Oh! ce n'est pas un Etat socialiste entreprenant d'organiser ou de réglementer la production; son principe est, au contraire, de susciter l'initiative individuelle, de l'encourager, de l'aider, de la protéger, en créant les conditions nécessaires à son éclosion et à son développement, c'est en un mot un Etat économique s'ajoutant et se substituant dans une certaine mesure à l'ancien Etat purement politique, c'est un Etat qui met au premier plan de ses préoccupations le développement matériel, la création de la richesse et du bien-être au lieu de les ignorer ou de les négliger comme il le faisait autrefois, telle est la révolution.

Cette notion nouvelle de l'Etat s'est constituée peu à peu sous l'influence des énormes progrès des sciences appliquées. La production de la houille et des lignites a passé en Allemagne, en vingt-deux ans, de 80 à 225 millions de tonnes, celle du fer brut de 4,5 à 18 millions. La consommation du zinc, du plomb, du cuivre y a triplé et celle du coton y a doublé par tête d'habitant, quoique la population se soit accrue dans l'intervalle de 15 mil-

lions d'âmes. Entre 1883-1887 et 1912, avec une surface cultivée peu différente et grâce au perfectionnement des méthodes, la production agricole allemande a passé de 59 à 110 millions de quintaux pour le seigle, de 26 à 40 millions pour le froment, de 168 à 250 millions pour les fourrages et de 225 à 442 millions pour les pommes de terre! Et nos ennemis ont édifié chez eux des entreprises industrielles d'une monstrueuse envergure : la fabrique de produits chimiques Frédéric Bayer occupe à elle seule un millier d'ingénieurs, la firme métallurgique Thyssen emploie 25.000 ouvriers, la Société d'électricité A. E. G. a 450 millions de capital avec ses réserves et ses usines couvrent une superficie de 1.100.000 mètres carrés.

Ces résultats ont apporté la révélation que la science était le levier de la transformation des peuples, que la chimie, la physique, la mécanique constituaient des sources de progrès inépuisables et nous donnaient le moyen d'augmenter indéfiniment nos subsistances et notre action sur la nature, si nous avions seulement la patience de les déchiffrer et de nous plier à leurs lois d'airain. A mesure que cette vérité se dégage, la notion de l'Etat politique passe au second plan et celle de l'Etat écono-

mique devient au contraire prédominante, car il est moins intéressant de se disputer pour des buts mesquins entre citoyens, quand chacun est certain qu'il peut améliorer rapidement sa situation en travaillant.

Et la science aussi s'introduit dans l'Etat. Il ne s'agit plus, en effet, d'avantager une classe aux dépens d'une autre ou de réaliser un équilibre savant entre les partis, mais de résoudre des problèmes techniques importants exigeant des connaissances spéciales, des vues d'ensemble, une juste intuition de l'avenir, de l'audace, de la persévérance, du courage pour éclairer l'opinion, enfin bien des choses que nous n'avons guère eues jusqu'ici dans nos gouvernements et qu'il est bien urgent d'y mettre, si nous ne voulons pas périr.

Le plus désolant est que cette situation n'est pas encore comprise en France où l'on continue beaucoup à s'occuper de conférence économique des alliés, d'ententes douanières, d'organisation de congrès ou d'expositions, etc. Non que ces tentatives ne soient très utiles et très dignes d'être encouragées, mais nous dirions, si le mot ne dépassait pas notre pensée, qu'elles sont en dehors de la question.

On paraît réellement croire que le succès industriel des Allemands est avant tout le résultat de leur activité commerciale et qu'il nous suffira pour les égaler de nous organiser comme eux sur ce terrain ; mais pour vendre, il faut d'abord être à même de produire avec un bas prix de revient.

Il ne faut pas tomber dans l'illusion qu'il est possible d'organiser un blocus de l'Allemagne en temps de paix, alors qu'on le fait si difficilement pendant la guerre, ni s'imaginer qu'on peut demander indéfiniment aux consommateurs d'être assez patriotes pour acheter les produits alliés à des prix élevés, alors qu'on offrira les marchandises allemandes à meilleur compte dans les pays neutres. Des procédés aussi artificiels n'auraient évidemment qu'un temps et l'on ne peut voir en eux, en mettant les choses au mieux, qu'un moyen d'avoir du répit pour s'organiser.

Il est temps vraiment de regarder la vérité, il est temps de reconnaître et de crier au pays que même la victoire la plus complète étant remportée, nous sommes un peuple perdu, si nous ne faisons pas l'effort qui convient pour nous élever techniquement au niveau des Allemands.

III

C'est dans le malheur que les hommes donnent leur mesure et la terrible épreuve que nous traversons révèle au monde et un peu à nous-mêmes que nous avons toujours les qualités de nos ancêtres. Quel espoir nous pouvons puiser dans cette constatation !

Autant nous étions divisés et impuissants pendant la paix, autant nous sommes forts et disciplinés pendant la guerre. Nos soldats sont des héros, aucun danger ne leur fait peur et nul n'a surpassé leurs exploits ; ils supportent des souffrances sans nom et leur ténacité ne faiblit pas, et comme ils sont dociles, comme ils obéissent à leurs chefs, comme ils savent s'oublier, se sacrifier pour l'action commune, comme chacun d'eux comprend la nécessité de rester à son poste et de remplir sa mission !

Et dans le peuple, quel courage, quelle force d'âme ! Tant de deuils cruels, tant de fils, de frères, d'époux fauchés par milliers ! Tout le monde est atteint, mais personne ne se plaint, pas un cri, pas un mot, chacun accepte de souffrir et de tenir jusqu'au bout pour la victoire. Et c'est l'union sacrée, la fraternité, la trêve aux divisions, l'oubli

des querelles et des discordes, chacun de nous a conscience qu'il faut faire bloc contre l'ennemi.

Autre tableau consolant : nous étions veules, inertes, insouciants et n'avions pas créé pendant la paix ces usines qui jouent un si grand rôle dans la guerre moderne. Allions-nous donc succomber devant un agresseur qui s'était formidablement préparé et disposait de puissantes industries pour fabriquer des projectiles? Mais non. Notre esprit d'improvisation s'est réveillé. De bric et de broc, avec des moyens imparfaits, utilisant notre maigre outillage, en créant rapidement un autre, battant un peu partout le rappel des initiatives, les groupant, les coordonnant, nous nous sommes, comme on dit familièrement, débrouillés et sommes arrivés, on ne sait trop comment, à tenir tête aux Allemands, en attendant que nous les battions avec l'appui de nos vaillants alliés....

Nous ne sommes donc pas dégénérés, nous n'avons pas perdu nos moyens, il y a toujours en nous la même énergie, la même intelligence, les mêmes talents et nous pouvons encore jouer notre rôle dans le monde, si nous le voulons. Si nous le voulons veut dire malheureusement bien des choses, car nous avons pour nous relever les tâches les

plus difficiles à accomplir et les problèmes que nous avons à résoudre sont des gouffres dont la vision donne le vertige.

Saurons-nous rester unis et faire notre devoir pendant la paix comme pendant la guerre? Comprendrons-nous les dangers immenses qui continueront à planer sur nos têtes, aussi longtemps que nous aurons un voisin supérieurement outillé. Mais surtout nos intelligences et nos cœurs s'élèveront-ils à la hauteur d'une situation qui commandera l'héroïsme, aurons-nous la clairvoyance de prendre conscience de nos fautes et de nos lacunes, serons-nous assez impitoyables pour les arracher ou les amputer, afin de créer dans notre pays un système de gouvernement qui fonctionne et permette le développement de la richesse publique? Oh! morts glorieux! ne nous quittez pas, restez à nos côtés, inspirez-nous pendant ces années critiques où nous aurons entre les mains le sort de la patrie et de la démocratie.

Voyons les choses comme elles sont. Les Allemands seront battus, mais vraisemblablement pas détruits. Ils n'auront plus leur empereur, mais ce sera pour eux un progrès. Cependant ils auront toujours leurs chemins de fer, leurs canaux, leurs

ports, ils auront toujours leurs usines, leur personnel technique, ils auront toujours leur outillage, leurs méthodes, leur organisation qu'ils ont encore perfectionnés pendant la guerre et qu'ils continueront, n'en doutez pas, à développer sans cesse. Quelles que soient les charges énormes que la guerre laisse sur leurs épaules, ils auront en un mot tout ce qu'il faudra pour se mettre au travail et pour produire, tandis que nous devrons tout créer chez nous.

En dehors de l'écrasant problème financier que nous aurons à solutionner comme les Allemands, il sera nécessaire en premier lieu de procéder, en France, à la revision des abus qui se sont glissés dans notre démocratie et font d'elle un système de gouvernement inférieur, alors qu'il devrait être supérieur à tous les égards. Réformes constitutionnelles, parlementaires, administratives, adaptation de nos institutions aux nécessités de la production moderne, revision des lois dont la critique ou l'expérience ont montré les défauts, mesures draconiennes contre l'alcoolisme ; puissions-nous réaliser parmi les républicains l'accord indispensable pour mener à bien ce travail immense qui doit constituer la base de notre rénovation nationale !

Que d'œuvres vont ensuite nous solliciter! Pas d'outillage de transport à bon marché, pas d'industrie : obligation impérieuse de développer chez nous ces deux ou trois grands ports de mer que nous n'avons jamais pu avoir, de construire les canaux qui nous manquent et qui nous sont indispensables et de créer une marine marchande sans laquelle nous devons renoncer à faire du commerce. Mais nous savons tous qu'on ne peut achever de tels travaux en un an ou en cinq ans.

Et l'enseignement technique? L'Allemagne a couvert son territoire d'instituts et d'écoles professionnelles, elle possède au sommet de sa production une véritable armée d'ingénieurs et de chimistes, et à sa base une foule d'ouvriers instruits, connaissant bien leur spécialité. Pouvons-nous créer chez nous une situation analogue en quelques mois, ou même en quelques années? Evidemment non, d'autant plus qu'il ne s'agit pas seulement d'installer des écoles, de payer des professeurs ou de recruter des élèves, mais de créer dans le pays, si l'on peut dire, une mode, une mentalité, une disposition d'esprit.

Nous avons donc une bien longue étape à par-

courir avant d'avoir rejoint les Allemands, et l'on ne peut raisonnablement s'en étonner, car il est bien difficile de faire en cinq ans ce que les autres ont mis vingt ans à accomplir.

Et les Allemands, vont-ils rester inactifs dans l'intervalle, ne continueront-ils pas à travailler, à compléter leur organisation et à porter toujours plus haut leurs procédés industriels? Sans doute la défaite ne peut manquer de les affaiblir et de les handicaper lourdement dans leurs moyens d'action, mais la prolongation de la guerre ne permet pas, malheureusement, d'escompter une compensation adéquate à notre épuisement et l'entente économique des Alliés, si désirable qu'elle soit, n'est qu'un moyen provisoire qui ne pourra nous sauver que si nous avons conscience de notre situation critique et faisons le nécessaire pour nous en tirer.

Ne pouvant nous écraser par les armes, les Allemands comptent reprendre la lutte sur le terrain industriel, en profitant de l'avance qu'ils ont sur nous dans le domaine de l'outillage et des méthodes. Ils se croient sûrs du succès, parce qu'ils ont une sorte de conviction que notre système de gouvernement est très inférieur au leur

et que notre démocratie ne peut absolument pas se réformer. S'ils reconnaissent s'être trompés en escomptant de notre part un fléchissement qu'ils auront inutilement attendu pendant toute la durée des hostilités, ils n'en restent pas moins persuadés que nous reprendrons, aussitôt la paix conclue, nos luttes intestines et comptent bien du reste, le cas échéant, les aviver, en se servant des influences internationales de leurs « social-democrates » pour pousser nos ouvriers à l'adoption des moyens violents que leurs ouvriers n'emploient pas chez eux ou dont ils se servent avec une modération qui représente une véritable prime en faveur du patronat allemand.

Mais les Allemands s'illusionnent et n'aperçoivent pas que tous les Français vont être placés pendant la paix devant les mêmes nécessités et les mêmes devoirs que ceux qui les ont contraints à se souder étroitement pendant la guerre sans distinction de classes et de partis. La question va se poser en effet pour eux identiquement dans les mêmes termes, car la régénération de notre pays est une œuvre si vaste, elle réclame une si grande concentration des efforts, qu'il n'y a pas la plus petite chance de la mener à bien, si tous les

citoyens ne travaillent pas fraternellement la main dans la main. Restaurons le régime d'avant la guerre, replaçons-nous dans les conditions d'instabilité, d'insécurité et de gâchis qui lui sont inhérentes et la France est appelée fatalement à disparaître.

Et non seulement la France, mais aussi les idées qu'elle représente, la démocratie, le droit, la justice, c'est-à-dire toutes ces nobles pensées que les nôtres ont défendues contre les Allemands en versant leur sang sans compter pendant la guerre et qu'il serait, avouons-le, bien fou, bien insensé de leur part de leur abandonner pendant la paix.

CHAPITRE III

La faillite de la politique.

I. Tous les partis en défaut. — Aucun ne s'est occupé du développement du pays. — Activité purement politique. — Les nouvelles réalités les dépassent. — L'échec de la tactique socialiste. — La lutte des classes étroitement comprise.

II. Marx l'a dit. — Aucun homme n'a raison cinquante ans de suite. — Les exagérations du système de Marx. — Les faits n'ont pas confirmé ses déductions.

III. La guerre au capitalisme. — Ce qu'elle rapporte aux ouvriers. — Les salaires moyens des travailleurs et des fonctionnaires.

IV. L'impasse politique. — Elle ne mène à rien. — Le cercle vicieux. — Comment en sortir? — Obstacles insurmontables en apparence. — Tout régime est conservateur. — Le moral des Français. — Leur mentalité nouvelle.

I

Une situation de fait, une nécessité d'airain nous ordonne de rester unis et de mettre en commun nos énergies pour reconstituer notre pays épuisé. Toutes nos divisions s'effacent devant cette préoccupation de salut public. Quelles que soient nos doctrines, quelles que soient nos idées parti-

culières, nous sommes en effet unanimes à penser que la France ne doit pas périr et nous avons tous également la conviction que si des générations entières de nos concitoyens ont sacrifié leurs vies pour sauver notre pays d'une destruction militaire, il nous incombe, à nous autres survivants, de parfaire leur œuvre en défendant notre nation sur ce terrain économique où nous savons aujourd'hui que la vie des peuples ne se joue pas moins dangereusement que dans le choc sanglant des armées.

Que valent du reste ces doctrines dont nous parlions à l'instant et dans quelle mesure peuvent-elles subsister? Il ne paraît pas exagéré de dire que tous nos partis sont atteints dans leurs sources vives et qu'aucun d'eux ne peut plus sans se couvrir de ridicule représenter les formules de combat et les panacées qu'il arborait autrefois. De la gauche à la droite, ils ont tous eu le même défaut et relèvent tous de la même critique, parce qu'ils se sont tous absorbés dans une activité purement politique et parce qu'ils ont tous négligé les questions intéressant notre développement matériel et les ont tous fait passer bien après leurs revendications laïques, religieuses, fiscales ou

électorales auxquelles nous ne méconnaissons pas un intérêt, mais qui sont, personne ne peut le nier aujourd'hui, d'une importance très secondaire à côté des problèmes que soulevaient avant la guerre un certain nombre de faits énormes comme l'abaissement de notre natalité, l'alcoolisme, l'insuffisance de notre production industrielle et agricole, la décadence de notre marine marchande, etc.

Loin de nous l'idée de critiquer les partis à un moment où nous souhaitons leur rapprochement, et c'est du reste les incriminer bien légèrement que de leur reprocher un défaut de vision commun à tous les Français. Au surplus, il est très douteux que ces partis puissent se maintenir dans leurs cadres actuels et l'on ne fait pas une prophétie bien dangereuse en avançant qu'ils sont tous appelés à se remanier profondément ou à cesser d'exister.

Des questions dont ils s'occupaient, un certain nombre ont disparu et peuvent être portées dans le tableau des manquants comme tant de pauvres victimes de la guerre; les autres se présentent dans des conditions si différentes qu'elles sont entièrement à réétudier; elles sont du reste déclassées, parce que l'opération inopinée de problèmes

énormes a troublé complètement la hiérarchie des valeurs et que certaines idées auxquelles nous avions confié faute de mieux un commandement supérieur devront se résigner désormais à faire fonction d'adjudant. En un mot, le programme des partis ne correspond plus aux réalités présentes. Un cataclysme s'est produit, un cyclone a passé, tout a été détruit ou bouleversé. Que faire? se disent les hommes politiques. Nul ne le sait au juste. Le petit stock d'idées courantes est consommé, il faut en trouver d'autres et nos dirigeants sont apparemment aussi effarés que si la France avait été transportée dans la lune.

Quels changements les socialistes doivent-ils apporter à leurs idées, s'ils veulent rester un parti puissant et réaliser l'idéal de la démocratie dont ils sont les représentants? C'est une question que nous voudrions examiner en parlant nettement. Dans les tristes moments que nous traversons, alors qu'il est visible que la démocratie troublée sent le terrain lui échapper et cherche de tous côtés une direction, une impulsion que personne n'ose apparemment lui donner, n'est-il pas du devoir de ceux qui ont une conviction de l'exprimer?

L'idéal du socialisme reste intact, mais les moyens employés pour le réaliser ou ce qu'on appelle doctoralement sa tactique ont fait faillite. Cette tactique, nous devons d'abord la définir. Partant de cette idée qu'il existe une lutte de classes, c'est-à-dire un antagonisme d'intérêts permanent entre les ouvriers et les patrons considérés dans leur ensemble, notion dont on peut discuter la portée, mais qui ne s'en impose pas moins comme un fait, les socialistes allemands ont imaginé de tirer de cette situation un moyen d'agitation qu'ils ont appelé du même nom que le fait lui-même.

Ce moyen consiste à développer chez les ouvriers la conscience de classe, comme on dit dans le jargon allemand, c'est-à-dire à rendre les ouvriers conscients de l'opposition d'intérêts existant entre eux et ceux qui les emploient, ou bien en d'autres mots à créer chez eux une notion abstraite de cette opposition et les sentiments correspondants.

Le malheur est que la lutte de classes n'est pas le seul fait important dans la société, mais qu'il y en a d'autres, le malheur est que tous les antagonismes dans la nature sont corrigés plus ou moins imparfaitement par des harmonies. Si donc on

prend arbitrairement une seule vérité et qu'on la fasse pénétrer dans le cerveau d'un homme, si intelligent qu'il soit, qu'on la cultive, qu'on la développe, sans avoir mis à côté d'elle l'autre vérité qui la compense ou l'atténue, on arrivera, c'est bien évident, à la grossir démesurément, à l'hypertrophier et à en faire une idée fixe, c'est-à-dire une idée qui n'est pas comprise dans son rapport avec les autres et qui n'exprime plus la réalité.

Par exemple, si l'on ne dit pas aux ouvriers que s'il y a lutte de classes sur le terrain des salaires, il y a par contre union des classes sur le terrain de la production et que les deux classes font en réalité partie d'un même organisme qui ne peut prospérer ou décliner, sans que toutes deux également en profitent ou en pâtissent; si on ne laisse pas pénétrer dans leurs cerveaux ces deux vérités qui font un tout et qui vont ensemble, on ne leur donne pas le moyen de comprendre le système social et d'y adapter intelligemment leur conduite; en d'autres mots, on ne leur permet pas d'avoir accès à ce principe si simple qu'ils ont raison de pratiquer la lutte de classes sur le terrain où elle a sa raison d'être, mais qu'ils doivent au contraire

y renoncer résolument toutes les fois qu'elle porte atteinte aux intérêts des deux classes et cause un préjudice à la nation, c'est-à-dire à eux-mêmes.

En développant dans les cerveaux des travailleurs l'idée de lutte de classes sans y mettre à côté son correctif ou son contrepoids, on aboutit donc à créer une fausse conception populaire, accompagnée d'un débordement de haines et de soupçons qui sont le plus souvent sans justification et qui creusent entre les ouvriers et les patrons un abîme si profond qu'ils ne peuvent plus prendre contact loyalement les uns avec les autres et que la nation, coupée en deux, déchirée, se trouve acculée dans une impasse et ne peut plus marcher en avant.

II

« Marx l'a dit. » Cette constatation eut longtemps pour nos amis la valeur d'un argument décisif, elle constituait à leurs yeux une sorte de preuve péremptoire. Quand on la sortait dans une discussion, il n'y avait plus rien à dire et même il était prudent de se taire et de ne rien objecter, si l'on ne voulait pas être taxé d'hérétique.

C'était bien absurde, n'est-ce pas? Car enfin Marx a écrit, il y a une cinquantaine d'années, et le monde a marché depuis ce moment-là. En mettant les choses au mieux, c'est-à-dire en reconnaissant que Marx a été le penseur pénétrant que prétendent ses partisans, ne doit-il pas s'estimer déjà très heureux d'avoir laissé à travers une masse de matériaux inutilisables deux ou trois pierres qui résistent à l'épreuve du temps? Les plus grands génies se contentent de ce résultat. Pourquoi n'en est-il pas ainsi de Marx? On s'en rend compte en constatant l'extraordinaire ambition de ce chercheur qui a entrepris de fonder non seulement la science économique — jugez du peu — mais une théorie complète de notre système social à lui tout seul.

Cependant, si l'on observe que même les sciences exactes, comme la physique et la chimie, ont été des œuvres essentiellement collectives qui se sont constituées petit à petit avec le concours d'innombrables ouvriers et par une lente accumulation des recherches et des découvertes, on sondera ce qui peut entrer de chimères dans l'idée de tirer d'un seul cerveau l'ensemble de lois et de rapports infiniment compliqué que l'on appelle la science sociale.

Et comment Marx s'y est-il pris pour effectuer ce prodige? A-t-il tenté d'examiner la multitude de faits qui rentraient dans le cadre de son immense étude? Evidemment non. Sa vie n'y aurait pas suffi. Il a pris la méthode du raisonnement pur : commençant par le fait le plus élémentaire de l'économie politique, la notion de la valeur, il l'a analysée, décomposée et de ces premières données il a déduit rigoureusement toutes les lois se rapportant à la production et à la répartition des richesses en partant des plus simples pour finir aux plus compliquées. Douce folie!

Ce n'est pas tout. A ces lois économiques, Marx a communiqué la rigueur de son esprit algébriste, il les a conçues comme des lois aussi rigides que celles qui gouvernent les astres. Puisqu'elles s'exerçaient d'une manière fatale et mathématique, on pouvait avec elles connaître l'avenir et sous la réserve des dates qu'il n'osa pas donner, Marx annonça la fin du monde capitaliste, comme on prédit les éclipses!

Mais, direz-vous, en dehors de ces lois rigides, il y a pourtant des hommes qui pensent et qui sentent. Qel rôle joue donc l'esprit dans la société? Oh! c'est bien simple, déclarait Marx imperturba-

blement, les idées et les sentiments des hommes dépendent étroitement des faits économiques, ils les suivent comme des ombres, ils sont donc sans consistance et sans valeur propre. Renversant, n'est-ce pas ?

Tout le système de Marx est basé sur ces idées fatalistes : le régime capitaliste évolue par lui-même, la concentration des entreprises s'y poursuit mécaniquement. Le patron est un parasite, il n'a même pas droit à une récompense, à un salaire de direction, et puisque c'est l'ouvrier qui travaille seul, il est spolié de toute la différence qui existe entre son salaire et la valeur de l'objet produit par lui. Tout à fait fantastique ! Aucune part au génie, au talent, à l'initiative, à l'esprit d'organisation, aux connaissances, aucune part à l'effort, à l'activité à la volonté, à la persévérance, aucune part en un mot à ces qualités intellectuelles et morales qui sont les principaux ressorts de la production !

Et tout cela présenté dans des formules claires, tranchantes, étudiées pour frapper les esprits qui ont été répandues par la parole et par la plume et propagées comme un virus avec lequel on a systématiquement empoisonné l'esprit des ouvriers !

Depuis que Marx est mort, il s'est produit bien

des événements. Nous avons assisté d'abord à une grande évolution industrielle, nous en avons suivi les étapes et observé les lois, nous avons donc sur la marche du capitalisme une expérience et des éléments d'appréciation que ne possédait pas le fondateur du socialisme allemand.

Nous savons aujourd'hui que l'industrie grandit pas d'une manière fatale, nous constatons au contraire qu'elle accuse dans les différents pays un progrès très variable, nous la voyons en effet prendre une grande extension en Amérique, en Allemagne, en Angleterre et rester relativement stagnante en France et en Espagne. Le capitalisme peut donc se développer d'une manière intensive ou ralentie, selon que les capitalistes déploient plus ou moins d'intelligence et d'énergie.

A mesure que les faits ont marché, les idées socialistes se sont aussi peu à peu modifiées et nous nous détachons graduellement du romantisme d'autrefois. Nous répugnons à la basse crédulité. Si la classe ouvrière s'emparait des moyens de production, dans le sens que l'on donnait autrefois à cette expression, elle n'en pourrait rien faire; il lui manque les connaissances générales, l'instruction technique, l'aptitude à diriger et à orga-

niser qui ne s'acquiert que par un long usage, et dans l'état encore inférieur où elle se trouve, il ne peut sortir de son sein des hommes ayant la haute compétence professionnelle que requiert la direction des industries. Son ambition consiste pour le moment à s'élever à un plus haut niveau et non à assumer une tâche à laquelle elle n'est pas préparée et qui paraît peser déjà bien lourdement sur les épaules des dirigeants actuels cependant plus compétents. Ce n'est donc pas la révolution qu'elle demande, mais la transformation sociale par le progrès et la constante amélioration de son état matériel et moral qu'il est possible d'obtenir en donnant à la société actuelle une direction plus scientifique.

Et si la classe ouvrière en France n'est plus révolutionnaire, comment pourrait-elle rester fidèle à des moyens violents adoptés, il y a quarante ans, sous l'influence d'idées allemandes reconnues scientifiquement fausses et dont elle ne veut plus aujourd'hui?

III

S'il y a des ouvriers qui croient encore à la possibilité d'instituer un régime de production socialiste

en France à brève échéance, il est honnête de leur dire qu'ils se trompent.

Le plus curieux est qu'ils auraient contre eux le véritable esprit marxiste. Le célèbre théoricien allemand considérait en effet que les entreprises capitalistes devaient aller toujours en grandissant et en se concentrant jusqu'au moment où les industries étant monopolisées par quelques individus, les circonstances étaient mûres pour l'expropriation capitaliste et l'avènement du prolétariat. Ne discutons pas cette théorie que l'on s'accorde généralement à trouver un peu simpliste. Au contraire, tenons-là pour vraie.

Nous avons en France un système de production très dispersé : d'après les derniers recensements publiés, notre commerce accusait 269.288 établissements de un à dix employés, 8.005 de dix à cent et seulement 273 de plus de cent personnes; d'autre part, on comptait dans notre industrie 610.000 établissements de un à vingt ouvriers et seulement 20.000 en employant davantage. Par conséquent, cette première conclusion s'impose : nous ne sommes pas dans les conditions que Marx lui-même avait jugées nécessaires pour la réalisation du socialisme. Il s'agissait dans son hypothèse

de transférer à la collectivité de grandes industries monopolisant déjà l'activité du pays, c'est-à-dire des organismes constitués, mis au point, en plein fonctionnement que la nation devait s'approprier, prenant la suite des capitalistes et continuant leur commerce. En sommes-nous là?

Evidemment non, car notre concentration manufacturière est si faible que nous vivons encore sous le règne de la petite entreprise. Il en résulte qu'un régime socialiste, établi prématurément, serait dans la nécessité de créer de toutes pièces de grandes industries qui n'existent pas, c'est-à-dire de fabriquer artificiellement et en peu de temps ce que l'histoire met partout ailleurs cinquante ans à accomplir, entreprise qui ne peut pas être envisagée sérieusement.

Autre conséquence, en partant encore des idées du marxisme : si le capitalisme est lent au lieu d'être rapide et s'il faut attendre un demi-siècle au lieu de quelques années pour en tirer certains résultats supposés, la tactique ayant pour objet de préparer une révolution prochaine en maintenant l'état de guerre ou du moins une extrême tension des rapports entre les ouvriers et les patrons perd évidemment sa raison d'être, elle devient même

absurde, puisqu'elle est alors en contradiction avec les théories qui l'inspirent.

La politique socialiste consiste depuis une trentaine d'années à faire une guerre à mort au capitalisme sans discerner entre les abus qui lui sont inhérents et le rôle qu'il remplit en dirigeant la production et qui ne peut être tenu par personne autre dans l'état historique où nous nous trouvons d'après ses théories mêmes. Est-il possible à l'heure actuelle de constituer de grandes industries en se passant de l'initiative individuelle et sans faire appel à la catégorie des citoyens qui sont les seuls à posséder non seulement les capitaux, mais aussi les connaissances et l'expérience! Personne n'ose le prétendre. Une tactique ayant pour but de faire obstruction au capitalisme, et de paralyser systématiquement son développement, c'est-à-dire d'arrêter tout progrès social et national, n'est donc ni intelligente ni socialiste : pour qui regarde le fond des choses elle est réactionnaire dans le mauvais sens du mot.

Au surplus, voyons-en les résultats, car on ne peut apprécier une tactique équitablement que par les effets qu'elle produit.

D'après les publications du ministère du travail,

les salaires moyens des travailleurs agricoles sont d'environ 800 francs par an. Quant à ceux des ouvriers journaliers, ils sont dans l'ensemble des départements français à peu près les suivants : imprimeurs-compositeurs, 4 fr. 06; ouvriers tanneurs, 3 fr. 35; selliers-bourreliers, 3 fr. 50; cordonniers, 3 fr. 24; tailleurs d'habits, 3 fr. 73; charrons, 3 fr. 37; tonneliers, 3 fr. 68; ébénistes, 3 fr. 99; tapissiers, 4 fr. 15; charpentiers, 4 fr. 15; menuisiers, 3 fr. 86; chaudronniers, 4 fr. 46; ferblantiers, 3 fr. 89; plombiers, 4 fr. 04; forgerons, 4 fr. 20; serruriers, 3 fr. 82; tailleurs de pierre, 4 fr. 20; maçons, 3 fr. 94; terrassiers, 3 fr. 14; couvreurs, 4 fr. 15; peintres en bâtiment, 3 fr. 91; vitriers, 3 fr. 87; journaliers, 2 fr. 67. Le salaire annuel de ces ouvriers s'élève à 1.122 francs par an.

D'autres publications administratives nous apportent ces renseignements : les travailleurs des mines et carrières ont un gain moyen de 1.300 francs par an, les appointements des employés de commerce gravitent autour de 1.200 francs.

La masse des petits fonctionnaires (employés d'administration et salariés des services publics) reçoit les traitements suivants : cantonniers en

province, 500 à 1.000 francs par an; forestiers, 975 francs; surveillants de prisons en province, 1.365 francs; facteurs, 800 à 1.200 francs dans les campagnes; éclusiers-barragistes, 500 à 700 francs; douaniers, 1.100 à 1.200 francs; gendarmes à pied, 1.000 francs: chemins de fer de l'Etat : poseurs et garde-barrières, 900 à 1.250 francs; hommes d'équipe, 1.050 à 1.400 francs; facteurs, aiguilleurs, garde-freins, 1.200 à 2.100 francs; instituteurs, 1.100 à 2.100 francs; ouvriers des arsenaux et des ports, 1.800 francs; commis des trésoreries, des contributions indirectes, des hypothèques, 2.000 francs, etc., etc.

Il résulte de ces chiffres qu'une grande partie de notre population a des salaires de famine avec lesquels il lui est bien difficile de vivre humainement et d'élever des enfants.

Evoquez maintenant nos luttes intérieures et voyez leur stérilité. Pendant une trentaine d'années nous nous sommes disputés sans arrêt, nos partis se sont traînés dans la boue et nous avons eu la guerre civile en permanence, grèves tragiques, crises terribles séparant la nation en deux camps, etc. En regard de cette folle agitation et de toutes ces passions déployées, qu'avons-nous obtenu pour

les travailleurs? C'est bien simple : à peu près rien. Leur situation est toujours aussi modeste, leurs ressources aussi limitées, leurs logements aussi insalubres. Notre brillante tactique n'a rien rapporté à ceux qui souffrent. Pour eux, son actif est « néant », c'est un fait.

Nous ajouterons et nous prouverons au besoin que même si nous réalisions toutes les « réformes » inscrites dans nos vieux programmes, il n'en résulterait aucune amélioration importante pour les pauvres gens qui peinent. Autant dire les choses comme elles sont. Les partis politiques sont naturellement portés à présenter comme des remèdes infaillibles, à la manière de certains médecins, les maigres moyens dont ils disposent pour atténuer la misère du peuple. En temps ordinaire, on eût vainement attendu d'eux un revirement, un renoncement à des moyens dont l'expérience a prouvé l'inefficacité, car il n'est pas dans la nature des hommes et encore moins des partis de reconnaître qu'ils se sont trompés; les choses eûssent donc suivi leur cours inévitablement jusqu'au moment où la crise se fût produite.... Qui sait si l'histoire ne dira pas plus tard que la guerre a sauvé deux fois la démocratie?

IV

Quand la guerre est survenue, la politique de divisions et de fausses promesses avec laquelle nous avions identifié dangereusement le régime démocratique était au bout de son rouleau. Après l'impôt sur le revenu qui n'allait pas évidemment changer beaucoup la situation des travailleurs, que pouvions-nous encore offrir au peuple? Nous aurions sans doute essayé de prolonger l'ère des illusions, en faisant luire de nouveaux mirages aux yeux des prolétaires, mais la réalité force à dire que nous n'avions plus rien dans notre sac....

Augmenter encore les impôts? Mais les capitaux fuyaient, le tiers des valeurs mobilières s'évadait des taxes successorales et l'argent épouvanté se terrait partout. Avec un budget en continuel déficit, l'Etat pouvait-il élever les traitements des petits fonctionnaires? Assurément non. Avec des charges accrues et des recettes stationnaires, les compagnies de chemins de fer étaient-elles à même d'améliorer le sort de leurs employés? Certainement pas davantage. Avec une industrie privée d'argent et

travaillant dans une atmosphère de panique, était-il possible de donner aux ouvriers de plus hauts salaires? Folie d'y penser, n'est-ce pas? Quel remède, quel espoir alors pour les pauvres gens? N'est-il pas clair que nous étions engagés sur une mauvaise route au bout de laquelle il n'y avait qu'un cul-de-sac?

Recommençons maintenant, reprenons la même politique, avec un budget grevé de quatre nouveaux milliards et toute une foule de veuves et de mutilés à faire vivre, semons la haine et l'agitation, empêchons l'homme d'initiative d'agir, pourchassons l'esprit d'entreprise, accablons-le de vexations, traitons-le en suspect, arrêtons en un mot dans le pays tout essor industriel et commercial, et nous vous le demandons bien sincèrement, modestes instituteurs, petits postiers, petits cheminots, humbles ouvriers qui peinez si courageusement dans nos villes et dans nos campagnes, que peut vous réserver l'avenir? Quel progrès, quelle amélioration pouvez-vous espérer? Au fond de l'impasse où nous sommes arrivés, la guerre a élevé la plus haute des murailles et c'est en vain que la politique essaiera maintenant de la franchir : elle est bloquée.

Disons tout cependant. Pour changer la situation du pays, les obstacles sont grands, ils sont même en apparence insurmontables, car nous tournons dans une infinité de cercles vicieux qu'il semble difficile de rompre. Jugez-en.

Nous avons à réformer une machine gouvernementale qui fonctionne en dépit du bon sens et qu'il est nécessaire de corriger d'après les données de l'expérience et nous ne pouvons mener à bien cette tâche éminemment délicate que si nous avons avec nous les parlementaires, auteurs ou bénéficiaires des abus que nous voulons supprimer.

Nous demandons la tranformation des méthodes de nos producteurs et ne sommes pas sans savoir qu'il existe chez nous d'importants milieux financiers et industriels qu'une longue routine a rendus rebelles au progrès.

Oh! contradiction! Nous voulons supprimer l'alcoolisme et devant nous vont se dresser peut-être le syndicat puissant des marchands de vin et la grande majorité des buveurs. Réformer la mentalité de l'électeur? Mais les grands journaux d'informations marchent-ils dans cette voie? Dans le passé, nous les avons vus toujours suivre la mode ou le courant, amuser le public, ou flatter ses instincts,

conditions peut-être nécessaires du grand tirage. Et les partis organisés? Vont-ils se décider si vite à transformer leurs idées et leurs programmes? Vous ne le pensez pas.

Alors, il faut être pessimiste? Nullement. D'abord nous voyons bien que la guerre élève le moral des Français et nous pouvons, sans trop nous illusionner, en conclure que si nos soldats donnent leur vie si généreusement, nos civils ne trouveront pas exagéré de sacrifier à leur pays des habitudes et des opinions. Députés, journalistes, financiers, industriels, ouvriers, il serait vain de nous incriminer individuellement, car nous étions tous des atomes entraînés dans un système qu'il n'était guère possible de changer, sans l'intervention d'une force extérieure. Une guerre terrible a fait sauter ce vieux monde où nous nous débattions dans l'impuissance. Maintenant une nouvelle ère va s'ouvrir, nous ne sommes plus les mêmes hommes, un autre esprit nous anime, un idéal commun nous inspire....

Le danger réside dans nos conceptions confuses. Le péril, nous le voyons dans les tentatives bâtardes, dans les solutions mixtes, dans l'ébauche et dans l'incoordination des efforts déployés sans esprit de

suite. Tout régime politique se défend, tout système social est conservateur. Notre renouvellement économique va devenir à la mode, mais il est voué d'avance à la médiocrité, s'il pactise avec des abus incomparables avec son développement.

CHAPITRE IV

La nouvelle doctrine démocratique.

I. Abandon de la conception du capitaliste garde-chiourme et reconnaissance du rôle du patron dans la production. — Histoire d'une société. — Un million dans l'industrie rapporte un million tous les ans aux ouvriers.

II. — Les émissions étrangères en France et en Allemagne. — Le développement industriel favorise la croissance de la population et la hausse des salaires. — Le nivellement des conditions n'élèverait pas la prospérité générale. — Le partage des revenus du capital et du travail laisserait une somme minime à chacun. — La France est un pays pauvre.

III. La révolution à opérer dans les idées. — La production au premier plan. — L'industrie transforme la situation des peuples. — Le progrès du monde en cinquante ans.

IV. La production en rapport avec l'état des connaissances en physique, en chimie et en bactériologie. — L'avenir du peuple en fonction de la technique industrielle, commerciale et agricole.

V. La science dans l'organisation du travail. — La tendance à l'union des entreprises. — La stabilisation de l'industrie.

VI. La technique se suit de près dans tous les pays. — Les méthodes aussi. — Les combinaisons économiques sont peu variées. — Les nations se suivent pas à pas.

I

De l'étude du monde actuel, il se dégage une doctrine démocratique précise, inspirée des condi-

tions modernes de la production. Elle ne prend pas naissance dans la métaphysique de Fichte ou de Hegel, elle s'appuie sur l'observation des faits courants. Nulle doctrine n'est plus pacifique et en même temps plus révolutionnaire. Nulle n'ouvre aux peuples un plus grand horizon. Nous ne la formulons pas pour la circonstance : il y a des années que nous la défendons par la plume, mais la situation créée par la guerre lui donne évidemment un intérêt particulier. Nous voudrions l'exposer ici sommairement dans ses généralités.

La lutte de classes est un moyen d'agitation ayant pour but d'exciter la jalousie de l'ouvrier auquel elle persuade que le profit du patron est prélevé indûment sur le produit de son travail. C'est la conception du capitaliste garde-chiourme et parasite, ne jouant aucun rôle dans la production et vivant de la fraction de valeur qu'il dérobe malhonnêtement aux travailleurs.

Tous les socialistes sérieux savent bien que les choses ne se passent pas de cette manière et que s'il y a des profits abusifs et des salaires insuffisants, il n'est pas vrai, d'une manière générale, que la direction des affaires industrielles n'impose pas de gros efforts, de grandes connaissances et d'im-

menses tracas à ceux qui s'y livrent. Comment baser la ligne de conduite d'un parti sur une conception aussi opposée aux réalités!

Mais cette propagande produit un effet curieux : l'ouvrier s'hypnotise sur le profit capitaliste. Ce profit, il ne faut pas que le patron l'ait. Pour qu'il ne l'ait pas, restreignons les entreprises, arrêtons l'industrie, n'accordons pas de concession minière, n'exploitons pas notre houille blanche, etc. Poursuivi par son idée fixe, l'ouvrier n'aperçoit pas que dans le régime capitaliste — et nous y sommes vraisemblablement encore pour quelque temps, n'est-il pas vrai? — sans profit, il ne peut y avoir de salaires.

N'est-ce pas curieux? Sous l'influence d'une fausse doctrine, l'ouvrier perd entièrement de vue le fait qui l'intéresse le plus au monde, c'est-à-dire la rémunération du travail. Il est pourtant évident que plus il y a d'entreprises, plus la main-d'œuvre est demandée, plus elle est chère, et aussi plus l'ouvrier est influent, plus il est puissant, vérités qui sautent aux yeux, n'est-ce pas? et que cependant le socialisme allemand cache malhonnêtement aux travailleurs.

Dégageons-nous des théories et plaçons-nous

devant le fait le plus élémentaire de la production : une société se constitue pour fonder une industrie nouvelle, elle dispose d'un capital d'un million.

Que fera cette société pour commencer? Elle transformera les deux tiers de son argent en bâtiments, en matériel, en machines, en frais d'installation, c'est-à-dire en salaires qui seront distribués à des ouvriers de toutes les corporations. Premier résultat qui n'est pas à dédaigner pour les gens qui travaillent, on en conviendra.

Passons la période de fondation. L'usine marche. Que rapporte-t-elle maintenant aux ouvriers? Avec un capital d'un million, son chiffre d'affaires est d'environ deux millions, sur lesquels 6 pour 100 ou 120.000 francs vont au capital 5 pour 100 ou 100.000 francs à l'amortissement du matériel, 35 pour 100 ou 700.000 francs au personnel ouvrier, et 54 pour 100 ou 1.080.000 francs à des frais de production divers énumérés plus loin.

Soulignons aussitôt le fait qui nous intéresse, résumons-le dans cette phrase : un million dans l'industrie représente 700.000 francs payés tous les ans en salaires ou bien encore *un million dans l'industrie fait vivre trois cent cinquante ouvriers.*

Evidemment, les chiffres varient. Sur les recettes

de nos chemins de fer, 31 pour 100 sont abandonnés en salaires. Dans l'ensemble de nos charbonnages, la main-d'œuvre reçoit 350 millions sur une production de 700 millions. La proportion des salaires est ici de 50 pour 100.

Revenons à notre million. Quand nous l'avons quitté tout à l'heure, il distribuait 700.000 francs aux ouvriers qui travaillaient à l'usine, mais est-ce là tout ce qu'il rapporte en salaires?

Observons que l'usine a encore 54 pour 100 ou 1.080.000 francs de dépenses diverses représentées par des achats de matières premières, des frais de transport, des courtages de banque, des impôts, etc., et que presque toutes ces dépenses se ramènent en dernière analyse à des salaires payés en d'autres endroits par d'autres entreprises, salaires de mineurs, d'ouvriers agricoles, d'employés de chemins de fer, de banque, de fonctionnaires, etc., dont il peut arriver cependant qu'une partie n'ait pas été payée dans le pays, si des marchandises ont été achetées à l'étranger.

Estimons à 500.000 francs ces salaires versés sur place, supposition modeste, et nous arrivons à la conclusion que notre capital d'un million rapporte tous les ans 1.200.000 francs aux ouvriers; disons

même, si vous voulez, seulement un million, et nous aurons cette formule commode, bonne à graver dans nos esprits, que d'une manière directe ou indirecte la classe laborieuse reçoit 100 pour 100 par an du capital engagé dans l'industrie.

Est-ce fini? Nullement. Quoique ce résultat soit bien impressionnant déjà, il n'épuise pas l'action bienfaisante de notre million qui va continuer à s'exercer par un curieux phénomène de répercussion que nous connaissons tous, mais sur lequel nous méditons bien rarement.

Nous avons joué aux capucins. On dispose les dominos debout en file à la queue-leu-leu, puis on pousse du doigt le premier, il fait tomber le second, le second culbute à son tour le troisième et le mouvement continue. C'est un peu la même chose qui se passe, quand nous mettons de l'argent en circulation. Nous commandons une machine, nous mettons en branle non seulement la construction mécanique, mais aussi la métallurgie, l'industrie électrique, l'industrie chimique, les mines, les charbonnages, les transports, les banques, etc.... Toute branche de production est en rapport avec plusieurs autres qui ont chacune aussi leurs satellites.

Et que font les ouvriers de leurs salaires? Ils le consomment en aliments, vêtements, meubles ou autres objets essentiels à la vie courante, développant ainsi l'industrie, le commerce et l'agriculture en général. Et la vague de prospérité s'étend, elle se divise en ondes qui se prolongent dans toutes les directions et qui se rencontrent et s'entre-croisent en tant d'endroits que tous les producteurs en ressentent plus ou moins les effets.

Au lieu d'engager le million dont nous avons parlé dans l'industrie du pays, supposons que nos capitalistes, effrayés par la politique, aient jugé prudent de le placer à l'étranger, admettons même qu'ils se trouvent bien de cette opération qui leur rapporte un bon intérêt, en leur évitant les difficultés qu'ils peuvent redouter du côté d'ouvriers hostiles ou mal disposés. En ce cas la situation sera la même pour les porteurs de capitaux qui continueront à posséder leur million et à en recevoir un dividende, mais elle sera tout à fait changée pour les ouvriers qui seront privés d'un million de francs de salaires.

Et supposons maintenant que tous les capitalistes agissent de même et placent en l'espace de quinze années à l'étranger une trentaine de mil-

liards qu'il leur était possible d'engager aussi bien dans l'industrie, le commerce et l'agriculture de leur pays : ces 30 milliards de francs représenteront une perte de 30 milliards de salaires et nous aurons comme résultat l'égoïsme capitaliste, la misère du peuple, la dépopulation et l'abaissement du pays.

Nous pouvons conclure de ces réflexions que le profit patronal est un facteur en réalité très secondaire à côté du rôle que joue la production dans l'amélioration du sort des travailleurs et aussi que, pour s'être inspirée d'un idéal noble et d'intentions généreuses, notre démocratie n'en a pas moins été très inférieure dans ses conceptions et dans ses moyens. Il y a trente ans que nous marchons en arrière, tout en croyant aller au progrès.

II

Pendant que les Français plaçaient leur argent au dehors, les Allemands employaient le leur à l'intérieur. Voici les chiffres des émissions étrangères effectuées pendant la période allant de 1905 à 1910 dans des deux pays :

En 1905, 2.174 millions de francs de titres

étrangers chez nous contre 700 millions chez eux; en 1906, 3.482 contre 387 millions; en 1907, 1.508 contre 202 millions; en 1908, 2110 contre 285 millions; en 1909, 4.069 contre 864 millions; en 1910, 5.296 contre 633. Proportion des valeurs étrangères aux valeurs nationales : en France, 83 pour 100; en Allemagne, 9 et demi pour 100. Pendant ces six années, il a été introduit en Allemagne 3 milliards 71 millions de titres étrangers, en France 18 milliards 71 millions!

Le portefeuille de valeurs étrangères est estimé en France à 50 milliards, en Allemagne à 22 milliards de francs environ. Différence : 28 milliards. Ces 28 milliards, restés dans le pays et convertis en salaires, ont permis de nourrir 30 millions de plus d'habitants chez nos ennemis (à raison de 900 francs par habitant) et d'élever aussi le bien-être de la population : de 1883 à 1910, la consommation par tête a augmenté en Allemagne de 23,9 pour 100 pour le froment et le seigle, de 80 pour 100 pour les pommes de terre, de 46,9 pour 100 pour la viande, de 188,5 pour 100 pour le sucre et de 44 pour 100 pour le café, le thé et le cacao. En outre, les salaires se sont élevés de 35 pour 100 pour les mineurs, de 125 pour 100 pour les maçons et les

charpentiers, de 67 pour 100 pour les peintres, les menuisiers, les ouvriers de l'usine Krupp, etc....

Le développement industriel ayant eu pour conséquence d'augmenter les moyens de subsistance, il en est résulté pour ainsi dire mathématiquement la croissance de la population, le progrès de la consommation et la hausse des salaires.

Il y a cependant un revers à la médaille, il y a cette petite ombre au tableau que... des capitalistes se sont enrichis en donnant du travail aux ouvriers allemands. On a beau dire que ce sont des hommes de valeur et de talent sans lesquels il n'aurait pas été possible à l'Allemagne de fonder ses industries, il n'empêche qu'on peut citer le cas d'un M. Thyssen qui a gagné des millions à créer des usines où il n'occupe pas moins de 35.000 personnes et que nous n'aurions pas toléré ce scandale en France, où nous sommes à peu près unanimes à penser dans les milieux avancés qu'il vaut mieux voir 35.000 ouvriers vivre misérablement que de laisser un monsieur faire fortune....

Telle n'est pas cependant la mentalité des travailleurs allemands qui ne font rien pour entraver chez eux un progrès dont ils profitent et s'efforcent au contraire de le servir en répandant conscien-

cieusement au dehors des doctrines et des idées qui paralysent leurs concurrents à la manière des gaz asphyxiants. De cette manière, nos ouvriers sont bel et bien joués, mais leurs yeux s'ouvrent peu à peu à la vérité et l'on peut espérer qu'ils sauront, comme nos poilus, se rebiffer.

On peut encore aller plus loin dans la voie de la démonstration, il est possible en effet d'apporter à l'homme le moins au courant des faits économiques une preuve irrésistible qu'il n'y a rien à retirer de la politique ayant pour objet de niveler les revenus, on peut rendre sensible à sa raison que cette politique repose sur une illusion totale, et poursuit un but impossible à rejoindre et à toucher, parce qu'il n'existe pas dans la réalité.

L'ensemble des revenus du capital et du travail a fait l'objet de diverses estimations émanant de l'administration ou de spécialistes de ces recherches. Ces évaluations font ressortir le revenu total de tous les Français, capitalistes, propriétaires, rentiers, industriels, commerçants, agriculteurs, ouvriers, employés, fonctionnaires et membres de toute profession à une somme qui varie généralement selon la nature des méthodes employées de 28 à 32 milliards de francs. Prenons le chiffre intermédiaire

de 30 milliards. La guerre le réduit bien de 4 milliards, c'est un minimum. Reste 26 milliards à partager entre 38 millions de Français, hommes, femmes, enfants, vieillards, c'est-à-dire... 1 fr. 87 par jour et par habitant!

Vous vous récriez? A quelques centimes près, ces chiffres sont vrais. Capitalistes et ouvriers, toutes nos recettes additionnées, tout compris, tout compté, nous avons chacun 2 francs par jour pour vivre et c'est tout!

L'impuissance de notre politique éclate, elle est basée sur la fausse idée que les revenus capitalistes sont très importants et permettraient d'avantager beaucoup la masse, s'ils étaient reportés sur celle-ci. Le fait n'est pas exact. Un homme a 40.000 francs de rente. Partagez la somme entre mille individus et vous avez 40 francs par habitant.

Niveler les conditions? Un régime socialiste ne le ferait pas, il ne mettrait pas sur le même pied l'effort et l'indolence, l'instruction et l'ignorance, le talent et la médiocrité, ce n'est pas vrai. Alors nos ouvriers parisiens qui gagnent de 7 à 9 francs par jour devraient rapporter à la masse, ils ne seraient pas socialistes, s'ils le croyaient!

Il s'agit, direz-vous, d'un nivellement relatif,

mais alors les allègements sont insignifiants, imperceptibles et ne sont même pas sentis par les intéressés. Nous avons fait un battage énorme autour de l'impôt sur le revenu, mesure utile d'ailleurs, mais quel était sa portée ? Il s'agissait de se procurer 100 millions, ou 2 fr. 60 par habitant. A cela se réduit aussi pour chacun l'économie réalisée. Nous avons renversé un ministère et fait échouer un emprunt français dans un moment critique à propos d'un impôt sur la rente qui nous aurait apporté une vingtaine de millions ou cinquante centimes par habitant. Toute notre politique de répartition, si violente, si passionnée, s'est déroulée sur ces chinoiseries.

Les députés ne peuvent rien pour nous : quelles que soient les conditions du partage, nous sommes pauvres, misérablement pauvres et ne produisons pas assez pour nos besoins.

Si la politique de nivellement ne rapporte rien à ceux qu'elle veut avantager — et les faits l'ont tristement démontré — elle n'en est pas moins très meurtrière à l'égard des classes aisées qui doivent en payer les frais.

Pour procurer quelques centimes à chaque citoyen pauvre, nous allons amputer le revenu de

certains citoyens riches dans la proportion d'un quart, d'un tiers ou de la moitié. Que va-t-il arriver ?

Les citoyens pauvres qui recevront des centimes — nous supposons qu'il leurs parviennent — encaisseront cette gratification infinitésimale avec l'indifférence qui convient — nous supposons encore qu'ils s'en aperçoivent, — elle ne leur fera ni chaud ni froid et ne changera pas leur état.

En sera-t-il de même des gens riches? Assurément non. Pour améliorer l'état de santé du corps social dans une mesure si faible qu'elle n'aura été sentie par personne, nous aurons coupé à l'un une main, à l'autre un bras, au troisième une jambe. Les capitalistes auront donc été frappés sévèrement d'une manière matérielle et, chose plus grave, ils seront atteints moralement et vivront désormais dans l'inquiétude et la crainte du lendemain.

Il serait exagéré de prétendre que notre politique a été spoliatrice à l'égard des classes riches, parce qu'elle a été en fait aussi vacillante et aussi impuissante dans cet ordre d'idées que dans les autres, mais il est strictement vrai qu'elle a laissé planer sur le peuple l'illusion constante de grandes améliorations impossibles à réaliser par les moyens dont elle disposait et sur les classes aisées une

perpétuelle menace éminemment propre à maintenir celles-ci dans un état de malaise et d'appréhensions indéfini. Cette situation, arrêtant la production, est retombée finalement sur le peuple dont la seule satisfaction a été de faire du mal aux capitalistes, en s'en faisant encore plus à lui-même.

III

Il existe un mot qui répond aux conditions dans lesquelles nous allons être après la guerre et dont nous éprouvons un peu de gêne à nous servir, parce qu'on en a pas mal abusé dans les discussions d'idées et qu'il présente aussi l'inconvénient d'éveiller des souvenirs de violence ou de changement politique dépourvus évidemment de tout lien avec les questions que nous avons à résoudre.

Mais ce mot est le seul dont nous disposons et puisque nous avons fait des réserves qui ne permettent pas de se méprendre sur son sens, il n'y a plus, somme toute, de danger à l'employer. Disons donc que la transformation à opérer dans notre mentalité démocratique après la guerre doit constituer ce qu'on appelle historiquement une révolution.

L'idée maîtresse qui inspirait nos actes et dont nous avions fait le fondement de notre politique se révèle à l'usage comme une notion fausse ou pratiquement de valeur médiocre, nous allons donc la « rétrograder » et la faire passer à l'arrière-plan ; et, d'autre part, cédant à l'évidence et entraînés aussi par les événements, nous allons être amenés à mettre en première ligne et à arborer comme drapeau justement l'idée inverse que nous combattions. Il va donc s'opérer un véritable renversement dans nos idées, c'est-à-dire, intellectuellement parlant, vous voyez que le mot s'impose, une révolution.

En un sens, il paraît très banal et même un peu ridicule de déclarer sentencieusement que pour élever la situation matérielle du peuple, il faut augmenter ses moyens de subsistance et, par conséquent, développer la production du pays. Il semble qu'on énonce une vérité de M. de la Palisse, mais il n'en est pas ainsi. Comme on va le voir, une doctrine démocratique nouvelle, prenant comme base non plus la répartition, mais la production est une théorie essentiellement moderne qui s'appuie sur l'observation des faits économiques actuels et se présente beaucoup moins comme une donnée

du sens commun que comme une vérité d'ordre scientifique.

L'expérience de ces vingt dernières années permet en effet de constater le fait curieux que l'évolution industrielle peut, quand elle est favorisée, se développer rapidement et transformer la situation d'un peuple dans des conditions de temps qu'on n'aurait pas imaginées auparavant. Aux Etats-Unis, en Allemagne, en Angleterre, en Belgique, en Suisse, en Italie, au Japon et aussi dans une moindre mesure en France, nous avons vu des pays développer leur population, leur production, leur richesse, leurs commodités et leur confort avec une rapidité déconcertante pour nos vieilles idées d'autrefois.

De 1869 à 1913, le commerce du monde a passé de 55 à environ 140 milliards. De 1898 à 1908, c'est-à-dire en une période de seulement dix années, la production de l'or a passé de 1 milliard 480 millions à 2 milliards 291 millions, celle de la houille de 439 à 612 millions de tonnes, celle de la fonte de 25 à 35 millions de tonnes, celle du cuivre de 438.000 à 739.000 tonnes, celle du zinc de 469.000 à 722.000 tonnes, etc., autrement dit la production à augmenté de 50 pour 100 et souvent même a doublé en dix ans.

En même temps que les échanges, le réseau des voies ferrées et des canaux s'est étendu, d'innombrables navires ont été construits, les ports ont été agrandis et le trafic maritime est devenu vertigineux. Ces résultats extraordinaires ont été dus exclusivement aux progrès de la technique, à l'extension du machinisme, machines à vapeur et à électricité, machines agricoles, à tisser, à filer, à fabriquer le papier, machines-outils de toute nature, etc. Les progrès des industries d'extraction ont permis de produire en quantité la houille, le fer et les autres métaux, le pétrole, etc. Grâce à la science, la culture du sol a été conduite d'une manière plus intensive, l'électricité, à la fois force, lumière, chaleur et agent chimique, a commencé à révéler son merveilleux pouvoir et des inventions de grande portée, automobile, télégraphie sans fil, aviation, etc., se sont multipliées.

Où est le progrès ? Peut-on même poser la question, quand il suffit d'ouvrir les yeux pour constater que la production par les moyens modernes est en train de transformer partout la condition des peuples ?

IV

D'où vient l'essor de la production? L'homme moderne est-il plus laborieux que ses ancêtres? Au contraire, il peine moins, mais son effort rend davantage : autrefois il luttait avec la matière dans un corps à corps pénible et ingrat, maintenant il la combat à distance au moyen des forces naturelles qu'il mobilise à tour de rôle après avoir surpris leurs secrets. La production est en rapport avec nos connaissances et se développe avec la science, c'est un fait.

Dans le domaine de la mécanique, chacun a l'impression des progrès accomplis, parce qu'il est à même de les voir et de les toucher du doigt. Nous sommes familiarisés avec l'idée de la force motrice, nous connaissons la vapeur, l'essence, le gaz, la force hydraulique, l'électricité, nous pouvons nous représenter leur extension par l'imagination. Nous apprécions aussi très nettement le rôle des machines et des appareils de toute nature, qui ont pour effet d'alléger le travail manuel. Comme nous en voyons beaucoup, nous n'avons aucune peine à nous figurer qu'il pourrait y en avoir

davantage : il n'y a qu'une multiplication à faire, en prenant un coefficient un peu fort, si nous avons des idées larges, mais c'est là tout.

Si nous rendons justice à la mécanique dont les effets se constatent à l'œil nu, nous somme bien loin de reconnaître la véritable importance des autres sciences qui s'appellent la physique, la chimie, la microbiologie, dont le travail se poursuit obscurément à l'intérieur des usines et des laboratoires et qui sont les plus importantes de toutes, puisque c'est par elles que s'opèrent la transformation des produits ainsi que le renouvellement des procédés de fabrication et de toute la technique de la production.

Le rôle de la chimie est si considérable, que toutes les industries en sont pratiquement tributaires : la métallurgie, la fabrication des machines, les brasseries, les distilleries, les sucreries, les teintureries, les mégisseries, les chamoiseries, les verreries, la fabrication des glaces, l'industrie de la céramique, l'industrie textile, alimentaire, agricole, électrique, celles de la construction, du papier, etc..

Dans la métallurgie, le remplacement du puddlage par le procédé Bessemer a permis d'exécuter

en 20 minutes, le travail qu'on mettait jusque là, plusieurs jours à accomplir. Avec le procédé Martin, un peu plus coûteux, on obtient des produits plus fins. Nos fameux gisements de Meurthe-et-Moselle n'étaient pas exploitables aussi longtemps qu'on n'avait pas trouvé le moyen d'éliminer le phosphore qu'ils renferment. La mise au point du procédé Thomas a permis de mettre en valeur ce bassin qui renfermait pour 40 milliards de fer au prix du métal avant la guerre.

L'étude des alliages, de la trempe, de la pression, permet de modifier à volonté les propriétés des métaux. Grâce à l'invention du four électrique atteignant la température de 4.000°, on est à même de réduire les métaux les plus réfractaires et l'on obtient une gamme d'aciers adaptés à tous les usages, aciers au chrome, au nickel, au tungstène, à l'aluminium, etc., de même on affine électriquement le cuivre, le plomb, l'argent et on les dégage de leurs impuretés, comme par enchantement.

La culture du sol est devenue la chimie agricole. Nous introduisons dans la terre, les éléments nécessaires à la nutrition des plantes, l'azote sous forme de nitrates et de sels ammoniacaux, les sels de potasse, le phosphate de chaux en quantités

importantes et en doses infinitésimales savamment calculées, l'iode, le cuivre, le zinc, le manganèse, etc. Quel rendement nous tirerons de notre sol, quand il sera scientifiquement cultivé?

L'industrie électro-chimique commence à enfanter des merveilles : elle fabrique l'aluminium, le carbure de calcium, qui dégage l'acétylène, le nitrate de chaux, la cyanamide, l'ammoniaque, servant aux engrais, les chlorates pour les explosifs, les hyperchlorites pour le blanchiment, etc.

Depuis que nous connaissons la constitution des corps gras, nous avons perfectionné l'industrie des savons et celle des bougies. Du résidu des bougies, nous tirons la glycérine, nous faisons aussi de celle-ci de la nitro-glycérine, puis de la dynamite. Avec la graisse de bœuf, nous fabriquons la margarine; avec l'huile, du beurre végétal ou de la végétaline.

De la cellulose, nous tirons le fulmi-coton, le celluloïd, la soie artificielle. Du bois de chêne et de chataîgnier, nous extrayons le tannin, base de l'industrie du cuir. De la betterave, nous dégageons le sucre. Avec la chaux, nous fabriquons les chaux hydrauliques et les ciments pour la construction, etc., etc.

Maintenant, il y a la grande industrie chimique elle-même. Elle élabore des produits utilisés par les autres, les acides sulfurique, azotique, oxalique, etc., la soude et ses sels, carbonate, sulfate, etc., les sels de cuivre, de fer, de plomb, d'étain, de soufre, etc., le superphosphate de chaux, les huiles essentielles, les éthers, l'alcool de bois, etc., elle produit les matières colorantes extraites du goudron de houille, la naphtaline, l'anthracène, l'aniline, etc., qui se diversifient dans des combinaisons illimitées, les couleurs minérales, laques et vernis, blanc de zinc, minium, les produits pharmaceutiques, les parfums artificiels, etc.

Avec la microbiologie, nous pénétrons dans les industries de fermentation qui fabriquent les alcools, vins, bière, liqueurs, vinaigre, les acides lactique, butyrique, citrique, etc., car ce sont les êtres infiniment petits qui font tous ces produits pour nous, mais il faut les sélectionner, distinguer les bons des mauvais à travers la multiplicité des races et ensuite les cultiver, les éduquer, les dresser, étudier la manière dont ils se conduisent dans toutes les conditions de température et de milieu. Et ces connaissances nous ramènent à la culture, puisque ce sont des microbes aussi qui nitrifient les engrais....

Les destinées de notre peuple, l'importance de sa population, le niveau de sa richesse et de son bien-être, sont liés à cette technique industrielle et agricole, à laquelle nous prêtons si peu d'attention. Nous irons loin, si nous tirons toutes les conséquences de cette vérité.

V

L'industrie dépend de la science, la science et l'industrie doivent donc s'unir et travailler la main dans la main pour développer la production. Ce principe domine l'activité de nos ennemis depuis trente ans et nous le découvrons seulement aujourd'hui !

En Allemagne, savants et usiniers sont en rapports étroits et l'on voit des professeurs de l'université non seulement inspirer l'industrie, mais découvrir des couleurs, des parfums, des médicaments. Liebermann a trouvé l'alizarine, Knorr l'antipyrine. Et le pays est couvert de laboratoires, d'instituts et d'écoles professionnelles de toute nature d'où sort tous les ans une nouvelle classe d'hommes instruits à tous les degrés !

Aux Etats-Unis, même tendance à perfectionner

et à vulgariser les sciences appliquées : l'Institut Technologique de l'Université Harvard, le Sibley College de New-York, etc., sont célèbres autant par la qualité de leur enseignement et le nombre de leurs étudiants que par les libéralités royales que leur font les milliardaires américains.

En France, nous avons des savants de grand mérite qui vivent isolés dans une tour d'ivoire, exempte de dorure, car nous leur donnons de pauvres budgets, et les gens compétents disent que notre enseignement industriel est si insuffisant qu'il n'est pas à réformer, mais à créer de toutes pièces. Constatons pour le moment et n'insistons pas.

De nouveaux principes d'action seraient sans valeur, s'ils ne s'accordaient pas avec les nécessités de la production. Avant d'aller plus loin, nous sommes donc tenus d'aborder d'autres réalités.

La science dans la production, ces mots font penser naturellement à une utilisation de plus en plus étendue de la force motrice, des outils, des machines ainsi que des propriétés physiques et chimiques des corps par lesquelles nous poursuivons l'amélioration de nos procédés de fabrication et qui constituent en effet les premières bases de notre progrès matériel, mais la science dans la

production, c'est aussi la méthode introduite dans l'organisation du travail.

La phase la plus élémentaire de cette méthode est la division des opérations exécutées dans les ateliers et dans les usines et aussi la disposition des fabriques dont les différents rouages doivent être aménagés de manière à réduire les dépenses de temps et de manipulation au minimum. De l'avis des hommes qui ont été à l'étranger, et qui sont à même de comparer, nous avons en France une marge importante de réforme à réaliser dans ces deux directions, parce que le travail de nos usines n'est pas dirigé généralement d'après les principes modernes et que nos fabriques pour la plupart de construction ancienne ne répondent pas aux récentes données du progrès.

Mais à mesure que la production grandit, d'autres difficultés surgissent et l'organisation se complique, elle s'élève du domaine intérieur de l'usine, elle s'étend à l'extérieur et prend un caractère collectif. Le régime de la libre concurrence, pratiqué sans limites à la manière dont l'entendaient autrefois les admirateurs de la théorie du laisser-faire, est, en effet, un système purement anarchique où le patron produit au hasard, c'est-

à-dire toujours trop ou pas assez et qui détermine inévitablement des arrêts brusques ou des reprises brutales du travail correspondant à de violentes fluctuations dans les prix. Ce système ne convient pas à l'industrie moderne qui possède un outillage coûteux, un stock important de marchandises et dont les machines ne peuvent donner leur rendement que dans une régulière activité. Des aléas d'une concurrence fonctionnant sans régulateur ne peuvent pas être supportés par les grandes usines, elles seraient ruinées infailliblement dans les périodes de crise et les capitaux ne voudraient plus s'y aventurer, si leur fonctionnement exposait à des risques trop élevés.

De cette situation a surgi l'un des faits les plus caractéristiques de l'évolution moderne, la tendance à la combinaison de toutes les entreprises faisant partie de la même industrie sous la forme de cartels, de trusts ou de syndicats.

D'après une enquête officielle, il existait en Allemagne en 1905, 385 cartels portant sur les industries du fer, du charbon, des métaux, l'industrie chimique, l'industrie textile, les industries du cuir, du caoutchouc, du bois, du papier, du verre, des briques, de la pierre, des objets

d'argile, l'industrie alimentaire, l'industrie électrique, etc.

La plupart de ces cartels ont pour but de fixer des prix de vente uniformes dans toute l'industrie ; en même temps que les prix, ils déterminent les conditions de paiement, de rabais, de crédit qui doivent être imposées par tous les producteurs. Il y a des cartels de tous les genres et présentant tous les caractères d'organisation du plus lâche au plus serré : les uns limitent la production de leurs membres, les autres restreignent leur écoulement à une certaine zone de territoire, d'autres qui constituent le type le plus parfait vendent toute la production de l'industrie par l'organe d'un bureau central pour le compte commun. Toutes ces combinaisons ne vivent pas longtemps, il y en a de mal conçues qui se dissolvent, mais elles se reconstituent en général peu de temps après.

Quoique le système des cartels ait ses abus, il est très favorable à l'industrie, parce qu'il lui donne la stabilité dont elle a besoin ; en régularisant les prix ou du moins en atténuant leurs oscillations, car il ne fait pas autre chose, il n'est pas seulement utile au producteur, mais à l'acheteur auquel il évite les à-coups imprévus de la hausse

ou de la baisse des cours, il s'accorde avec le progrès, parce que les usiniers ont toujours intérêt avec lui à diminuer leurs frais pour élever leur bénéfice, disons enfin qu'il n'est pas moins profitable aux ouvriers sur lesquels le déséquilibre de la production se répercute si douloureusement sous la forme du chomâge et qui peuvent améliorer leur situation plus aisément sous un régime où le patronat est en mesure de reporter sur le consommateur l'élévation du prix de sa main-d'œuvre.

Dans tous les pays où la production grandit, nous voyons s'étendre aussi ce régime de combinaisons qui présente des aspects un peu différents selon le tempérament des peuples. Nous devons donc résister à des préjugés qui pourraient fausser notre jugement et nous empêcher de reconnaître qu'elle est un progrès et constituent peut-être la plus claire indication que nous possédions sur la société de demain.

VI

Si nous visitons une usine métallurgique, une filature ou toute autre fabrique appartenant à

l'industrie classique en France, en Angleterre, en Amérique, en Allemagne, nous constatons que ces établissements sont du même type et possèdent à peu près le même matériel et les mêmes procédés de fabrication avec des différences de détail. Quelques années plus tard ces mégalités auront disparu, mais d'autres auront pris leur place. En d'autres mots, la technique se suit de près dans tous les pays. Il ne peut en être autrement, puisque l'on a partout les mêmes problèmes à résoudre et que la science ne varie pas selon la latitude.

Nous savons aussi comment le progrès se généralise. Une usine trouve un perfectionnement, ses voisines sont tenues de l'adopter et l'industrie étrangère à son tour doit faire de même pour ne pas être en état d'infériorité sur le marché mondial. La concurrence est le ressort de la production moderne.

Ce qui est vrai de l'outillage l'est aussi des méthodes. La prospérité industrielle peut dépendre de l'existence de grands ports bien aménagés, d'une marine importante, de canaux transportant à bon compte, d'institutions de crédit efficaces, d'une politique douanière habile, etc., elle peut

être aussi en rapport avec une certaine manière de diriger les industries et de coordonner leurs efforts pour en tirer le maximum de rendement. Il convient donc d'insister sur cette vérité évidente que nous ne comprenons pas en France : quelles que soient les différences de régime politique entre les Etats, les méthodes économiques tendent par la force des choses à s'uniformiser dans tous les grands pays. S'il en était autrement, la nation qui détient la meilleure méthode, c'est-à-dire qui produit à meilleur compte, arriverait nécessairement à prédominer.

Précisons nos idées. S'il n'entre pas dans nos vues de transplanter les institutions économiques de l'Allemagne dans notre pays, il n'en est pas moins certain que nous sommes contraints de nous orienter dans la même direction que cette dernière sur tous les points où elle nous devance dans la voie du progrès.

Au demeurant, il serait puéril de nier que le système de production de nos ennemis est singulièrement plus avancé que le nôtre et qu'il est de notre intérêt de le connaître autant pour être à même de le combattre que pour avoir des idées claires sur la marche que suit le régime moderne,

au fur et à mesure qu'il se développe et s'intensifie.

C'est bien à tort que beaucoup des nôtres ont l'impression que cette marche est arbitraire et se prête à de nombreuses combinaisons, car il n'en est rien. A la vérité, nos choix sont peu variés et nous nous mouvons dans les limites étroites qui sont tracées par les lois de la matière et du caractère humain. Nous pouvons concevoir des systèmes répondant mieux à nos aspirations idéales que ceux qui existent, mais si nous voulons les réaliser, sans les avoir graduellement éprouvés, ce sera bien inutilement, nos mains se déchireront sur du granit. En matière sociale, on ne peut progresser que par tâtonnements.

Il y avait autrefois des hommes intelligents et studieux qui, partant de théories profondes, usaient leurs jours et leurs nuits à chercher le moyen de changer de viles matières en or, eux aussi travaillèrent avec une foi inlassable à transformer le monde en un jour au moyen d'une découverte, mais le succès n'a pas couronné leurs efforts et il n'est rien resté de leurs tentatives pendant lesquelles des siècles ont passé inutilement. Quel mépris auraient eu les alchimistes pour nos savants modernes qui se cantonnent dans un petit compar-

timent de la matière et bornent leur ambition à observer des corps pour connaître leurs lois! Voyez cependant la leçon des choses : c'est par la méthode de ces modestes chercheurs que se réalise le rêve des mystiques impuissants qui les ont précédés, puisque la chimie industrielle arrive peu à peu à transformer en objets utiles, c'est-à-dire en or, toutes ces matières vulgaires que nous méprisions autrefois.

Nous dédions à nos amis socialistes les réflexions suivantes, nous les soumettons à leur bon sens; connaissant le souci de vérité qui les anime, nous sommes sûrs qu'ils les approuveront et ne trouveront rien à y répondre. Veuillons voir.

Dans le socialisme, il y a le but et les moyens. Le but consiste à affranchir non pas seulement le travailleur pauvre — ne rétrécissons pas notre idéal — mais le citoyen en général des servitudes que fait peser sur lui l'organisation sociale, de l'élever plus haut matériellement et intellectuellement, de rechercher les conditions qui favorisent le mieux son développement, etc. Ce but est d'ordre moral, il représente une aspiration que nous voulons réaliser, une direction que nous entendons donner à nos activités et la science n'a pas à en connaître.

Il en est autrement des moyens. Pour réaliser le socialisme, nous avons besoin de connaître la société actuelle comme elle est; c'est-à-dire d'apprécier sainement les lois qui la régissent pour être à même de nous en servir et de les faire tourner rapidement du côté des idées qui nous intéressent. Supposez que nous nous trompions sur ces lois. Nous n'aurons aucune prise sur la réalité et notre agitation sera sans résultat et souvent nuisible, parce qu'il nous arrivera de faire exactement l'inverse de ce que nous auraient dicté nos intérêts.

Maintenant si notre conception sociale relève de la science, elle est tributaire aussi de sa méthode et la science ne procède pas par dogmes, elle ne pose pas des affirmations tranchantes une fois pour toutes, elle observe minutieusement les faits, elle en dégage des lois et ces lois elle les tient pour provisoires, elle les vérifie sans cesse et se tient prête à les modifier, si l'expérience vient démontrer qu'elles sont inexactes ou incomplètes.

Est-ce ainsi que nous procédons? Nullement. Toute notre ligne de conduite est basée sur une certaine conception que nous considérons naïve-

ment comme définitive et qui n'est pas précisément de fraîche date, puisqu'elle a été établie, il y a environ cinquante ans.

Si nous recherchions les progrès accomplis par la physique, la chimie, la médecine pendant le même intervalle, nous verrions qu'il existe un abîme entre les connaissances de cette époque et celles d'aujourd'hui. Sans remonter si haut, il est notoire que la marche de ces sciences est si rapide qu'il suffit de ne pas la suivre pendant dix ans pour ne plus être « dans le mouvement. » Encore s'agit-il de sciences exactes et, par conséquent, simples, alors que la science sociale est la plus imprécise et la plus compliquée de toutes par définition.

Depuis cinquante ans, il s'est produit une évolution industrielle extraordinaire qui a transformé la situation des peuples et pendant laquelle ont apparu des phénomènes ignorés jusque-là, puis nous subissons la plus grande guerre de l'histoire, dont l'effet sera l'équivalent, pour nous, d'un changement de planète et tous ces faits ne compteraient pas, ils resteraient sans influence sur nos manières de voir, et nous continuerions à réciter notre *credo* en traitant ceux, qui ne le marmottent

pas avec nous, de réactionnaires! S'il en était ainsi, nous serions finis.

Vous le voyez bien, nous devons reviser nos doctrines, en les appuyant sur la science et sur la vérité.

CHAPITRE V

L'association dans l'industrie.

I. Atténuation du régime de la concurrence. — Les industriels s'entendent entre eux. — La réglementation des prix et la régularisation de la production. — Le contrôle du commerce. — La tendance au groupement des entreprises.

II. Les trusts en Amérique. — Les ententes en Angleterre. — Les syndicats en Russie.

III. Les cartels en Allemagne. — Leur multiplication. — Le comptoir central de la vente de l'alcool. — L'organisation du commerce.

IV. Les ententes en Allemagne dans la banque et l'industrie chimique. — Les usines mixtes. — Les participations. — La corporation. — Les ententes en France.

V. Une nouvelle direction du capitalisme. — Les groupements se généralisent. — Dans toutes les sphères, des ligues et des syndicats. — Conciliation des antagonismes. — Plus de lutte au jour le jour. — Des conventions durables. — Nouveaux caractères de la concurrence. — Les grandes individualités.

VI. Les difficultés de l'association. — L'individualisme en France. — La nouvelle mentalité des patrons allemands.

VII. Les préjugés contre les cartels. — La concurrence subsiste, mais plus d'ordre dans la production. — Les correctifs naturels. — La variété des cartels. — Comment ils s'adaptent aux réalités.

VIII. Un nouveau pas en avant des cartels. — Leur concentration. — L'office des cartels. — L'organisation nationale de la production en Allemagne.

I

Le trait le plus nouveau et le plus profond du mouvement économique auquel nous assistons depuis trente ans est la tendance des diverses branches de production à sortir d'un état d'émiettement ou de morcellement pour entrer dans une phase d'organisation. Autrefois les chefs d'entreprises étaient en guerre les uns avec les autres, maintenant ils se rapprochent et concluent des ententes ou des alliances ou forment ensemble des associations, des cartels, des trusts ou des syndicats.

On sait que ce mouvement a pris naissance dans la grande industrie qui ne peut s'accommoder du régime de la libre concurrence, parce qu'elle réclame une certaine stabilité de conditions, mais la tendance à l'union se généralise, elle gagne peu à peu toutes les sphères de la production et devient pour qui prend la peine d'observer le levier de transformation le plus puissant de notre temps.

Qui l'aurait cru? On tenait jusqu'ici pour certain que le ressort du progrès consistait dans l'isolement du patron, obligé de lutter continuellement

avec ses concurrents sur le terrain du prix de revient, et l'on voit aujourd'hui la production prendre sa plus étonnante extension sous un régime où les patrons d'une même industrie cessent de se combattre pour résoudre leurs difficultés en commun.

A première vue, cette coalition des chefs d'entreprises apparaît comme un danger pour la collectivité contre laquelle on a l'impression qu'elle est dirigée, mais les faits sont là pour montrer que cette manière de voir est superficielle. Une institution qui continue à grandir et à se fortifier à travers les années malgré les critiques sans nombre dont elle est l'objet en raison des abus qu'elle commet a bien des chances de répondre à des nécessités nouvelles du système de production et de représenter par suite un progrès durable.

Le législateur qui aurait eu la divination d'apercevoir l'effréné débordement d'escroqueries et de malversations auquel devait donner lieu la constitution des sociétés par actions eût été tenté vraisemblablement d'étouffer dès sa naissance ce nouveau mode de groupement. S'il l'avait fait cependant, il se serait trompé bien lourdement, puisque les événements ont montré que nous devons à la

facilité de grouper les petits capitaux à peu près tout le développement de l'industrie moderne. On ne parle plus aujourd'hui de supprimer les sociétés par actions, mais de les surveiller et de les perfectionner, de manière à conserver leurs avantages en éliminant leurs effets nuisibles et la question ne se pose pas autrement pour les trusts, cartels ou autres formes nouvelles que revêt l'association des producteurs.

Ce n'est pas formuler une objection sérieuse à l'égard de ces constitutions que de rattacher leur création à des mobiles égoïstes, en constatant que les industriels ont pour but en se groupant de diminuer leurs risques ou d'élever leur profit. Nous savons bien qu'aucun progrès ne peut se réaliser autrement dans l'ordre économique où les évolutions les plus conformes à l'intérêt général ont toujours pour instruments des intérêts particuliers.

Le groupement des producteurs peut avoir deux buts distincts qui ne doivent pas être confondus, parce qu'il est rare qu'ils soient poursuivis en même temps par les mêmes associations, si l'on excepte le cas où l'industrie tout entière est monolisée par une seule entreprise.

Le premier de ces buts est l'organisation com-

merciale, c'est-à-dire la réglementation des prix de vente qui deviennent obligatoires pour toute la profession et parallèlement la régularisation de la production, sa limitation ou son extension. Il est naturel que toutes les usines associées soient mieux à même d'apprécier la capacité d'absorption du marché que des entreprises isolées qui ne possèdent pas de données d'ensemble et travaillent à l'aveuglette.

Il est à noter aussi qu'il est à peu près impossible au producteur individuel de réduire sa fabrication dans les temps difficiles, parce qu'il n'a pas la garantie que ses concurrents l'imiteront et craint avec raison d'être dupe de sa sagesse. L'entente est donc nécessaire pour éviter les crises dangereuses auxquelles aboutit forcément une production anarchique.

Le résultat est très important pour l'industrie qui voit disparaître ou s'atténuer considérablement, son principal aléa, l'instabilité des prix et la trop grande irrégularité des débouchés et qui trouve aussi plus facilement les capitaux dont elle a besoin pour se développer, parce qu'elle offre une plus grande sécurité. Dans la mesure où cette adaptation des prix et de la production s'opère avec un

sentiment juste des réalités, elle ne constitue pas un progrès moins précieux pour l'acheteur, le consommateur et la société tout entière auxquels elle épargne la multitude des ruines individuelles qui résultent de la libre concurrence et sèment un dégoût de l'action, dont les effets se prolongent et rendent souvent difficile le réveil de l'esprit d'initiative.

Voici maintenant l'un des côtés les plus curieux de l'évolution moderne : la constitution du commerce actuel est démodée, puisqu'elle répond encore aux conditions de l'ancien système où le producteur était isolé et privé de toute lumière sur le rapport de l'offre et de la demande et par conséquent sur la valeur de sa marchandise.

Il était alors de l'intérêt du marchand d'exciter la concurrence des fabricants : il en profitait pour s'approvisionner à bon compte dans les moments de surproduction. Quand venait ensuite la période de hausse, le marchand écoulait sa marchandise à de hauts prix et son intérêt était d'acheter le moins possible au producteur qui tirait ainsi très peu parti des circonstances favorables. Etre commerçant, cela voulait dire autrefois et cela veut dire encore, savoir tromper son vendeur.

Regardé par les lunettes du producteur, le marchand apparaissait comme un vil exploiteur. A la vérité, c'était un spéculateur, il gagnait souvent gros, mais son profit était la contre-partie du risque réel auquel il s'exposait en achetant des marchandises dont il n'avait pas immédiatement l'écoulement.

Economiquement, le commerce a été jusqu'ici la soupape de la production, mais sa fonction régulatrice n'a plus de raison d'être, si l'industrie entreprend elle-même de stabiliser ses prix et d'adapter sa fabrication aux besoins. Le risque ayant disparu, le bénéfice qui lui correspond n'a plus sa justification. De ce côté, l'industrie éprouve une très grosse marge qu'elle peut s'approprier, en règlant elle-même la vente de sa production. C'est la révolution qui s'opère partout où il y a des cartels entièrement organisés et nous verrons en Allemagne les producteurs ramener le commerçant au rôle d'agent ou d'employé et réglementer la vente de leurs produits jusqu'aux consommateurs.

La lutte des producteurs contre les marchands est le grand fait moderne, parce que le mode de circulation des marchandises ne correspond plus aux nouvelles conditions industrielles. Il

suffit d'ouvrir les yeux pour constater que cette distribution s'opère chez nous de la manière la plus coûteuse, puisqu'elle nécessite l'intervention d'un nombre infini d'intermédiaires dont l'entretien n'est pas sans contribuer beaucoup au renchérissement de la vie.

En dehors de cette tendance à l'entente entre les membres d'une même industrie qui a pour but de régulariser les prix et la production, mais qui respecte l'indépendance des producteurs sur tous les autres points, il y a le mouvement que les socialistes appellent la concentration et qui consistent dans la fusion des entreprises ou dans leur groupement sous une même direction. Il s'opère sous les formes les plus variées allant de la simple entente sur distribution de bénéfices à l'amalgamation complète et l'on trouve dans les pays à régime de production développé des entrelacements d'intérêts véritablement vertigineux.

Il y a lieu d'observer que ces agglomérations ne correspondent pas nécessairement à l'accumulation de richesses énormes entre les mains de quelques individus — il s'agit souvent de sociétés dont les titres appartiennent pour la plupart au public — mais représentent plutôt une concentration d'ordre

technique, par laquelle il est possible aux entreprises de diminuer leurs frais de production, de réclame, de transport, d'administration et d'élever ainsi leur capacité de concurrence à l'intérieur et à l'étranger.

Il y a là un ensemble de faits dont nous devons parler un peu plus longuement, non pour en rendre compte — un volume n'y suffirait pas — mais pour faire voir que le régime moderne marche vers une certaine forme d'organisation à laquelle nous sommes tenus de nous plier avec notre génie propre, si nous voulons jouer un rôle dans le concert humain.

II

La tendance à l'union des entreprises se manifeste aux Etats-Unis sous une forme qu'il serait impossible d'acclimater dans nos pays d'Europe et qui se rattache aux conditions spéciales qui font encore en ce moment des Américains un peuple de colons : grand territoire, pourvu de ressources naturelles, offrant un champ immense aux activités, nation jeune, sans préjugés, que n'arrête aucune tradition, énergie rude, sans sensibilité, sacrifiant tout au progrès, audace croissante développée par le perpé-

tuel succès, milieu mouvant, changeant, qui se transforme si rapidement que l'on y accepte tout sans s'étonner....

Prenons un exemple. La Standard Oil contrôle 90 pour 100 de la production du pétrole en Amérique; elle a un capital de 500 millions; elle dirige 63 entreprises dans le pays et de nombreuses sociétés à l'étranger, elle possède en toute propriété ses chemins de fer, ses conduites, ses bateaux; elle a aussi à l'étranger ses raffineries, ses réservoirs, ses wagons; elle fabrique elle-même ses bidons, ses pompes, ses appareils, etc.; elle a organisé l'écoulement de ses produits dans toutes les parties du monde et fixe dans chaque pays les prix de gros et détail par une entente avec ses concurrents russes et roumains qui sont aussi groupés en cartel.

Ce n'est pas tout : elle a de gros intérêts dans le « trust de l'acier » dont nous disons un mot plus loin; possédant la majorité des actions de l'Almalgamated Copper Company, elle contrôle en Amérique la plus grande partie de la production du cuivre; par l'entremise de l'American Smelting Company elle influe aussi sur les cours du zinc et du plomb; elle a la main-mise enfin sur une foule d'autres entreprises, grands chemins de fer,

tramways, sociétés d'électricité, de gaz, d'eau, banques, etc.

Le « trust de l'acier » groupe une quinzaine de sociétés métallurgiques représentant environ 60 pour 100 de la production du métal et 70 pour 100 de celles des pointes et des fils laminés en Amérique, il n'a donc pas un monopole mais une prédominance, il possède 5.000 kilomètres de voies ferrées, 50.000 wagons et plus de 1.000 locomotives, sa flotte comprend 200 bateaux, son capital est de 7 milliards et demi de francs, etc.

L'Américan Tobacco contrôle une douzaine d'importantes sociétés qui sont elles-mêmes des chefs de file d'autres entreprises. L'actif de ces diverses corporations est estimé à plus de 2 milliards, etc.

Il ne faut pas songer à rendre compte du mouvement de fusions, d'agglomérations, d'alliances et de groupements entre les diverses entreprises qui, transforme si rapidement l'industrie américaine. Ce n'est pas non plus le moment d'étudier les procédés douteux au moyen desquels ces trusts se sont souvent constitués, mais il importe de rectifier des préjugés qui règnent à leur sujet.

On croit volontiers dans les milieux populaires que certains Américains possèdent à eux seuls,

l'industrie du pétrole, de l'acier, des alcools, du sucre, etc., alors qu'ils les dirigent en réalité pour le compte de nombreux intéressés dont ils sont les gérants. Pour un capital-actions de 4 milliards 343 millions, le trust de l'acier comptait en 1910, 115.000 associés ou 37.764 francs par actionnaire, et le nombre de ses participants tend à augmenter. Il en est de même de toutes les grosses entreprises américaines, elles fonctionnent avec l'argent du public.

Et s'il est vrai que leur création trouve un stimulant dans l'agiotage, elle n'en répond pas moins à des progrès évidents.

Par l'abaissement de son coût de production, le trust de l'acier est arrivé à transformer la fonte au prix de 20 fr. 75 à Pittsburg, alors que cette opération coûtait 36 fr. 25 dans les autres centres.

La fameuse Standard Oil n'a pas pour objet, réellement, d'accaparer les sources de pétrole, elle est une entreprise de raffinerie et son métier consiste à acheter aux nombreux producteurs indépendants (on en comptait 1.700 au moment de la grande enquête industrielle de 1902), l'huile qu'ils retirent de leurs puits pétrolifères. Grâce aux canalisations qu'elle établit, la compagnie peut payer

des prix plus avantageux aux industriels que les preneurs qui transportent la marchandise par le bateau ou le chemin de fer. Sous leur apparence individuelle, ces trusts américains sont donc au fond des groupements de producteurs.

Passons rapidement. En Angleterre, où la législation et les préjugés sont attachés à l'idée de la libre concurrence, la nécessité n'en laisse pas moins tolérer un système d'ententes dans l'industrie de la houille, du fer, des chemins de fer, des tissus, de la porcelaine, des industries chimiques, de la librairie, des assurances, etc., et même un régime de monopole dans les industries du sel, de la soude, de la teinturerie de laine, de l'impression sur étoffes, du ciment, des tapis, etc., mais comme aux Etats-Unis, la tendance au groupement des entreprises prend sa plus grande extension chez nos alliés sous la forme des fusions et des combinaisons qui concentrent la direction des usines en quelques mains.

Parlons maintenant d'un grand pays ami que nous avons tenu longtemps pour un peu arriéré et qui cependant s'industrialise, en adoptant les méthodes les plus modernes.

En Russie, la métallurgie a été sauvée dans sa

grande crise de surproduction en 1902 par la création du Syndicat Prodaméta qui centralisa la vente des tôles, puis des poutrelles, des traverses, des bandages de roue, des essieux, des fers en barre, des profilés et des tuyaux de plomb, pour la plupart des usines. Une autre société appelée Prodougol vend 60 pour 100 du charbon que produit la région du Donetz.

Il y a des syndicats aussi en Russie pour les tôles de toiture, et en fer-blanc, les tuyaux en fer, les rails, les fontes spéciales, les wagons, les locomotives, les fourches, les fils de fer, etc. Il y a de même des ententes pour les minerais de fer, le manganèse, le cuivre, le platine, le naphte, il y en a aussi pour le ciment, la chaux, le plâtre, les briques, les glaces, le verre, les lampes, les meubles ; il y en a encore dans l'industrie textile pour le lin, le coton, les objets en laine, la jute, les sacs, les fils, les boutons, dans l'alimentation pour le sel, le sucre, les conserves, le vinaigre, etc., et enfin pour les machines agricoles, les brasseries, les tanneries, les allumettes, les bougies, l'industrie électrique, l'acide sulfurique, les sulfates, les couleurs, les colles, les amidons, la papeterie, etc.

Tous ces groupements ont un caractère national, ou régional, selon les cas. Leur existence a été révélée par une enquête officielle en 1911. D'une manière générale, leur cohésion est faible et leur action peu efficace, ils n'en sont pas moins très significatifs, en tant qu'ils témoignent de la tendance à l'union qui s'introduit peu à peu dans toutes les branches de la production et qui prépare l'avènement d'un monde économique apparemment très différent de l'ancien.

III

C'est en Allemagne que l'organisation industrielle atteint son plus haut développement et l'on trouve dans ce pays un système d'associations généralisé qui tend à régir la production ou les prix de toutes les marchandises, à l'exception de certains articles échappant par leur nature à la réglementation, tels que les articles de fantaisie, les objets artistiques, etc....

Les cartels ne portent pas seulement sur les produits de grande consommation comme le charbon, le fer, le plomb, le zinc, le cuivre, la chaux, le sel, la bière, le papier, les allumettes, etc., mais

sur les produits spéciaux comme les produits chimiques, les livres, les lampes, les wagons et locomotives, les plumeaux à épousseter, les aiguilles, les boutons à pression, les mannequins de devanture, etc., et ceux qui sont fabriqués par de nombreux producteurs comme le ciment, le sucre, le savon, l'alcool, etc.

L'histoire d'une de ces associations nous renseigne sur le régime allemand. En 1874, les distillateurs agricoles chargent de la défense de leurs intérêts les professeurs Maerker, de Halle-sur-Saale, et Delbruck, de Berlin — observez le rôle que jouent les hommes de science dans cette organisation industrielle; de 1874 à 1882, ces savants assument la haute direction des industries agricoles de la brasserie, de la fabrication des levures pressées, de l'amidon, de la vinaigrerie, etc. Un nouveau stade est le suivant : sans toucher à l'indépendance de ces syndicats, les mêmes savants les groupent en une seule association plus vaste en leur donnant pour trait d'union un « Institut des fermentations » qui a pour objet l'avancement de l'industrie agricole et son enseignement. Cet institut, qui possède des laboratoires, des salles d'études, des amphithéâtres, des serres, une bras-

serie, une fabrique de fécule, une vinaigrerie, etc., coûte environ 9 millions de francs à établir.

En 1899, le professeur Wittelshoefer décide les distillateurs allemands, au nombre de quatre mille, à vendre leur alcool en commun. A cet effet, il est créé un syndicat spécial appelé Comptoir central qui entreprend de raffiner l'alcool et de l'écouler au moyen d'une gigantesque organisation. Ce comptoir unifie le prix de l'alcool sur tout le territoire allemand, en passant des contrats avec 30.000 débitants. On peut juger de l'ampleur qu'il est appelé à donner à ses services administratifs, pour répartir un produit d'aussi grande consommation entre d'innombrables détaillants. Le comptoir prend pour ligne de conduite de vendre plus cher l'alcool de bouche et meilleur marché l'alcool industriel, dont il s'efforce de vulgariser l'usage en faisant établir des modèles perfectionnés de lampes, de réchauds et de moteurs fonctionnant avec le nouveau combustible, en procédant lui-même aux expériences nécessaires pour les mettre au point, en se livrant à des démarches auprès des administrations publiques et privées, en installant de beaux magasins pour la vente de ses appareils dans les grandes villes, etc.

Résultat : nos ennemis possèdent une industrie de l'alcool que nous n'avons pas en France, parce qu'il n'a jamais été possible chez nous de grouper les producteurs, tant en raison de l'indifférence de notre Etat, de l'abstention de nos hommes de science que de la mentalité de nos capitalistes.

Ce qui est particulier à l'Allemagne, c'est que les cartels n'y sont pas comme ailleurs des institutions éparses, mais constituent autant par leur nombre que par la manière dont ils fonctionnent un commencement d'organisation de la production dans son ensemble dont il n'y avait le pendant dans aucun autre pays avant la guerre.

Les cartels de matières premières exerçaient une action sur les manufacturiers, transformateurs ou finisseurs. Ceux-ci ont donc été amenés à se constituer à leur tour en associations professionnelles ou cartels, autant pour résister aux prétentions de leurs vendeurs, en se groupant comme acheteurs, que pour repasser la pression qu'ils pouvaient subir... à leurs clients. Après avoir traversé des périodes de luttes, ces cartels opposés ont fini souvent par s'entendre et même par s'allier sur la base de l'exclusivité commerciale qui est l'arme des groupements de producteurs par excellence et

par laquelle les membres de chaque union s'engagent à ne conclure d'affaires qu'avec ceux du syndicat adverse. De telles alliances existent par exemple entre le cartel des usines de gaz et celui des fabricants de lampes, etc.

Mais la pression des cartels s'est exercée principalement sur le commerce dont il s'agissait de diminuer les bénéfices et de limiter la puissance. D'abord le gros négoce a été atteint et l'on s'est efforcé de le faire disparaître comme un intermédiaire inutile ou, quand on l'a gardé, on a réduit son rôle à celui d'un entrepositaire et réglementé son bénéfice. Quant au commerce en général, les producteurs qui avaient été jusque-là ses vassaux sont devenus ses souverains et lui ont dicté leurs conditions. Pour montrer à quel point la situation a changé en leur faveur, il suffit de mentionner que les cartels allemands obligent le commerce à prendre les marchandises commandées à tout moment, alors qu'ils n'acceptent pour eux-mêmes aucun délai de livraison.

La tactique des producteurs organisés à l'égard du commerce varie selon la nature de l'industrie, la puissance des cartels et les conditions du marché. Quand les cartels sont incontestablement

les maîtres, ils fixent les prix de vente jusqu'à la consommation, ils opèrent ainsi pour le pétrole, la potasse, l'alcool, etc., ou bien ils imposent aux marchands une réglementation stricte, comme c'est le cas pour la houille ou le fer. Pour que les commerçants ne relâchent pas, ils ne les mettent pas tous sur le même pied, mais leur accordent des rabais qui varient selon l'importance de leurs achats. Les cartels ont d'autres moyens d'action sur les commerçants : ils édictent des peines à l'égard de ceux qui vendent à des prix trop élevés, ils approvisionnent directement les gros consommateurs, etc.

Le cartel du charbon a organisé le commerce de la manière suivante dans l'Allemagne du Sud : au premier rang, il a favorisé la création d'une société de gros commerçants au capital de 16 millions; au-dessous de cette société fonctionne un groupe de commerçants en demi-gros et de détaillants reliés les uns aux autres par des accords divers.

Dans le commerce des traverses, on distingue des négociants en gros qui reçoivent une prime de 3 fr. 10 par tonne du syndicat, puis un second groupe de commerçants qui encaissent 2 fr. 50 et enfin des unions de détaillants auxquels il est

alloué 0 fr. 60, toute l'organisation fonctionnant sous le contrôle du cartel du fer allemand.

Il s'en faut cependant que les commerçants se laissent faire la loi par les producteurs sans réagir et l'on ne saurait les en blâmer, car il est dans la nature de l'homme d'abuser de son pouvoir, quand il n'est pas arrêté par une résistance. Placés devant des prétentions souvent excessives, les commerçants eux aussi se sont organisés en cartels et ont constitué des unions d'achat au moyen desquelles ils se défendent contre les fabricants et souvent avec succès, notamment dans le commerce des tapis, du verre, de la porcelaine, des matériaux de construction, des produits de l'industrie textile, etc.

Ces unions d'achats se développent rapidement; les plus puissantes sont les unions des marchands de chaussures, de verreries et de porcelaine, des pharmaciens, des marchands de bas, des détaillants de l'industrie textile, des passementiers, des droguistes, des marchands de denrées coloniales, de comestibles, etc. Il se crée d'autre part des trusts du commerce de détail qui fonctionnent à la manière d'une société exploitant en commun et répartissant entre leurs membres *au prorata* les bénéfices.

Si l'on tient compte aussi du mouvement qui porte les agriculteurs à s'unir en sociétés de vente pour réglementer l'écoulement de leurs produits sur des marchés déterminés, on voit qu'il n'est pas exagéré de prétendre que l'esprit d'association guidé par la science devient la base la plus puissante et la plus moderne de la production.

IV

A côté des cartels qui doivent réunir environ 90 pour 100 des producteurs pour être efficaces, on assiste à d'innombrables rapprochements entre les entreprises particulières qui s'efforcent de sortir de leur état d'isolement pour constituer des groupements en concluant des alliances ou bien en fusionnant les unes avec les autres, dans le but d'étendre leurs moyens d'action ou de se fortifier contre la concurrence. Sur le terrain économique, la vérité dominante à l'heure actuelle est que l'union fait la force.

Ces ententes peuvent prendre la forme de simples conventions, comme dans le cas des usines de produits chimiques et de matières colorantes. Les fabriques de couleurs d'Elberfeld, la Badische Anilin et la société anonyme pour la fabrication de

l'aniline travaillent en commun et répartissent les bénéfices entre elles d'après une proportion déterminée. Ces mariages d'entreprises sont très fréquents en Allemagne.

Avant la guerre la Deutsche Bank représentait dix-sept banques associées, la Dresdener Bank et le Schaafhausenscher Verein treize banques, la Disconto Gesellschaft huit banques, la Bank fûr Handel und Industrie six banques. La première contrôlait un capital de 4 milliards 200 millions de francs, la seconde de 2 milliards 700 millions, la troisième de 2 milliards 300 millions, la quatrième de 1 milliard 200 millions.

Un mouvement très important, à dire vrai le plus moderne de tous, est celui qui porte les entreprises à sortir de la spécialisation pour embrasser divers stades de fabrication qui constituaient jusque-là des industrie séparées. Les fonderies s'annexent des mines pour ne pas dépendre du syndicat du charbon, les aciéries, les lamineries les fabriques de machines s'annexent des hauts-fourneaux pour ne pas être à la merci du syndicat du fer brut. La grande usine de locomotives Hendschel und Sohn de Cassel a sa fonderie et sa mine de houille, etc....

Il se crée ainsi des entreprises métallurgiques de dimensions immenses qui produisent leur houille et leur minerai de fer, fabriquent leur fonte et leur acier, et les transforment en rails, poutres, tuyaux, matériel de construction, ponts, machines diverses, etc., englobant tout le cycle de leur industrie depuis l'extraction du combustible et de la matière première jusqu'à l'achèvement du produit fini. Ainsi font la maison Krupp (capital 300 millions), la Compagnie de Gelsenkirchen (capital 315 millions), la Compagnie Phénix (capital 138 millions), la maison Thyssen, etc.

Ces organismes colossaux qui se suffisent à eux-mêmes constituent pour ainsi dire des mondes à part dans la production. Si le désir de ne pas être à la merci des cartels ou d'obtenir de ces derniers un traitement privilégié a joué un rôle dans leur création, celle-ci se rattache surtout aux économies qu'il a été possible de réaliser en groupant des opérations qu'il coûtait plus cher d'exécuter isolément, et dans la métallurgie elle doit notamment son extension au procédé nouveau qui permet de récupérer les gaz sortant des hauts-fourneaux et de s'en servir pour alimenter des moteurs et faire fonctionner un matériel mécanique pour ainsi dire

gratuitement. Pour montrer la portée de cette application, mentionnons que d'après M. Thyssen un haut-fourneau de 200 tonnes donne une force de 7.000 chevaux en vingt-quatre heures. Tout en prêtant leur concours aux cartels dans des conditions spéciales, ces grosses sociétés tendent naturellement à s'entendre aussi sur le terrain de leurs intérêts communs.

Une autre forme de l'union des entreprises est la participation par laquelle une société acquiert une fraction du capital d'une autre et peut de cette manière exercer une influence ou même assumer entièrement sa direction. Nulle part cet enchevêtrement d'intérêts n'a été poussé plus loin que dans l'industrie électrique allemande, où l'on voit des sociétés comme l'Allgemeine Elektricitäts-Gesellschaft, qui dispose d'un capital de 450 millions de francs, s'annexer une foule d'entreprises dont l'objet se rattache plus ou moins directement à son métier : fabriques de gomme, de machines, d'aluminium, de produits chimiques, de câbles, de fil de fer, de cuivre, etc., usines qui sont elles-mêmes en rapport avec d'autres et dont l'ensemble forme une trame étendue que l'on n'aperçoit pas à l'œil nu.

Dans un ordre d'idées un peut différent, mais qui témoigne aussi du progrès que fait l'esprit d'association, on ne peut passer sous silence l'extension du régime coopératif allemand qui groupait avant la guerre, d'après M. Charles Gide, 2.355 sociétés comptant près de 2 millions de membres, avec 650 millions de francs de ventes annuelles. Ces sociétés tendent, elles aussi, à se concentrer et à fusionner les unes avec les autres, de manière à développer leur puissance et à s'orienter de plus en plus résolument vers la production des marchandises qu'elles consomment au moyen d'usines leur appartenant en propre.

Cependant il convient d'avoir présent à l'esprit que ce mouvement d'unions en producteurs n'est pas particulier à l'Allemagne. Nous avons vu qu'il existait aux Etats-Unis, en Angleterre, en Russie; on le retrouve aussi sous une forme accentuée en Autriche-Hongrie et en Belgique, et pour des produits déterminés en Italie, en Espagne, dans les Etats scandinaves, en Suisse, en Roumanie, en Bulgarie, en Egypte, au Japon, en Turquie, en République Argentine, au Brésil, au Chili, au Mexique, etc.

Enfin nous avons le même mouvement en France

dans certaines industries. Le Comptoir Métallurgique de Longwy est l'organisme par lequel nos sociétés de Meurthe-et-Moselle vendent la fonte brute qu'elles ne transforment pas elles-mêmes. Les services que cette institution a rendus en vulgarisant l'emploi de nos fontes lorraines sont connus.

Nous avons aussi le Comptoir des Poutrelles s'étendant sur toute la France et groupant dix-neuf établissements, le comptoir des tubes, des essieux, des ressorts de carrosserie, etc., le cartel des raffineurs de sucre, des raffineurs de pétrole, le monopole des glaces, de la soude, de l'acide sulfurique, les cartels de la navigation, le cartel des grands établissements de crédit, etc.

Il serait curieux de montrer, si cela ne devait pas nous mener trop loin, comment à la suite des obstacles apportés de tous côtés à l'initiative, nous avons eu dans notre pays les mauvais effets des cartels et presque pas les bons.

Le mouvement qui porte nos agriculteurs à se grouper en syndicats et nos petits commerçants à s'entendre pour opérer leurs achats est encore bien insuffisant, mais il existe un peu partout à l'état de velléité et nous sommes intimement persuadé que sous l'influence d'une évolution qui s'impose à

tous les peuples et que les événements vont précipiter chez nous, disons aussi, devant la nécessité où nous allons être de ne pas rester en arrière d'un voisin fortement organisé, notre individualisme vieillot va sauter pour faire place au régime d'union que réclament nos intérêts communs.

V

Aussi longtemps que le capitalisme n'avait pas dépassé la période de l'extrême jeunesse, il était impossible de prévoir les formes qu'il allait prendre au cours de son développement ultérieur et l'imagination pouvait se donner libre carrière dans le domaine des théories logiques ou des constructions audacieuses, mais ces temps sont passés : à mesure que le système a grandi, son profil est sorti peu à peu de la pénombre et la courbe de son mouvement a commencé à s'inscrire en traits si clairs que le champ des hypothèses économiques s'est singulièrement rétréci.

La rapide progression dont les principaux pays du monde ont été l'objet pendant les vingt dernières années a mis à notre disposition une masse importante de matériaux et d'observations qui nous

renseignent parfaitement sur la direction des faits. Cette direction, nous la voyons s'affirmer depuis longtemps d'une manière régulière, nous sommes donc certains qu'elle va continuer à s'accentuer pendant un temps assez long et nous pouvons ainsi déterminer l'orientation que nous avons à suivre pour marcher avec le progrès. Essayons, en restant sur le terrain des réalités, de dégager les grands traits du régime nouveau qui s'élabore.

Le progrès du machinisme qui permet d'élever rapidement la fabrication au delà des besoins, l'extension des moyens de transport qui élargit le champ des rivalités commerciales et le développement du marché mondial par lequel les pays sont devenus économiquement « communicants » rendent intenable la situation du producteur isolé : celui-ci cherche donc à s'associer avec les autres membres de sa profession.

Cette tendance se manifeste d'abord dans les industries où elle rencontre le moins de difficultés, par exemple dans l'extraction minière où les principaux gisements sont détenus par quelques sociétés. Ainsi se forment les syndicats du charbon, du fer, etc.... Cependant il est facile de comprendre qu'une industrie formant bloc possède sur ses

clients dispersés une supériorité dont elle est tentée d'abuser. Ces clients tendent donc à se réunir à leur tour autant pour se défendre contre leurs vendeurs que pour repasser à leurs acheteurs la majoration qu'ils peuvent subir et nous avons ainsi les syndicats des manufacturiers. De la même manière, les marchands se trouvent en état d'infériorité, d'autant plus qu'ils sont réellement attaqués; ils sont portés à se grouper de leur côté en syndicats de commerçants, de gros, de détail, etc. Les ouvriers, qui ont été d'ailleurs les premiers à se constituer en organisation, parce qu'ils étaient les plus faibles, vont défendre collectivement leurs intérêts contre les cartels. Les agriculteurs sentiront aussi la nécessité de s'unir pour acheter leurs engrais, leurs machines, etc. et vendre leurs produits. Les consommateurs formeront des ligues d'acheteurs en entrant dans les coopératives, etc. Peu à peu nous voyons donc s'établir un état de choses où la concurrence individuelle des producteurs tend à disparaître pour faire place à la concurrence collective des professions.

Les antagonismes ne sont pas moins intenses, au contraire ils le sont davantage, parce que les intérêts sont perçus d'une manière plus claire et plus

aiguë, quand ils sont groupés, mais ils ne s'opposent plus les uns aux autres dans un désordre aveugle et brutal, comme c'était le cas autrefois, ils tendent au contraire à se combattre scientifiquement, ils ne sont plus permanents, ils ne se résolvent plus dans ces luttes de tous les jours qui ne laissaient aux producteurs ni répit ni sécurité pour travailler, ils donnent lieu au contraire à des arrangements d'une certaine durée dont le renouvellement peut être laborieux et déterminer une reprise des hostilités provisoire entre les producteurs, mais qui laissent subsister à travers des conflits toujours renaissants de longues périodes de trêve pendant lesquelles il est possible aux industriels et aux commerçants de poursuivre leur exploitation dans une atmosphère d'ordre et de stabilité.

Par ce système, où du haut en bas de l'échelle sociale on voit tous les intérêts de même nature se grouper en associations qui se font les unes aux autres contrepoids, la guerre économique modifie profondément ses caractères : d'individuelle et de continue, elle devient collective et intermittente, et l'ensemble de la production fait un pas énorme, en passant de l'état anarchique à celui de l'organisation.

Ce facteur est peut être le plus important de tous ceux qui ont contribué au développement économique allemand, parce qu'il n'y a pas de lutte possible entre une production disciplinée, systématisée, obéissant à des directions conscientes et celle qui représente le type inverse et dans laquelle les entrepreneurs se jalousent et tirent chacun de leur côté sans mettre en commun leurs moyens d'action. Les associations sont toujours entre les mains de quelques personnes qui les inspirent et qui sont ou les plus actives ou les plus compétentes ou celles qui comprennent le mieux les intérêts de leur profession. Ces personnes étant en petit nombre entrent facilement en rapport les unes avec les autres. Il est donc possible par leur entremise de faire converger les efforts de la production vers un certain but de manière à poursuivre la réalisation d'un plan exigeant une action coordonnée et continue.

Ces individualités s'appelaient avant la guerre : Balin, le président de la Hamburg-Amerika, Platté, de l'industrie du coton, Siemens, de l'industrie électrique, Helfferich, le financier de la Deutsche Bank, Kirdoff, du syndicat des houillères, Thyssen, de l'industrie du fer, etc. Il est notoire que

l'empereur était renseigné par elles sur les besoins de l'industrie allemande dont il servait les intérêts avec les moyens puissants qu'il avait à sa disposition.

L'existence des cartels a eu pour résultat de développer la tactique commerciale appelée *dumping* et qui consiste, comme on sait, à déverser sur les marchés étrangers des marchandises à bas prix. La vérité force à dire que ce moyen n'est pas d'origine allemande, mais américaine, et que les métallurgistes de tous les pays en font usage dans les moments de surproduction, parce qu'ils ne peuvent éteindre leurs hauts-fourneaux qui doivent rester allumés, sous peine de détérioration, pendant une dizaine d'années sans interruption.

Mais les cartels allemands ont généralisé la tactique du *dumping* en l'étendant aux produits manufacturés; leur système consiste à élever les prix à l'intérieur pour vendre meilleur marché à l'étranger; ils se font forts d'exporter de cette manière, de quelque droit qu'on les frappe; il leur suffira, disent-ils, de faire monter les prix allemands d'un ou de plusieurs crans pour compenser toutes les taxes dont on voudra grever leurs produits.

On s'est trop empressé de déclarer que ce moyen

n'est pas conforme à l'intérêt bien compris et se retourne contre celui qui l'emploie. Les faits ne sont pas là pour le prouver. Exporter au prix de revient en cas de surproduction est une bonne affaire pour le pays qui fait vivre ainsi sa population ouvrière, dont les salaires sont versés dans la circulation générale, alimentant toutes les autres branches de l'activité industrielle, commerciale et agricole. (C'est un point de vue qu'on oublie toujours chez nous). Exporter avec une certaine perte est même plus avantageux pour une grande industrie que de s'arrêter, parce que travaillant en pleine activité, elle peut « se retrouver » finalement en améliorant ses procédés et en diminuant son prix de revient. Cette tactique est donc éminemment dangereuse et l'on peut être assuré que l'Allemagne la poursuivra sur une grande échelle. Disons même qu'elle ne peut faire autrement, puisqu'elle possède un grand outillage qui doit marcher intensivement pour produire à bon compte.

L'organisation de l'industrie allemande, sa cohésion, sa concentration et son entente étroite avec le gouvernement constituent un système qui s'est consolidé pendant la guerre et qui va se renforcer

encore pour des raisons évidentes pendant la paix. Les renseignements qu'on publie dans les journaux allemands et qui nous montrent toute l'industrie chimique de nos ennemis coalisée dans une seule entreprise et leur Etat s'improvisant acheteur de toutes les matières premières dont leurs usines auront un si grand besoin, une fois la paix conclue, sont de nature à nous donner un avant-goût de la discipline avec laquelle ils se préparent à reprendre contre nous la guerre économique. Puissions-nous comprendre à notre tour la nécessité de nous grouper et d'obéir à une commune direction !

VI

« Les producteurs étaient isolés, maintenant ils s'associent. » Voilà une idée simple ! Il est facile de la concevoir et l'on a vite fait de la mettre sur le papier, mais c'est autre chose de l'exécuter. Rapprocher des hommes, les grouper, puis les décider à rester unis et à agir en commun en se conformant à la loi qu'il se sont donnée, il n'y a pas au monde de besogne plus ingrate, tous les militants dévoués du socialisme peuvent en témoigner, ils savent la patience et la ténacité qu'il

faut déployer pour amener les ouvriers à s'organiser, alors que ceux-ci n'ont rien à y perdre et tout à y gagner.

On dit que les Français sont rebelles à l'association. C'est exact. Le malheur est justement que dans nos divisions et dans nos querelles il y a moins l'intérêt que le besoin de ne pas faire comme le voisin. Vous dites blanc, je dis noir ; vous allez à gauche, je m'en vais à droite. N'est-ce pas notre tempérament ? Nous cherchons surtout ce qui nous sépare. Formons-nous un parti, nous nous divisons en fractions qui se combattent et se détestent réciproquement. Nous sommes unis devant un péril immense, mais alors la nécessité nous y contraint. Dans les temps fertiles en émotions que nous traversons, un des événements qui bouleversent le plus nos idées est de nous trouver d'accord sans distinction de classes ou de partis. Cela ne nous était jamais arrivé.

Défaut natif aggravé par les circonstances. En tête de ces dernières, nous pouvons placer l'existence d'un gouvernement ordinairement sans autorité, notre résistance à toute sanction, aboutissant à la vie facile où chacun en prend à son aise et ne fait que ce qui lui plaît, notre faux orgueil égali-

taire qui nous rend hostiles aux supériorités et aux talents, l'insuffisance d'une éducation morale qui développe le sentiment de la dignité personnelle et l'aspiration à l'indépendance sans leur donner comme contrepoids l'esprit de sacrifice et de soumission à la règle. C'est très bien de chasser la superstition des écoles et d'abolir de vieilles idées qui ne s'accordent pas avec le progrès, mais on ne peut rien supprimer sans le remplacer. Si le principe d'autorité ou de subordination de tous à la chose commune ne s'entend plus aujourd'hui comme autrefois, il n'en a pas moins conservé sa valeur. Dans l'esprit de notre régime, l'obéissance est volontaire, il faut cependant l'obtenir ou nous ferons la partie belle aux réactionnaires qui nous guettent et qui exploiteraient avec raison contre nous certaines vérités.

Maintenant cet individualisme dont nous souffrons n'est pas absolument particulier à notre race, on le retrouve à des degrés divers chez les autres peuples, nos bons amis les Anglais en sont atteints et même les Allemands dont on reconnaît l'esprit de discipline ne s'adaptent pas sans peine à cette action collective que réclame le régime moderne. Il semble que nous arrivions à un moment de

l'histoire où une certaine qualité qui n'avait pas son emploi jusque-là devient la plus utile. Qu'elle le veuille ou non, la mentalité humaine va se transformer une fois de plus sous la pression du milieu. A nous de pressentir cette évolution, n'attendons pas qu'elle nous pousse l'épée dans les reins, devançons-la plutôt.

Nous constatons qu'il est difficile de grouper les ouvriers; mais il est bien plus malaisé d'organiser des producteurs habitués à être les maîtres chez eux, ne tolérant aucune intrusion dans leurs affaires et traitant leurs concurrents en ennemis ou en suspects, car telle est la mentalité ordinaire du patronat. Pour arriver à grouper les propriétaires des charbonnages, puis ceux des aciéries en Allemagne, il a fallu de nombreuses années de négociations (cinq ans pour le syndicat du charbon), conduites par certains hommes très clairvoyants qui ne se sont rebutés devant aucun obstacle et qui sont arrivés à triompher de toutes les suspicions et de toutes les exigences contradictoires qu'ils rencontraient sur leur chemin. Encore ces cartels ont-ils pris naissance dans des périodes de crise douloureuse, à des moments où le charbon et le fer étaient tombés à rien. Dans des temps ordinaires, l'intérêt

bien compris n'aurait pas suffi à les faire éclore, cette conclusion ressort avec évidence de leur histoire.

Voyons maintenant le changement qui s'est produit en l'espace d'une trentaine d'années dans la mentalité des patrons allemands. Ils ne sont plus libres de fixer leurs prix ni leurs conditions de vente comme ils l'entendent, ils ne peuvent pas non plus produire la quantité de marchandises qu'ils veulent, ou travailler autant d'heures par semaine, ou mettre en marche autant de machines qu'il leur plaît, ils n'ont pas non plus le droit de vendre à qui leur convient. Une autorité supérieure règle ces questions pour eux.

Et pour qu'ils ne fraudent pas, on a institué bien entendu un contrôle et des sanctions. Des inspecteurs versés dans le métier se présentent chez eux inopinément, ils inventorient leurs stocks, vérifient leur nature et leur qualité, examinent leur comptabilité, leur correspondance, leurs factures et s'assurent en un mot que tous leurs engagements envers le cartel ont bien été respectés. Dans le cas contraire, les industriels sont frappés d'une lourde amende qu'ils ne peuvent se dispenser de payer, car le cartel a pris la précaution de leur

faire remettre des valeurs en provision. Cette amende s'élève dans le cas du charbon à 62 fr. 50 par tonne de houille qui aurait été soustraite au contrôle du syndicat.

Quand le cartel est puissamment organisé, il achète toute la production de l'industrie et la vend par l'intermédiaire d'un bureau central. En ce cas, le producteur aliène entièrement sa liberté commerciale. Le métallurgiste allemand, constate M. Jules Huret, reçoit une commande du cartel et l'exécute sans savoir à quel pays du monde elle est destinée. Le syndicat du charbon estime la consommation de l'année à un certain chiffre et règle d'après cette donnée la production. Si les circonstances l'amènent à modifier son évaluation, il prévient les industriels d'avoir à augmenter ou à diminuer le rendement de leur exploitation dans telle ou telle proportion.

Il est naturel que cette manière d'opérer détermine un changement profond dans les idées des producteurs. Jusqu'ici leurs entreprises avaient pour eux le caractère d'une propriété rigoureusement personnelle qu'ils administraient comme il leur plaisait, sans que personne eût à s'en mêler. Ils pouvaient en ralentir ou en activer la marche,

c'était exclusivement leur affaire. Les clients faisaient partie de la maison et les employés et les ouvriers étaient regardés par celle-ci comme des serviteurs, nous ne prenons pas le mot dans un sens méprisant, car ce trait de l'économie d'autrefois avait aussi ses bons côtés.

La législation industrielle a fait une première brèche dans cette conception patronale en obligeant l'employeur à respecter des lois et des règlements dans l'organisation de son usine et maintenant l'évolution économique elle-même élargit cette ouverture en dépouillant le capitaliste d'une partie de ses attributions qui passent avec son consentement entre les mains d'une organisation mieux constituée pour s'en acquitter.

Il ne serait pas prudent d'en conclure que l'initiative individuelle peut cesser d'être le pilier de la production — c'est du reste une éventualité difficile à imaginer, — mais il est vrai que l'exploitation industrielle prend un caractère collectif et que les entrepreneurs élargissent singulièrement leurs conceptions en prenant conscience et de leurs intérêts professionnels et du rapport des diverses branches d'activité dans la société.

VII

Le nouveau régime où l'on voit les producteurs d'une même spécialité s'associer au lieu de se combattre est-il favorable au progrès? La concurrence individuelle disparaissant ou s'atténuant, n'est-il pas à redouter que les chefs d'entreprises ne se relâchent et ne déploient plus le même effort pour développer leur exploitation ou pour élever leur rendement au moyen de procédés nouveaux? S'ils arrivent à se constituer des monopoles, ne seront-ils pas tentés d'en profiter pour se laisser vivre?

Ce sont des questions qui viennent naturellement à l'esprit. Il importe d'en parler pour dissiper les préjugés qui règnent dans le public à l'égard de ces ententes de producteurs et les empêchent de prendre une extension désirable.

D'abord les faits sont là pour montrer que le régime des associations développe la production dans les pays où elle s'établit et l'on ne voit pas comment des raisonnements pourraient infirmer cette constatation brutale, elle ne nous dispense pas toutefois de rechercher comment le ressort du progrès se tend plus fortement que jamais sous un

système qui devrait le détruire, d'après les idées de l'économie classique.

Le mécanisme est très simple : les ententes de producteurs sont des conventions qui lient leurs membres pour un temps limité, s'élevant à plusieurs années tout au plus. Pendant cette période les industriels ne peuvent pas, il est vrai, étendre leur fabrication au delà des limites qui leur sont assignées, mais ils ont toujours intérêt à réduire leur prix de revient pour élever leurs bénéfices et leur profit dépend comme autrefois de leur effort personnel et de leur bonne gestion.

Deuxième point : les cartels sont avant tout des organisations commerciales, ils cherchent donc à développer leurs ventes et poussent leurs membres à augmenter leurs moyens de fabrication, dans la mesure où ils y réussissent. Les choses se sont passées ainsi pour les syndicats du charbon, du fer, etc. en Allemagne.

Troisièmement : à chaque renouvellement du cartel, il est procédé à une revision des quote-parts, c'est-à-dire de la proportion des commandes allouées à chacun. Il en résulte que les usiniers les plus ambitieux ou ceux qui sont le mieux doués pour le faire agrandissent leur outillage ou leurs

moyens d'action afin de réclamer un traitement plus favorisé dans le cartel suivant.

D'autre part, on suppose bien que les patrons ne constituent pas les cartels avec l'idée de réaliser un progrès dans la société. Quoique leur action puisse avoir ce résultat, le but qui les intéresse personnellement est de diminuer leur risque ou d'élever leur profit. Les cartels sont des trêves que des producteurs à peu près également outillés se consentent intelligemment les uns aux autres pour éviter une guerre qui leur serait nuisible à tous, mais si l'un ou l'autre de ces producteurs trouvait le moyen d'abaisser son prix de revient sensiblement par rapport à ses voisins au moyen d'un perfectionnement pouvant lui conférer sur ces derniers une supériorité durable, il se détacherait du cartel pour toujours ou demanderait un pont d'or pour y rentrer. Chaque membre du cartel a donc intérêt à développer sa puissance pour reprendre son indépendance ou pour la monnayer dans l'association.

Autre fait à prendre en considération : il est rare qu'un cartel englobe tous les producteurs. Certaines entreprises appelées « sauvages » restent presque toujours en dehors : il en est qui n'ont

pas obtenu les conditions qu'elles demandaient pour entrer dans la ligue, d'autres trouvent leur compte machiavéliquement à profiter des avantages du cartel (maintien des prix) sans subir les inconvénients correspondants (limitation de la production, contrôle, etc.). Si le cartel travaille à trop gros bénéfice, cette concurrence « illicite » s'élargit, l'attrait du profit fait surgir de nouvelles entreprises et l'existence du cartel est en péril. Le danger est le même, si le cartel n'exploite pas avec les procédés les plus modernes, d'autres usines peuvent se créer en ce cas pour attirer la clientèle.

Le système des ententes favorise aussi l'extension des entreprises combinées dont nous avons dit un mot antérieurement. Pour échapper aux cartels, ces dernières sont amenées à extraire ou à fabriquer leurs matières premières et leurs produits bruts au moyen de charbonnages, de mines ou de fonderies leur appartenant en propre, elles peuvent ainsi produire les objets finis à meilleur compte que les usines qui achètent leur houille et leur fer aux syndicats. Bien entendu les cartels doivent composer avec ces entreprises.

Ce rapide exposé permet d'observer que le régime des cartels ne supprime pas la concurrence indivi-

duelle et que son action se borne à la tempérer, à la régulariser dans une certaine mesure en limitant ses excès. Si l'on met à part certaines matières dont les sources de production sont limitées rigoureusement par la nature ou par l'effet des circonstances, on voit que le cartel détient presque toujours un monopole assez précaire dont la conservation dépend surtout de l'art et de la prudence avec lesquelles il le gère. A moins que le cartel ne trouve une protection illicite du côté de l'Etat — le cas se présente — il ne peut commettre l'abus de vendre à des prix trop élevés, le seul à redouter, sans faire jouer la sanction qu'il craint le plus au monde et qui s'appelle la concurrence.

On peut se douter que ce n'est pas un métier couleur de rose que de diriger un cartel, on peut deviner qu'il faut un doigté et des connaissances professionnelles peu ordinaires pour maintenir en bonne harmonie des intérêts souvent si divergents en même temps que pour déterminer le niveau des prix qu'il est possible de stabiliser raisonnablement en conciliant l'intérêt des producteurs et des consommateurs en général. Mentionnons aussi que la fixation de ces prix doit tenir compte d'une autre forme de la concurrence : beaucoup de produits

différents peuvent se remplacer les uns les autres selon leurs cours. Quand le charbon est trop cher en Russie, les chemins de fer y consomment du pétrole. Pour étendre les débouchés de l'alcool en Allemagne, le syndicat l'écoule à bon marché, il doit lutter en effet contre le pétrole, le gaz, l'électricité, etc. De même, le bois de charpente est en concurrence avec les poutrelles de fer, etc.

Pour donner une idée de la complexité que présente le système des cartels, nous pouvons rappeler qu'on comptait une centaine de ces ententes dans la seule industrie du fer, en Allemagne. Parmi les produits finis de la métallurgie, on a relevé, dans l'enquête officielle de 1904, des cartels spéciaux sur les poutrelles, les rails, les traverses d'acier, les bandages, les roues, les conduites de gaz, les tuyaux de chauffage, le fer-blanc, les produits émaillés, les fils laminés, les pointes, les câbles métalliques, les grillages, les feuillards, les récipients d'acier, les ressorts, les épingles, les étaux, les socs de charrue, les fourches, les fers à repasser, les ferrures de fenêtre, les clous à chaussure, etc. Dans l'industrie des briques il y avait alors cent trente-deux cartels, dans l'industrie chimique on en compte une centaine.

La variété des ententes des producteurs, la diversité de leurs formes allant de la plus simple à la plus compliquée, leur durée, qui peut osciller entre plusieurs mois ou dix années, font voir que ces institutions sont essentiellement souples et répondent aux conditions infiniment nuancées de la réalité économique. D'abord embryonnaires, fugitives, elles prennent corps et se consolident de plus en plus, en même temps elles s'étendent, se multiplient, se communiquant à toutes les classes et à toutes les professions sociales.

C'est peu de chose encore et en même temps c'est beaucoup, c'est même tout, si nous avons passé l'âge du désordre pour entrer dans l'ère de l'organisation.

VIII

Avant la guerre, il y avait en Allemagne un courant d'idées pour introduire dans l'organisation de l'industrie de nouveaux perfectionnements dont il est utile de parler, parce qu'ils apportent une indication sur les mesures que nos adversaires prendront vraisemblablement après la conclusion de la paix pour renforcer leur puissance économique.

Il convient de rappeler en premier lieu que la question des cartels allemands a été l'objet d'une grande enquête officielle dont les résultats ont été publiés dans un volume soumis au Reichstag et que le gouvernement impérial a institué aussi sur le même sujet des discussions contradictoires auxquelles ont pris part des industriels, des commerçants, des acheteurs et des personnalités du monde scientifique. A quel résultat ont abouti cet examen et ces controverses ?

Il a été reconnu que l'entente des producteurs était une nécessité industrielle et constituait un progrès dont il ne fallait pas arrêter la marche, mais il a été constaté aussi que l'apparition de cette nouvelle forme économique imposait la création d'une institution de surveillance et de contrôle.

Ecoutez-ceci : l'on parlait d'établir un « office des cartels » qui se serait occupé non seulement des ententes des producteurs, mais aussi de toutes les questions se rapportant à l'industrie.

De cette commission auraient fait partie des représentants des cartels, des entrepreneurs restés indépendants, des manufacturiers, des marchands, des consommateurs, des ouvriers et d'autres personnes versées dans ces questions. Cependant

aucun fonctionnaire de l'Etat, aucun magistrat et naturellement aucun homme politique ne devait y avoir accès.

Pourquoi cette exclusion? Pour intervenir dans les affaires industrielles, disait-on, il faut des hommes de métier. La commission aurait à connaître des abus qui se produisent dans la fixation des prix. Une telle immixtion est des plus délicates, elle suppose une connaissance intime de l'industrie, de sa technique, de ses difficultés. De tels problèmes ne peuvent être tranchés que par des gens de la partie, patrons, ouvriers, etc.

Ce n'est pas tout. Il était question d'obliger les cartels à faire une déclaration, à communiquer leurs statuts, à tenir la commission au courant des prix ou de la limitation de production qu'ils imposent à leurs membres, à lui adresser des rapports semestriels sur leurs commandes, leurs expéditions, etc. Non que ces renseignements dussent être publiés, mais il serait, faisait-on observer, d'un grand intérêt de les avoir pour trancher les abus particuliers et connaître la situation du pays.

Suivez la marche des faits. Au-desus des ententes de producteurs, on agite aujourd'hui l'idée de

créer un nouveau rouage qui jouera le rôle d'un tribunal et centralisera secrètement tous les renseignements relatifs aux industries. Cette institution, dont feront partie les intéressés, leur permettra aussi de coordonner les efforts, elle procurera en outre au gouvernement les éléments d'appréciation dont il a besoin pour agir à bon escient sur l'activité du pays. L'organisation économique doit faire de cette manière un nouveau pas en avant.

CHAPITRE VI

La Compétence.

I. Déchéance de l'Etat politique. — Son inaptitude à résoudre les problèmes du temps.

II. L'apprentissage de l'ouvrier. — La pratique du cultivateur. — L'expérience du commerçant. — L'éducation du technicien. — Les connaissances de l'industriel.

III. La France à reconstituer. — Une entreprise technique immense. Elle exige le concours des hommes les plus compétents, savants, ingénieurs, industriels, commerçants, agriculteurs, administrateurs, etc. — Pourquoi ces derniers n'ont pas accès au gouvernement. — Le monopole des députés. — Une déviation du parlementarisme. — Comment il devient un grand péril. — Dans tous les métiers compétence tenue pour indispensable, mais aucune aptitude requise pour gouverner notre pays.

IV. Comment s'altère un idéal. — Nous avons renversé l'empire et la monarchie pour mettre fin aux privilèges. mais une caste s'est reconstituée dans la démocratie, — Plus de gens titrés, il est vrai, mais les politiciens au pouvoir (Censuré).

I

Pour adopter une ligne de conduite, nous avons maintenant des données certaines; on peut écrire ce mot, car il s'agit de constatations que nul ne peut contredire et qu'il suffit d'énoncer.

Nous assistons à la déchéance de l'Etat politique. Depuis que nous avons nos libertés, ce dernier n'a plus qu'un rôle restreint à jouer, il se rend bien compte du reste de son insuffisance, car il essaie d'y suppléer par le bluff en promettant monts et merveilles, mais il est radicalement impuissant, dès qu'il sort de son domaine et veut intervenir dans la répartition des revenus qu'il ne peut modifier avec les moyens dont il dispose que dans une mesure insignifiante. Son action est au contraire nuisible à ceux qu'elle veut servir, elle se retourne contre eux et réagit sur le pays tout entier en paralysant son développement.

Aussi néfaste est sa prétention de s'occuper des problèmes du temps qui ne sont pas de son ressort et qui le dépassent. La nullité, l'incurie, l'inexpérience et la maladresse dont il fait preuve depuis tant d'années autorisent bien à dire que l'Etat politique usurpe des fonctions qu'il ne peut pas remplir.

Nous savons que la prospérité du pays, l'importance de sa population, son bien-être et toutes ses chances d'amélioration dépendent de la production, laquelle est à son tour une question de science et d'organisation; nous voyons que l'Etat moderne

a les problèmes spéciaux les plus écrasants à résoudre, puisque c'est à lui qu'il incombe d'inspirer, de stimuler et de coordonner l'activité nationale, en répandant l'enseignement scientifique et professionnel au moyen d'écoles et de laboratoires, en dotant le pays des moyens de communications les mieux étudiés, chemins de fer, canaux, etc., en outillant trois ou quatre ports choisis avec discernement, en relevant notre marine marchande tombée en décadence, en mettant au point notre législation industrielle, en concluant d'habiles traités de commerce, en favorisant l'extension de nos débouchés à l'étranger au moyen d'une activité bien dirigée, en transformant notre système de banques, et d'une manière générale en suivant l'activité de nos producteurs, en la secondant énergiquement au moyen des mesures les plus appropriées; nous nous rendons compte de l'immensité de la tâche à accomplir; nous devinons ce qu'elle exige de connaissances spéciales, d'esprit de métier et en même temps de méthodes, d'idées d'ensemble, de science, en un mot; sincèrement, alors, pouvons-nous penser que nos parlementaires, qui n'ont pas de contact avec la production et dont toute la carrière s'est déroulée dans la poli-

tique, sont à même de faire face à de telles responsabilités? Qui de nous peut avoir cette illusion?

II

Pour devenir ouvrier il faut plusieurs années d'apprentissage. Que de temps encore pour avoir le coup d'œil et le tour de main qui font le bon artisan!

Est-il plus facile de cultiver la terre? Le paysan doit connaître la routine des travaux des champs — il passe sa jeunesse à l'acquérir — apprécier la nature du sol et le marché de sa région, choisir ses cultures, sélectionner ses semences, appliquer, doser ses engrais avec discernement, lutter contre les maladies des plantes, soigner intelligemment son bétail, en croiser les races, diriger son personnel, etc. Quelle accumulation d'expériences pour en venir là! Quelle longue pratique pour estimer d'un regard le poids ou le degré d'engraissement d'un animal, la qualité d'un grain, le rendement probable d'une prairie! Dans cette aptitude à distinguer des détails invisibles à l'homme de la ville, on perçoit la différence qui sépare un professionnel d'un profane.

Le commerce n'est pas non plus chose aisée. Bien acheter suppose être connaisseur de la qualité des marchandises et de leur marché, suivre leurs cours en France et à l'étranger, apprécier les facteurs les plus divers qui peuvent les influencer; bien vendre veut dire juger avec sûreté des besoins de la clientèle, lui faire crédit à bon escient, ne pas se tromper dans l'évaluation des risques et des profits, etc. Ce sont des opérations difficiles qu'il n'est pas possible d'entreprendre, si l'on n'a pas fait dans son métier un stage assez long.

Et pour être technicien, ingénieur, constructeur, métallurgiste, mineur, architecte, électricien, chimiste, etc., que d'études, que d'années d'école, que de nuits sans sommeil, que d'angoisses aux examens! Et quand l'homme diplômé possède un peu la science, il n'a pas encore l'expérience, il lui reste à passer une dizaine d'années à l'usine, au laboratoire, à la mine pour apprendre à tirer parti de ses connaissances et donner sa mesure. Et plus il va, plus il se spécialise, plus il restreint la zone de ses recherches; finalement il passe sa vie à regarder à la loupe, à creuser, à fouiller, et à déployer toutes les ressources de son savoir et

de son esprit dans un petit coin de la réalité dont il tire de son mieux la quintessence.

Et l'industriel moderne ? Son rôle est d'entreprendre, d'organiser, de diriger, et, l'on peut ajouter, de réussir. Pour engager d'importants capitaux dans la création d'une usine ou dans la réalisation d'un perfectionnement, il faut qu'il ait assez de connaissances pour apprécier lui-même l'intérêt que présentent les travaux des spécialistes. De ces travaux sortent des découvertes dont un grand nombre paraissent très séduisantes, mais ne sont pas immédiatement ou prochainement utilisables — par exemple il ne servirait à rien de fabriquer du caoutchouc artificiel à un prix plus élevé que le produit naturel — tandis que d'autres ont un avenir possible ou certain, si l'on résout certaines difficultés pour les mettre au point de manière à les appliquer sur une grande échelle dans des conditions assez économiques.

Apprécier la portée d'une invention, évaluer ses chances de succès, pressentir ses avantages et ses points faibles, déterminer la balance éventuelle des uns et des autres, c'est un calcul de probabilité où tant de facteurs entrent en jeu qu'il faut pour le solutionner non seulement la connaissance du

sujet, mais le sens pratique des choses, l'intuition, l'intelligence naturelle et aussi la hardiesse, l'esprit de décision.

Et ceci n'est rien encore. L'entrepreneur doit suivre les progrès de ses concurrents et se tenir au courant de tous les faits intéressant sa branche d'industrie en France et à l'étranger. Il achète et il vend, il est donc tenu d'être bien commerçant. Il emploie des collaborateurs et tout un personnel, son aptitude à organiser, à juger les hommes à les commander, à les utiliser, va jouer par suite un rôle important dans son succès. Il dirige une entreprise appelée à vivre et à grandir, il est donc nécessaire qu'il possède un esprit ouvert, curieux, un sens des réalités lointaines, de la persévérance et de la suite dans les idées. S'il se trompe, il est ruiné : il en résulte qu'il ne peut se fier à de simples impressions et que toutes ses vues doivent être précises et se ramener à des chiffres.

Achète-t-il un nouveau matériel ? Il lui appartient d'évaluer le temps qui peut s'écouler avant qu'il ne soit démodé pour l'amortir dans un nombre déterminé d'années. Il ne saurait de même estimer un prix de revient, sans tenir compte des risques d'accident, des grèves, des crises et d'autres aléas

qui jouent d'une manière variable, selon les circonstances et dont l'appréciation est pour cette raison une question de bon sens et de jugement.

Si nous montons beaucoup plus haut et nous élevons à un point dominant tout le territoire, nous apercevons de la hauteur où nous sommes que l'agriculture, le commerce et les industries de notre pays constituent un ensemble et forment notre nation économique. Mais quelles connaissances et quelle expérience sont requises pour diriger l'immense usine que nous avons sous les yeux !

Si l'industriel ordinaire est tenu, comme on l'a vu, d'avoir des lumières sur toutes les sciences qui touchent à sa profession, il n'est pas moins nécessaire, on le comprend, que les directeurs de cette colossale entreprise aient des notions sur la technique de toutes les branches de notre industrie nationale ; il est également indispensable qu'ils soient au courant de la marche de la production étrangère qu'il est de leur devoir de suivre et d'observer minutieusement.

Des problèmes de haute science vont se poser alors devant eux : pourquoi notre culture donne-t-elle de moins bons résultats que celle des pays

voisins ? Pourquoi notre production industrielle reste-t-elle aussi stationnaire ? Pourquoi nos prix de revient sont-il aussi élevés ? Pourquoi construisons-nous si peu de bateaux ? Pourquoi notre commerce est-il si peu hardi ? Pourquoi l'épargne de notre pays va-t-elle si peu dans l'industrie ? Pourquoi exploitons-nous si insuffisamment nos mines ? Pourquoi notre population croît-elle si lentement ? etc.

Plus immenses sont les problèmes de l'avenir pour les directeurs de notre production, car il s'agit pour eux d'évaluer les ressources non développées de notre nation et de prévoir les résultats que donnera leur mise en valeur, si l'on change les conditions de notre système économique et si l'on y introduit de profondes innovations.

De même que le manufacturier sait que le rendement de son usine va doubler dans quelques années en raison des améliorations hardies qu'il apporte à son fonctionnement, les chefs de la production nationale ont à évaluer avec un esprit non moins sûr et non moins audacieux le développement que peut prendre le pays en l'espace de vingt ou trente ans, si l'on met son outillage et ses méthodes à la hauteur du progrès.

Il va de soi qu'un commandement aussi lourd et aussi effrayant ne peut être exercé que par des personnes ayant donné la preuve d'une expérience certaine et des plus hauts talents. Hélas ! que nous sommes loin du Parlement !

III

Quelle que soit l'importance de notre victoire, si grande et si complète qu'on la suppose, la guerre va nous laisser à peu près ruinés, car la prolongation des hostilités ne permet plus de compter sur une indemnité qui puisse compenser les pertes illimitées que notre pays aura subies en existences et en richesses. Que pourrons-nous tirer d'une Allemagne épuisée? En même temps que nous aurons à combler un passif inimaginable, il sera nécessaire que nous rebâtissions notre édifice économique dont les fondements sont d'un autre âge et ne répondent plus au progrès. Pratiquement, c'est toute la France qu'il faut reconstruire, c'est son outillage entier qu'il faut renouveler, c'est l'ensemble de ses méthodes qu'il faut reprendre et transformer. Nous aurons donc à réaliser l'entreprise technique la plus vaste, la plus délicate et la plus ardue qu'il soit possible d'imaginer.

Il est évident, n'est-ce pas, que cette œuvre exige le concours des gens les plus compétents, il tombe sous le sens que, pour l'exécuter avec des chances de succès, il faut faire appel à des savants éminents, à des techniciens au courant des plus récentes données des sciences appliquées, à des ingénieurs qui ont exécuté de grands travaux, à des personnalités du monde de la production, industriels, commerçants et agriculteurs, et plus généralement à des hommes de tous les milieux, administratif, militaire, civil, patronal ou ouvrier, qui ont fait quelque chose et dont les états de service sont là pour montrer qu'ils ont un talent d'organisation. Pour reconstituer la France, il saute aux yeux, en un mot, que c'est à l'élite de ses penseurs et de ses hommes d'action qu'il faut s'adresser.

Assurément, les choses devraient se passer de cette manière, ce n'est pas assez dire, il y va du salut du pays qu'elles se passent de cette manière et cela, tout le monde le sait, tout le monde s'en rend compte, mais tout le monde sait aussi que les choses se passeront différemment, s'il n'est rien changé dans notre constitution, tout le monde sait que dans les conditions actuelles de notre système

politique les hommes de valeur qui ne sont pas députés n'ont aucune chance d'arriver au gouvernement.

Le parlementarisme a complètement dévié, il suit une pente fâcheuse, il est en train de devenir le plus grand péril. Dans l'intérêt du pays et de la démocratie, dans son intérêt à lui-même, il est temps de l'avertir et de lui crier : holà ! Les députés disent : « Nous sommes les élus du peuple, nous avons droit à toutes les places, à toutes les fonctions; l'Etat, c'est nous. » Ils font comme ils parlent : ils s'emparent de tous les postes, ils entendent diriger les soldats, les marins, les industriels, les commerçants, les agriculteurs, les ingénieurs, les juges, les professeurs, etc. ; ils assument d'administrer les départements les plus techniques ; ils les prennent, les quittent et se les repassent entre eux à tout moment comme il leur plait, c'est leur bien, leur propriété. Un tel état de choses est contraire à la raison.

S'il est une vérité bien établie, c'est qu'on devient compétent par la spécialisation et qu'il est impossible d'exercer brillamment un métier sans une longue préparation antérieure. « Bon à tout, propre à rien, » dit le proverbe. Il s'agit donc

d'une observation ancienne. Mais le progrès des connaissances, leur diversité croissante et la complication de plus en plus grande de tous les rouages de l'activité humaine lui donnent de nos jours un caractère impérieux qu'elle n'avait pas autrefois. On ne peut plus changer de profession, on peut même changer de moins en moins la spécialité qu'on a dans sa profession, sans courir le danger de s'y montrer incapable. C'est l'évolution qu'on observe du haut en bas de l'échelle sociale.

Sans doute il y a des hommes qui dirigent les autres, mais ce sont aussi des spécialistes. Ils travaillent dans un compartiment plus grand, embrassant plusieurs cases, mais chacune de ces cases leur est familière, ils l'ont étudiée, et s'ils ne la connaissent pas aussi minutieusement que les travailleurs qui s'y cantonnent toute leur vie sans en sortir, ils peuvent du moins la comprendre et la suivre dans tous ses progrès.

Le directeur d'une entreprise métallurgique est tenu d'être un ingénieur, il n'est pas moins indispensable qu'il soit un chimiste, cependant il doit être en plus un administrateur, un commerçant, il sera même bon pour lui d'être un peu financier et économiste.

Dans le même ordre d'idées, un chef d'orchestre doit connaître la technique de tous les instruments et pouvoir jouer de chacun d'eux sans atteindre la virtuosité de ses collaborateurs, mais il est nécessaire aussi qu'il soit compositeur et possède une instruction musicale, sans parler d'autres qualifications.

Il en est de même pour tous les métiers. La culture générale est sans valeur, si elle ne s'appuie pas sur les cultures particulières. Croit-on qu'un général peut commander une armée s'il ne connaît pas la théorie de toutes les armes et s'il n'est pas en outre stratège et tacticien?

Il serait facile d'énumérer les connaissances qui sont requises pour diriger utilement n'importe lequel de nos ministères, mais les circonstances actuelles ne permettent pas cette analyse. On pourrait croire que nous visons les titulaires actuels des portefeuilles, ce qui n'est pas du tout notre intention. Ces réflexions sont malheureusement, chez nous, de tous les temps, elles concernent une manière de comprendre le gouvernement qui ne peut pas se concilier avec l'intérêt du pays.

La compétence, l'expérience sont nécessaires pour gouverner les hommes, mais elles ne suffisent

pas, il faut encore avoir des idées, un caractère, une volonté, un talent, on ne paraît pas s'en douter dans les milieux parlementaires. Il est déconcertant de voir un homme qui n'a ni capacités ni virilité s'asseoir dans un fauteuil de ministre et prendre la direction de services techniques intéressant tout un pays, sans en connaître le premier mot. Des gens désignés par leurs travaux et leurs mérites hésiteraient. Lui accepte!

Un trait non moins étonnant est de voir le public se faire à cet état de choses et le trouver naturel. Dites à un plombier que le premier venu peut poser un compteur ou réparer une conduite à gaz, dites à un mécanicien que tout passant peut démonter un moteur ou le mettre au point, dites à un paysan que l'art de cultiver la terre est à la portée de tous les citadins, ces braves travailleurs vous riront au nez ou se jugeront insultés, mais ils acceptent bien qu'on gouverne leur pays sans avoir montré d'aptitude à n'importe quoi!

IV

On peut vivre au milieu des plus grands abus sans les voir : il suffit qu'ils se créent assez lentement pour ne pas attirer l'attention, plus ils s'éten-

dent ensuite et moins on les distingue : c'est une poutre qu'on a dans l'œil.

Dans l'histoire, on relève souvent le fait suivant : une religion nouvelle s'établit ou bien un nouveau régime, un nouveau parti se fonde au nom d'un bel idéal qui remue la foule et fait vibrer ses sentiments, c'est une période de pureté pendant laquelle les dirigeants sont sincères et peuvent exécuter de grandes choses, leurs successeurs ne les valent pas généralement, le pouvoir les corrompt, ils commencent à en profiter, puis ils en abusent. Cependant, comme ils continuent à procéder aux mêmes rites et à répéter les mêmes formules, les fidèles n'y voient goutte. Il faut beaucoup de temps pour que le peuple s'aperçoive que les actes ne correspondent plus aux paroles. En temps ordinaire, il est vain de l'avertir. Seules des commotions violentes : des guerres, des cataclysmes peuvent éveiller sa conscience et l'amener à réfléchir. Nous sommes arrivés en France à ce tournant où l'évidence oblige à constater que la démocratie véritable est encore à fonder dans notre pays.

Nous avons aboli l'empire et la monarchie, qui réservaient injustement les hautes fonctions de

l'Etat à des citoyens pris dans une certaine caste et nous avons fondé la République en partant de l'idée maîtresse qu'il fallait supprimer les privilèges et reconnaître à chaque citoyen le droit d'avancer selon son mérite ou d'occuper la place dont il est digne, à quelque classe ou catégorie qu'il appartienne. Cependant, avons-nous atteint notre idéal? Hélas! A travers les nuages de l'idéalisme de camelote avec lequel on cherche à nous griser depuis si longtemps, nous sommes nombreux qui discernons la réalité crue que le régime actuel n'est pas plus ouvert aux hommes de talent que les précédents et que nous n'avons supprimé les gens titrés que pour installer les politiciens au pouvoir.

4 PAGES CENSURÉES

CHAPITRE VII

La représentation économique.

I. La démocratie peut se perfectionner comme toutes les institutions. — Critique de notre manière de comprendre le suffrage universel. — Le député d'une circonscription représentant des intérêts les plus divers. — Comment on trompe tout le monde. — La fragilité des « idées » politiques. — On travaille l'opinion.

II. Comment notre système porte au pouvoir les hommes les plus roublards et les moins méritants. — Individus isolés peu conscients de leurs intérêts généraux. — Les électeurs les plus différents mis ensemble. — La confusion qui en résulte. — Le remède : faire voter par profession. — Représentation des intérêts distincts par des gens du milieu.

III. La médiocrité des parlementaires. — Elle résulte du système. — Peu de gens éminents au Parlement. — L'instruction livresque. Des hommes pris dans le milieu de la production jugeraient plus sainement. — La représentation des intérêts en rapport avec le mouvement d'association qui gagne du terrain partout.

IV. L'ancien vocabulaire politique ne répond plus à la situation nouvelle. — Une autre manière de concevoir le gouvernement. — Au sommet de l'Etat la compétence, la stabilité, la responsabilité, l'autorité. — La démocratie nouvelle.

I

Constatant les abus qui se sont glissés dans le fonctionnement de notre régime populaire, les

partisans du retour en arrière en concluent victorieusement que le principe démocratique est incapable de constituer un gouvernement efficace; s'appuyant sur des constatations qui ne sont que trop certaines, ils les exploitent habilement pour impressionner l'opinion en faveur de leurs desseins.

Nous sommes d'avis que ces tentatives n'auraient rien d'inquiétant, si nos partis élevaient leur intelligence à la hauteur de la situation et s'ils ne tombaient pas dans l'erreur qui perdit autrefois les détenteurs de certains privilèges, quand ils refusèrent d'obéir à la pression des événements et de lui faire en temps voulu les nécessaires concessions. Leur devoir comme leur intérêt leur conseille de ne pas identifier le régime démocratique avec des imperfections qui ne sont pas de son essence et qu'il est possible de corriger, leur devoir comme leur intérêt leur ordonne de ne pas laisser à leurs adversaires le mérite de découvrir ou de dénoncer les lacunes qui peuvent exister dans notre système de gouvernement; ajoutons aussi que leur devoir comme leur intérêt leur commande de donner à tous les citoyens l'impression qu'ils ont pleinement conscience des changements profonds qui doivent être introduits dans la

démocratie, pour qu'elle réponde à l'idéal que nos ancêtres ont porté si haut autrefois.

Toutes les institutions humaines passent par des états intermédiaires avant d'arriver à une certaine perfection. Même les régimes apparemment immuables comme la monarchie s'adaptent aux temps nouveaux ou disparaissent, s'ils ne le font pas. Il n'y a pas de combinaison humaine qui ne se transforme ou se perfectionne. Au début, c'est une invention grossière dont on ne connaît pas les insuffisances et les défauts. En cours de route, ces imperfections apparaissent, en général on n'y remédie pas de suite, parce que les hommes sont conservateurs, mais il vient un moment où le mal est si grand qu'on ne peut plus éviter d'intervenir. Cédant à la contrainte — l'histoire n'a pas toujours la main douce — on retouche l'appareil, on l'améliore, on le remet au point et l'on est alors de nouveau tranquille pour un certain temps, mais pas pour toujours, car le progrès ne s'arrête pas.

Cette loi de transformation gouverne toutes les institutions; les adversaires du régime actuel soutiennent qu'elle ne s'applique pas à la démocratie et que celle-ci n'est pas perfectible; sincèrement, on ne voit pas pourquoi. S'ils veulent dire seule-

ment que les démocrates sont trop obtus pour améliorer leur système en profitant des données de l'expérience, il nous appartient de leur montrer qu'ils se trompent.

Il ne suffit pas de reconnaître à chaque citoyen le droit de déposer un morceau de papier dans une boîte une fois tous les quatre ans pour décréter le bonheur universel. Si la recette était aussi simple, il y a longtemps que le monde entier l'aurait adoptée. Le droit de chacun à voter n'est contesté par personne, mais il y a lieu de regarder si son exercice donne les résultats qu'on en attend; s'il ne les donne pas, il y a lieu de se demander pour quelles raisons; si la machine fonctionne mal, il y a lieu d'en chercher la cause afin de prendre les mesures qui sont nécessaires pour qu'elle aille mieux.

Le système ne marche pas admirablement, tout le monde le sait; on peut même dire que tous les partis le proclament. N'étaient-ils pas d'accord avant la guerre pour le modifier? Seulement les uns voulaient le changer d'une manière, les autres d'une autre, et, tous, s'entendaient, au fond, pour laisser subsister en lui l'abus dont ils profitaient. Aussi ces tentatives de réforme n'ont-elles pas

abouti; mais ce n'est pas de cela qu'on peut s'étonner, et l'on n'en parle ici que pour rappeler qu'elles consacrent l'existence du mal dont nous souffrons.

Notre manière de comprendre le suffrage universel est une insulte au bon sens. Nous invitons 20.000 citoyens habitant une certaine zone de terrain à désigner une personne pour représenter leurs intérêts et les conceptions qu'elles peuvent avoir sur toutes les questions politiques, économiques et sociales. Il est facile de comprendre que cette consultation doit aboutir à la nomination d'une personne qui ne représente rien du tout.

D'abord elle ne représente pas les intérêts de ses électeurs, puisque ces derniers exercent les professions les plus diverses et souvent les plus antagonistes et sont patrons et ouvriers, producteurs et consommateurs, propriétaires et locataires, gros négociants et boutiquiers, etc. Tous ces intérêts se neutralisent et s'annulent. Il n'y a aucun moyen de les défendre en même temps, protéger l'un est nuire à l'autre; le plus honnête pour le député qui en a la charge est de s'abstenir, c'est ce qu'il fait le plus souvent. S'il estime que certains intérêts sont prédominants parmi ses commettants, il optera pour ceux-là, mais alors les autres seront

sacrifiés et privés de protection. Dans les circonscriptions bigarrées, qui sont les plus nombreuses, l'art du député consiste à insérer dans sa profession de foi des mots à double entente, pouvant faire croire aux intérêts les plus opposés qu'ils sont l'objet de la sollicitude particulière du candidat.

Dans les conditions où s'opère la consultation électorale, le député ne représente pas non plus les opinions, parce que si l'on isole les intérêts des idées, celles-ci, restées seules et livrées à elles-mêmes, deviennent quelque chose de très instable. Même chez les gens instruits, ce qu'on appelle les idées pures constituent une matière pas mal élastique. Nous sommes bien obligé de constater que des courants d'idées peuvent s'établir, prendre une grande extension et disparaître ensuite en l'espace de quelques années, voire de quelques mois. Nous ne pouvons pas ignorer non plus que l'opinion « se travaille, » et qu'il y a des moyens assez efficaces de l'influencer et de la diriger, au moins pendant un certain temps.

Si nous refusions de tenir compte de ces faits et si nous étions assez hypocrites pour raisonner comme s'ils n'existaient pas ou pour soutenir que la réforme de notre système électoral doit être

exécutée sur des bases abstraites, en partant de l'idée que nous sommes tous également intelligents et ininfluençables, et que la science n'a jamais fait aucune observation sur la psychologie des foules, alors les réactionnaires auraient raison de dire que nous devons désespérer de la démocratie; mais tel n'est pas le cas.

Nous avons tous l'ambition de faire une réforme honnête en nous inspirant de l'expérience, et nous devons nous dire que la plupart des citoyens possédant du bon sens et une compétence particulière dans la sphère qui leur est propre, il est vraisemblable que nous tirerions d'eux des réponses plus intelligentes, si nous savions aussi leur poser mieux les questions.

II

Il est aussi difficile à vingt mille personnes appartenant à toutes les conditions de choisir un député qui les représente effectivement qu'il serait malaisé de ramener vingt mille fruits de toutes les essences et de toutes les variétés à un échantillon unique. Pour les fruits, on a la ressource de les réduire arbitrairement au type commun de la poire,

et pour les électeurs les choses se passent souvent aussi de la même manière, mais le système n'en est pas moins très imparfait. Beaucoup de gens en ont conscience et ne veulent pas voter : un quart, souvent un tiers, quelquefois même près de la moitié des citoyens inscrits ne prennent pas part aux élections.

Il résulte de cette situation que pour concilier les idées et les intérêts aussi nombreux que contradictoires qui s'agitent dans une même circonscription, l'élu moderne est tenu d'avoir les défauts qui l'ont rendu légendaire et que c'est peut-être à tort que nous lui reprochons d'être habile, souple, subtil, fuyant, beau parleur, doreur de pilules, sans convictions, sans principes et sans scrupules, puisqu'il est notoire qu'il ne serait pas nommé s'il était autrement.

S'il y a des exceptions à la règle, il n'en est pas moins certain que notre système électoral aboutit à sélectionner et à porter au pouvoir pour ainsi dire mécaniquement les hommes les plus roublards, les plus malins, les plus sceptiques, les plus dépourvus de croyances et d'idées, c'est-à-dire, en un mot, ceux qui sont moralement et intellectuellement les moins méritants.

On a vite fait de dire dans certains milieux que la démocratie ne peut pas fonctionner autrement. Allons donc! Si notre manière de consulter l'électeur est contraire à la nature des choses, pour quelle raison ne la remettrions-nous pas d'aplomb? Si nous connaissons les défauts de notre machine à voter, qui peut nous empêcher de la démolir et d'en construire une autre donnant de meilleurs résultats? Notre impuissance à nous entendre pour réformer nos institutions, la résistance de notre oligarchie régnante au mouvement qui menacerait sa situation? Faut-il l'avouer, au risque de paraître optimiste, à notre avis ces objections ne comptent pas.

Il faut avoir assez de largeur de vues pour admettre que le peuple français n'est pas le même aujourd'hui qu'il y a deux ans et qu'il ne sortira pas de cette guerre sans en tirer un enseignement. Pour notre part, si nous critiquons sans ménagement un système que l'expérience condamne et qui ne peut continuer après la guerre sans perdre irrémédiablement le pays, nous ne sommes pas de ceux qui classent naïvement les hommes en êtres bons et mauvais. Nous croyons surtout qu'il y a des manières de vivre qui pourrissent les caractères et

d'autres qui les élèvent, qu'il existe chez la plupart des individus des instincts vils et d'autres qui le sont moins, et que c'est une affaire de moment si les premiers prédominent ou bien les seconds.

Il est bien certain que nous sommes entrés dans une période de notre histoire qui favorise l'éclosion du désintéressement et des bons sentiments. La nécessité qui nous commande de nous unir pour sauver notre pays non seulement pendant la guerre, mais surtout après, s'imposera d'une manière fatale ; de gré ou de force, tout le monde lui obéira, aucun parti de la gauche à la droite ne pourra s'y soustraire, aucun peut-être ne le voudra.

La direction, les solutions vers lesquelles la démocratie doit s'orienter sont-elles à trouver? Nullement. Il y a longtemps que la critique de notre système électoral a été faite ; elle repose sur une idée essentielle que les socialistes peuvent d'autant moins désavouer qu'ils ont été les premiers à la comprendre, ce qui a été la cause principale de leur succès.

Nos amis sont pénétrés en effet depuis longtemps de cette vérité que l'ouvrier ne peut acquérir la conscience de ses intérêts généraux, aussi longtemps qu'il n'est pas entré dans un parti ou dans

un syndicat. Cette idée maîtresse est celle qui les a poussés à constituer leur grande organisation ; elle n'a pas de valeur pour les ouvriers seulement, elle s'applique à tous les hommes qui ont la même profession et par conséquent les mêmes intérêts. Aussi longtemps que ces hommes sont isolés et ne se concertent pas les uns avec les autres, l'expérience établit qu'ils sont impuissants à défendre la communauté de leurs besoins, et même à la concevoir. C'est l'association qui la rend sensible à leurs yeux, non seulement parce qu'elle la matérialise, mais aussi parce qu'elle les oblige à y réfléchir, sans parler de cette circonstance qu'il y a toujours dans une corporation des gens clairvoyants qui se font les éducateurs des autres.

Il suffit de rappeler cette vérité fondamentale pour faire apparaître le caractère grossier d'un système de vote qui consiste à mettre les électeurs les plus différents dans un même tas et à leur demander de choisir le même homme pour les défendre. Sans parler de l'impossibilité matérielle où ils se trouvent de désigner un représentant pour des intérêts diamétralement opposés, il y a lieu de noter que les électeurs sont consultés dans cet état d'isolement où l'on sait qu'ils ont le minimum de

conscience, si bien que notre système électoral fonctionne exactement comme s'il avait été institué pour brouiller à dessein les idées des citoyens et leur retirer tout moyen d'exprimer leurs revendications.

La solution se dégage d'elle-même : pour avoir une représentation des intérêts, il faut renverser l'état de choses actuel et prendre exactement son contraire, c'est-à-dire classer et organiser les électeurs par profession au lieu de les confondre et de les mélanger sans distinction de métier, comme on le fait aujourd'hui. Agriculteurs, industriels, commerçants, patrons ou ouvriers, fonctionnaires, etc., doivent voter séparément, chacun dans leurs catégories, et choisir des délégués pris dans leur milieu et connaissant leurs besoins.

Supposons que les électeurs soient représentés d'après leur profession et que le Parlement reste tel quel — nous ne croyons pas possible, en vérité, de conserver les rouages de la constitution actuelle, — il résulte d'un recensement fait autrefois par M. Charles Benoist que le nombre des avocats, médecins, professeurs et journalistes qui sont nos maîtres aujourd'hui serait réduit de trois cents à treize, tandis que le nombre des députés représen-

tant l'agriculture, l'industrie, le commerce et les transports, patrons et ouvriers, passerait de cent vingt à quatre cent cinquante!

Ce ne serait pas, il faut l'avouer, une petite révolution.

III

Si les électeurs de chaque profession s'entendaient pour nommer un homme de leur milieu, ayant vécu leurs difficultés et connaissant leurs intérêts, ce serait la victoire du bon sens en même temps que la fin du système déraisonnable où nous voyons les producteurs les plus divers représentés par des personnes qui n'ont pas de métier ou ne veulent plus en avoir.

Nous allons trop loin dans la voie de l'absurde, quand nous demandons à l'élu parlementaire de défendre avec la même ardeur et la même compréhension les intérêts les plus compliqués et les plus opposés du corps électoral. Comme aucun génie ne peut suffire à cette tâche, ceux qui l'entreprennent sont nécessairement, qu'ils le veuillent ou non, des charlatans.

Il serait impossible à des hommes sortis du monde de la production, connaissant leur métier, mais

appartenant au type appelé communément « tout d'une pièce, » de venir à bout de la tâche éminemment subtile qui consiste à contenter M. Tout le Monde et son père; ils ne seraient pas moins inaptes à discourir sur toutes les choses connaissables et quelques autres encore, comme certains doctes personnages d'autrefois ressuscités aujourd'hui.

Dans les conditions où nous votons, il est donc fatal que nos députés soient des avocats habitués à défendre toutes les causes, des médecins experts en l'art de droguer tous les malades, des professeurs versés dans toutes les théories pour ne pas parler des journalistes entraînés à traiter tous les sujets.

Loin de nous la pensée de méconnaître étroitement le rôle important que peuvent jouer les membres éminents de ces professions au Parlement et que certains même y ont joué, on le sait, très brillamment; nous ne pouvons tout de même nous dissimuler que la plupart de nos élus ne sont pas les types les plus représentatifs des carrières libérales auxquelles ils appartiennent. Osons dire que même s'ils l'étaient, on ne saurait leur reconnaître aucun droit à constituer une caste qui s'attribuerait le monopole de représenter les autres professions.

Aventurons-nous encore à déclarer que les intellectuels ou prétendus tels se font des illusions, quand ils croient connaître les questions pratiques aussi bien et même mieux que les intéressés, parce qu'ils ont lu des « bouquins » ou parcouru des dossiers.

Le danger fondamental qu'il y aurait à remettre le pays entre les mains des universitaires est que la plupart d'entre eux ont une instruction purement livresque et presque pas d'expérience de la vie. Il ne faut pas s'y tromper : si les producteurs ont le droit de se défendre eux-mêmes sans passer par l'intermédiaire des spécialistes de la représentation du peuple, il est d'autant plus désirable pour le pays qu'ils fassent usage de ce droit que dans l'ensemble leur jugement est incontestablement plus sain que celui des hommes qui n'ont pas été aux prises avec les difficultés de l'existence et qui sont seulement instruits.

Pour faire règner la compétence en haut dans un régime démocratique, il faut commencer par la capter en bas, en interrogeant l'électeur sur les choses qu'il connaît et qui constituent sa spécialité. Si nous détachons le citoyen de son métier pour le consulter sur une multitude de sujets qui

ne rentrent pas dans ses préoccupations journalières, nous n'obtiendrons de lui que des réponses indécises, des oui, des non, des peut-être qui se succèderont sans lien, au hasard des suggestions auxquelles le corps électoral est soumis.

N'est-ce pas au contraire une observation courante que tout homme est intéressant à écouter, quand il parle de ses occupations ordinaires, et que c'est dans le domaine de l'activité professionnelle que chacun est à même d'émettre les opinions les plus personnelles et d'avoir les idées les plus stables et le plus définitivement arrêtées?

Quel que soit l'intérêt de ces raisonnements, observons que les événements eux-mêmes nous poussent irrésistiblement vers la représentation des intérêts. Il y a une trentaine d'années que nous sommes occupés à défaire l'œuvre de la Révolution sur un point où elle a cessé d'avoir raison, parce que la situation économique s'est modifiée d'une manière qu'elle ne pouvait pas prévoir, ce qui prouve entre parenthèses qu'il n'y a pas de dogme intangible ou bien encore qu'il peut se présenter des circonstances où c'est en renversant un dogme qu'on reste fidèle à son esprit.

Pour affranchir l'individu, la Révolution inter-

disait aux citoyens d'un même état ou d'une même profession de se concerter sur leurs intérêts communs, et, maintenant, c'est le contraire, plus nous allons et plus l'idée s'impose à nous que l'individu ne peut se défendre et s'émanciper qu'en s'unissant à ses semblables. Les points de vue changent!

Toujours est-il que quels que fussent nos préjugés et notre résistance aux idées nouvelles, car nous sommes, au fond, des gens bien conservateurs, la nécessité nous a tout de même obligés à violer le grand principe individualiste, en instituant les droits de réunion, d'association, de coalition, de grève, en autorisant la création des syndicats professionnels, agricoles, ouvriers ou patronaux, etc.

Encore avons-nous marché bien timidement dans cette direction. Il est difficile de ne pas voir, en effet, que les nécessités obligent de plus en plus les producteurs à se grouper, dans tous les compartiments de la vie économique, dans l'agriculture, l'industrie, le commerce, chez les patrons et les ouvriers. Ce n'est pas l'ancien régime des corporations qui se reconstitue — l'idée n'est pas même à évoquer, tant les conditions sont différentes! — c'est un système d'associations libres

où l'on rentre et d'où l'on sort à son gré, mais dont chacun fait partie, parce qu'il y trouve un intérêt.

Enfin la représentation des professions s'impose à nous d'une manière impérieuse en ce moment de notre histoire où toutes nos pensées et toutes nos activités ont pour objet de relever notre pays ruiné. Dans cette nouvelle phase de notre vie nationale où les problèmes intéressant notre salut sont exclusivement d'ordre économique, il serait tout de même étonnant de s'adresser aux orateurs pour les résoudre, au lieu de faire appel aux hommes qui créent la richesse.

IV

Il est trompeur de se servir de mots anciens pour définir une situation nouvelle. En voici plusieurs que nous rencontrons sur notre chemin : aller à gauche, aller à droite, démocratie, réaction, autorité, liberté, etc. Dans la lutte des partis, personne n'ignore que ces mots ont acquis des sens assez particuliers qui ne sont pas toujours ceux de la logique ou du dictionnaire et que s'ils expriment des idées, ils traduisent aussi des pré-

jugés et des rancunes qui nous divisaient avant la guerre. Comme la réalité a changé, ce vieux vocabulaire a perdu sa signification ; il en résulte qu'il se crée des malentendus, quand on en fait usage, et qu'il est prudent d'en faire abstraction et de regarder le fond des choses pour juger des problèmes actuels.

En procédant de cette manière on arrive vite à la conclusion que l'idée d'aller à droite ou à gauche cesse réellement de nous intéresser, dans le sens que les malins donnent à ces expressions. Entendez par là que nous sommes résolus à délaisser le tapis vert où nous avons perdu continuellement nos mises ou, si l'on veut, à ne plus jouer à la roulette, dont les politiciens sont les croupiers. Entendez aussi que nous allons vers quelque chose de différent de ce qui l'a précédé et qu'il est vain de se servir du même langage, quand on n'emploie plus les mêmes moyens et que l'on ne poursuit plus le même but.

Pour soulager la misère du peuple et transformer son état, pour réparer nos désastres, payer nos dettes, relever notre population, sauver notre race et notre idéal, le seul levier dont nous disposions est d'étendre la production du pays, d'exploiter ses

ressources, de développer son agriculture, son industrie, son commerce. Pas d'alternatives pour la France : ou cela ou languir, disons plutôt ou cela ou mourir.

Si la production est le facteur dont dépendent notre relèvement national et tout le progrès social, n'est-il pas certain qu'elle doit tenir la première place dans les préoccupations des pouvoirs publics, que l'Etat ne peut éviter de se transformer pour jouer un rôle auquel il n'est pas préparé, et aussi que ses attributions économiques sont appelées à déborder de plus en plus ses fonctions politiques. De ce fait, ne voit-on pas poindre une véritable révolution dans notre manière de comprendre le gouvernement des hommes?

La production est une affaire de science, d'expérience et d'organisation. Nous sommes donc tenus d'avoir au pouvoir des techniciens et des gens d'action ayant fait leurs preuves ; nous ne pouvons nous en passer, aucune usine ne marche sans un directeur capable. Aucune usine ne marche, non plus, si ce directeur est remplacé tous les trois mois, ni s'il n'a pas la liberté de prendre des décisions, d'organiser ses services, de commander son personnel et de s'en faire obéir. Nous savons ainsi que

nous devons avoir au sommet de l'Etat la compétence, la stabilité du pouvoir, la responsabilité, ne craignons pas d'ajouter l'autorité.

Démocratie veut dire contrôle de la nation jugeant en dernier ressort; démocratie voudra dire aussi, dans un avenir prochain, nous l'espérons, droit égal pour tous, mais avancement au mérite, reconnaissance du talent, obéissance aux chefs, respect des connaissances et de la science. Nous examinerons, le moment venu, comment ces principes peuvent être introduits dans notre constitution, nous ne disons pas sans léser les droits fondamentaux du peuple, mais au contraire en s'en inspirant.

Une chose sûre est qu'il est impossible de résoudre aucun des grands problèmes de l'avenir dans les tristes conditions où travaille le parlementarisme actuel. Nous avons assisté pendant la guerre à des spectacles assez étranges, pour n'être pas autrement étonné, s'il arrivait que les gens qui ont détraqué notre production pendant trente ans se croient providentiellement destinés à la réorganiser, mais ils auront peut-être de la peine à convaincre l'opinion qu'ils ont les aptitudes à tenir l'emploi.

Nous devons aborder enfin certaines questions brûlantes : sans le concours de la classe ouvrière, sans son active collaboration, sans son cœur et sans sa bonne volonté agissante, il n'est pas possible d'envisager le relèvement de notre pays, et nous croyons pouvoir montrer qu'en s'engageant dans cette voie nouvelle, non seulement elle n'abandonne pas ses principes, mais elle revivifie sa doctrine.

CHAPITRE VIII

Le nouveau socialisme.

I. L'idéal socialiste. — Ce qu'il exprime. — Les erreurs du vieux socialisme. — Le mysticisme.

II. Socialisme et réalités. — Nous ne connaissons pas la société future. — Vivant dans l'avenir et n'observant pas le présent, nous n'avons vu venir ni la guerre, ni la trahison du parti socialiste allemand. — La spéculation pure et la vie pratique.

III. Une illusion du vieux socialisme ; l'internationalisme ouvrier. — Les patries devaient disparaître, mais elles se fortifient. — Les systèmes économiques sont nationaux. — La fusion des nations, rêve absurde. — L'ouvrier français contre l'ouvrier allemand.

IV. Le bon sens nécessaire dans une démocratie. — Dix millions d'hommes à la barre. — Défendons le droit, mais ne compromettons pas pour lui notre existence. — Un grand fait : la guerre économique des nations. — Va-t-il disparaître? Non, il s'accentue. — Ouvriers et patrons également intéressés à défendre l'industrie qui les fait vivre. — Le socialisme conscient doit être avant tout national.

V. Transformation douloureuse à opérer. — Les habitudes. — Le but et les moyens. — L'organisation socialiste, les dévouements qui la soutiennent. — Nécessité de la sauver pour la démocratie et pour le pays.

VI. Pas d'espoir pour le socialisme, s'il ne renonce pas à la lutte des classes. — L'intérêt national. — L'action ouvrière doit travailler pour le relèvement du pays. — Intérêt commun des patrons et des ouvriers.

I

Dégagé des aperçus inutilement grandiloquents au moyen desquels on l'obscurcit souvent, le socialisme est un idéal qui se propose dans le présent d'améliorer les conditions d'existence des plus humbles et dans l'avenir de fonder une société plus humaine où la solidarité ferait place à la concurrence dans des conditions encore indéfinies aujourd'hui.

Le socialisme est une tendance qui s'affirme avec une force singulière et dont le progrès se poursuit d'une manière irrésistible, le socialisme est la religion du peuple, il est le suprême espoir de l'humanité ou constitue son plus grand danger.

De deux choses l'une : ou le socialisme sera dirigé intelligemment vers les voies possibles et petit à petit il se rapprochera de son idéal et réalisera les plus grandes choses, ou il se déchaînera comme une force aveugle sans se plier aux lois naturelles et, en ce cas, il se brisera, en ébranlant peut-être toute la civilisation. Si le socialisme s'appuie sur la science, il peut sauver le monde ; s'il prend son soutien dans l'ignorance, il peut en amener la destruction.

Il y a aussi un moyen terme; nous le savons : le socialisme ne se réalisant pas et tournant à la parodie, le socialisme devenant la proie des flatteurs et des charlatans, le socialisme couvrant sous de grands mots une petit régime médiocre et inefficace, le socialisme arrêtant l'essor de la nation et condamnant cette dernière à traîner une vie précaire en attendant l'accident, le faux socialisme enfin. C'est, croyons-nous, sous ces graves aspects que se présente le problème démocratique pour ceux qui réfléchissent.

Le mouvement socialiste est profond, en tant qu'il traduit le malaise des masses auxquelles la civilisation présente donne peu d'agrément. Une grande partie de notre population vit dans des conditions chétives et peu sûres, son présent est maigre et son avenir est borné. En dehors de ces revendications matérielles, le peuple est animé d'une sourde révolte à l'égard d'un système de production qui l'emploie comme une machine, d'aucuns disent comme un esclave, sans faire une part à son intelligence et sans ménager sa dignité. Une contradiction effrayante se développe ainsi dans la société moderne : tandis que nos formes politiques évoluent vers la démocratisation, éveillant l'espoir en

un nivellement des conditions, nos formes économiques s'orientent au contraire vers la hiérarchie et par conséquent vers l'inégalité des situations.

Cette constatation éveille chez les socialistes la conclusion simpliste que l'une des forces doit briser l'autre et que la leur ne peut manquer d'être victorieuse dans ce conflit. C'est une étrange illusion. Les conditions dans lesquelles se présente le problème économique ne sont pas comprises par les militants de la classe ouvrière et le socialisme se débattra dans l'impuissance, aussi longtemps qu'il n'aura pas pris son parti de jeter par-dessus bord un certain nombre de fausses notions qui l'empêchent de discerner la route à suivre.

On a pris l'habitude de désigner le mode de production actuel sous le nom de capitalisme. Cette définition n'étant juste que d'une manière partielle; son adoption est une source d'erreurs. A cause d'elle nous sommes portés à rattacher tous les vices du système économique à la circonstance que les moyens de production appartiennent aux détenteurs des capitaux et dans de telles conditions, ces derniers ont bon dos.

Toute autre est cependant la vérité scientifique et les choses ne seraient pas modifiées, autant

qu'on le croit, si l'Etat se substituait aux capitalistes pour diriger les entreprises, en supposant qu'il soit capable de mener cette tâche à bien. D'abord, le caractère individuel des entreprises subsisterait : les mines, les usines, etc. ne changeraient pas de place, parce qu'elles sont établies aux endroits où se trouvent leurs bases naturelles ; les gisements houillers et métalliques présenteraient les mêmes particularités, leur exploitation soulèverait les mêmes problèmes et réclamerait la même ingéniosité ; les manufactures seraient tributaires aussi des mêmes conditions locales et générales ; il en résulte que dans l'état actuel des moyens techniques, leur organisation ne serait pas non plus différente. Qu'y aurait-il de changé ?

Les ouvriers n'obéiraient plus au capitaliste, mais au fonctionnaire. De toute manière, il faudrait toujours se plier, se soumettre au règlement, reconnaître une autorité comportant de nombreux degrés. Dans l'armée, nous comprenons la nécessité de tous les grades allant du sous-officier au généralissime, nous trouvons juste aussi qu'on donne la croix de guerre à ceux qui se distinguent et qui font mieux que leurs camarades. Ce principe d'un avancement gradué sur le mérite est de ri-

gueur dans toute œuvre collective. Ayons donc le courage de reconnaître que l'égalité véritable des citoyens n'est ni possible ni désirable et que l'ériger en dogme serait barrer la route au progrès. Au surplus, comment serait-il démocratique de ne pas encourager l'effort et de traiter tout le monde de a même manière, quels que soient les services rendus ?

Dans le socialisme d'avant la guerre, il y avait avant tout une erreur de méthode, une manière de penser qui n'était pas moderne et qui devait donner lieu à des mécomptes. En partant d'un point de vue sentimental ou philosophique, on se croyait à même de résoudre tous les problèmes de la vie pratique, on prétendait déduire d'un petit nombre de principes la solution des questions les plus diverses : politiques, économiques, militaires, fiscales, etc. Un bon socialisme n'avait pas à étudier les faits, parce qu'il savait de suite, en se référant à ses postulats, ce qu'il devait penser de chaque matière.

Ne vous récriez pas, ne dites pas que c'était l'état d'esprit des militants modestes, c'était celui des plus éminents. Les faits comptaient si peu pour les socialistes qu'ils ont vécu pendant cinquante ans

sur les théories marxistes sans chercher à les compléter, à les reviser ou du moins à s'assurer que la suite des événements en apportait la confirmation. Les doctrines étaient au-dessus de tout examen et l'on n'admettait pas que la critique pût les modifier. On était au fond sous l'empire d'une pensée mystique, on croyait que le socialisme se réalisait tout seul, que des forces invisibles le poussaient, que le tout était d'arriver au pouvoir, qu'ensuite on s'y débrouillerait. Qu'y aurait-on fait ?

II

On ne peut rien fonder sur le rêve. Que sont les idées démocratiques? Une conception de notre esprit, qui repose sur des sentiments moraux, un but très noble et très prenant que nous concevons et qu'il nous est malaisé d'atteindre, parce que loin de l'aider, la nature lui fait obstacle.

C'est à force de biaiser et de ruser avec les lois du monde, en les tournant habilement, en nous servant de celles qui sont utiles à nos fins et en éludant les autres que nous pouvons arriver petit à petit à réaliser les idées démocratiques. Nous avons des chances d'y réussir à la longue, parce que l'es-

prit finira vraisemblablement par l'emporter sur la matière, mais il serait vain d'escompter une victoire qui ne serait pas le résultat d'une lutte opiniâtre où nous aurions déployé sans compter les ressources de notre intelligence et de notre volonté.

Dans cette guerre aussi nous devrons épier nos ennemis, les attaquer à bon escient quand leurs positions sont défavorables et ne pas les entreprendre au contraire sur les terrains où nous les jugeons bien protégés — inutile d'aller au désastre, n'est-ce pas? Dans cette guerre aussi nous aurons à changer nos tactiques, améliorer nos armements et développer notre puissance, sans nous lasser et sans nous décourager, jusqu'au jour où il nous sera donné de dominer nos adversaires et de percer leurs lignes.

Dans cette guerre enfin il arrivera que le résultat atteint, nous serons étonnés de découvrir que nous ne sommes plus les mêmes, que notre caractère s'est trempé, que nos idées se sont modifiées, que nous avons acquis de l'expérience, si bien qu'il nous apparaîtra aussi que si la victoire ne nous avait pas coûté d'efforts, elle eût été sans intérêt pour nous, parce que nous n'aurions pas su en profiter.

Quel enseignement que la guerre actuelle! Nous

voyons le monde tel qu'il est, aveugle et sans sensibilité, comme le volant de la machine qui broie le pauvre ouvrier. Démocratie, justice, bon droit, est-ce que cela pèse une once dans la lutte qui se poursuit? La nature est indifférente à nos idées, elle n'a pour elles ni sympathie ni répulsion, elle poursuit sa marche inexorablement en avant, donnant la victoire au plus habile et au plus fort, sans se soucier de sa moralité.

A côté de l'idéalisme éclairé que nous tenons à conserver, parce qu'il est l'honneur de notre race, il y en a un d'un caractère vieillot auquel nous devons faire la chasse, parce qu'il induit le peuple en erreur et l'empêche de s'orienter vers les voies raisonnables qu'il a tant d'intérêt à suivre.

Rien de plus néfaste que la croyance d'après laquelle des idées doivent se réaliser inévitablement, parce qu'elles sont justes et généreuses. Partant de cette foi naïve, on tient pour certain que l'on connaît la mentalité et les formes sociales qui régneront dans trente ou dans cinquante ans d'ici. Disposant de cette connaissance, on se croit à même de solutionner les questions actuelles et de déterminer ce qu'on doit faire aujourd'hui. N'est-ce pas absurde!

Il est piquant d'observer que des penseurs qui prétendaient connaître l'avenir éloigné n'ont pas pressenti les faits énormes qui se préparaient dans un délai très proche, ni la terrible guerre qui s'annonçait si visiblement, ni l'imminente trahison du parti socialiste allemand, pas plus qu'ils n'ont constaté la décadence économique et politique dans laquelle notre pays était engagé si gravement qu'il ne pouvait plus attendre son salut que d'un cataclysme. Et d'où venait leur aveuglement, si ce n'était de la tendance de leur esprit à vivre dans un monde embelli qui n'existait pas encore, mais qui lui paraissait si certain que les laideurs du temps présent étaient pour eux provisoires et que, ne voulant ni s'y attacher ni les considérer, ils aimaient mieux ne pas les voir!

Ce mauvais idéalisme est au surplus moins oùvrier que bourgeois; il a été introduit dans les cerveaux des travailleurs par des professeurs ou des esprits nourris dans la philosophie universitaire, qui sont professionnellement des fonctionnaires et n'ont jamais eu de contact avec les difficultés de l'existence active. Quelle que soit leur intelligence ou l'honnêteté de leurs intentions, ces hommes ont souvent une impuissance particulière

à comprendre des problèmes de la vie courante qui relèvent moins de la science que du vulgaire sens commun : avec une inconscience qui fait peur, ils s'emploient à transformer en principes d'action des théories qui n'intéressent que la spéculation pure, dans la mesure où elles ne sont pas de simples jeux de l'esprit.

Cette tendance à mêler une philosophie douteuse appartenant à la catégorie des vérités non contrôlées, à des décisions pratiques intéressant la vie de tous les jours qui devraient s'inspirer avant tout des réalités du moment, n'a pas joué un rôle médiocre dans nos malheurs. On en meurt encore en ce moment. Nous sommes convaincus que les ouvriers laissés à eux-mêmes auraient souvent un plus juste sentiment des réalités que les savants qui se font leurs conseillers; nous croyons aussi qu'ils ont assez des mots et des grandes phrases et qu'ils aspirent à des manières de voir plus sincères, plus modernes et plus scientifiques.

III

L'ancien point de vue socialiste poursuivait la vaine entreprise de réaliser un idéal théoriquement

conçu dans un milieu qu'il ne s'était pas donné la peine de connaître. Nous devons procéder différemment, non pas renoncer à nos idées, les garder au contraire, mais être avant tout attentifs aux faits de notre époque et comprendre leur direction.

Quand nous faisons la guerre, s'il arrive que les choses ne marchent pas à notre gré, est-ce qu'il nous plaît de l'ignorer et de nous faire des illusions? Un clair instinct nous dit qu'on ne peut agir à propos, si l'on ne voit pas la réalité comme elle est.

Il en est ainsi des questions sociales : nous sommes tenus de savoir comment elles se posent, pour intervenir utilement dans leur domaine; nous devons avoir conscience des nécessités qui nous entourent pour être à même de constater que certaines directions qui flattent chez nous des idées préconçues sont dangereuses à suivre ou ne mènent à rien et que d'autres orientations qui n'avaient pas retenu notre attention sont celles qui sont le moins parsemées d'obstacles et peuvent nous conduire le plus vite au but.

Ce n'est pas en contemplant un idéal imaginaire, mais en nous inspirant des réalités matérielles, c'est-à-dire en suivant la méthode de la science que nous ferons progresser le socialisme.

Une des illusions les plus grosses de conséquences de l'ancien état d'esprit socialiste était la conception de l'internationalisme ouvrier. Beaucoup des nôtres l''entendaient de telle manière qu'il était certain à leurs yeux que nous marchions vers une société nouvelle où les travailleurs de tous les pays devaient communier dans une fraternité universelle ; d'après eux, les frontières devaient être supprimées, les nations disparaître : devançant leur époque, certains esprits hardis croyaient vivre en ce moment paradisiaque, et déjà le mot de patrie n'avait plus pour eux qu'un sens historique. Aberration véritable : pendant qu'ils se nourrissaient, en effet, de ces chimères, loin d'évoluer dans leur sens, les faits s'orientaient dans une direction inverse à leur douce folie.

Si nous avions observé la réalité sans être influencés par des théories, nous aurions vu que l'idée de patrie n'allait pas en s'affaiblissant, mais prenait au contraire plus de consistance dans le monde. Cette constatation est un peu déroutante à première vue, elle marche ou paraît marcher contre certaines aspirations qui font désirer à tous les hommes éclairés non pas la fusion des peuples, mais leur rapprochement, une pénétration intime

des uns avec les autres qu'on imagine volontiers devoir correspondre à ce qu'on pourrait appeler un abaissement du sentiment national en général. Nous verrons cependant plus tard que cette contradiction n'existe pas.

Si maintenant on veut savoir pour quelle raison l'idée de nation tend à se fortifier avec le temps et non s'atténuer — sans considérer ici le réveil de sentiments auxquels donne lieu la guerre actuelle, — on la trouvera dans l'évolution du système économique lui-même.

Il est impossible, en effet, de ne pas voir que ce dernier présente un caractère de plus en plus national, à mesure qu'il s'oppose plus nettement à ses concurrents sur le marché mondial et qu'il devient un organisme plus compact, plus serré, dont les parties sont plus solidaires, trait dans lequel s'exprime son progrès. Les différentes branches de l'activité du pays, agriculture, industrie, commerce, se sont développées en effet dans un certain rapport les unes avec les autres pour assurer l'existence d'un peuple déterminé ; elles sont en relations avec ses besoins, ses goûts, ses mœurs ; elles correspondent à ses conditions locales, elles ont grandi et pris leurs aspects spéciaux sous l'influence de son

état politique, de sa législation, de ses traités de commerce, etc. Par essence, le système économique est donc national et la marche des choses veut qu'il le soit de plus en plus.

En observant de près la réalité, on ne peut pas admettre ou regarder comme possible — à moins d'envisager un avenir si distant qu'il n'intéresse plus personne — une fusion des systèmes économiques nationaux s'agglomérant et se pénétrant de manière à former un système unique, solution que caressait l'Internationale d'avant la guerre, ou qui inspirait du moins implicitement son activité.

Une telle hypothèse impliquerait un remaniement des branches de production des différents pays, qui se heurte à une telle impossibilité matérielle qu'il est enfantin de la considérer sérieusement. Par ce déplacement des industries — dans ce système rationnel chaque région ne devrait-elle pas produire ce qu'elle est la plus apte à fabriquer? — Anglais, Français, Allemands, etc., déracinés, iraient les uns chez les autres exercer leur métier. A ce moment, il est vrai, il n'y aurait plus de langue nationale, ni de race, ni d'instincts, ni de traditions. Alors on a le temps d'y songer!

Pour n'avoir pas été formulées avec précision,

ces absurdités n'en étaient pas moins à la base de l'action que menait l'Internationale ouvrière avant la guerre. On ne peut les répudier, sans reconnaître que le système économique moderne est par essence national; mais s'il est tel, l'ouvrier français n'a pas le même intérêt que l'ouvrier allemand, puisqu'il tire son salaire d'une industrie concurrente, et s'il en est ainsi, quelle lacune dans le point de vue socialiste qui ne reconnaissait pas cette vérité!

IV

Si le socialisme ne s'appuie pas sur les réalités, s'il est seulement un idéal qui vise à changer le monde en transformant les cœurs et les esprits, son échec est certain. Avant lui, le christianisme a voulu fonder sur la terre l'amour universel et n'y a pas réussi : faute de mieux, finalement, il s'est contenté de fabriquer des prêtres comme nous des députés.

Les idées sont des forces seulement quand elles sont vraies : quand elles sont fausses, alors même qu'elles se répandent, elles ne peuvent se traduire en actes et jouent le rôle d'une entrave ou d'un

obstacle au progrès, aussi longtemps qu'elles n'ont pas été expulsées.

Pour bâtir une maison on n'utilise pas la première couche de terre, on la traverse et l'on creuse le sol assez profondément pour arriver aux formations serrées que la nature a mis des siècles à constituer et qui sont seules assez sûres pour supporter l'édifice. Il y a chez l'homme aussi des instincts superposés qui représentent l'expérience accumulée des innombrables générations qui ont vécu avant lui, ce sont les parties les plus stables de son être, elles constituent son caractère. Au-dessus d'elles flotte le mince dépôt des idées, c'est une matière mouvante : comme la couche de sable, le vent l'amasse ou la disperse, à la longue elle se tasse d'une manière qu'il était difficile de prévoir; aussi n'est-ce pas sur elle qu'on peut fonder quelque chose.

Dans une monarchie, il est indifférent que le peuple ait des idées fausses, ce n'est pas lui qui gouverne; dans une démocratie, si le peuple a l'esprit rempli d'une conception irréelle, c'est la ruine. Chez nous dix millions d'hommes sont à la barre, ils n'ont pas le droit d'avoir un esprit romantique, ils sont tenus de posséder du bon sens, de

la pondération, ils ne doivent pas s'abandonner à des illusions et leur devoir est de considérer les choses comme elles sont. C'est aussi l'obligation de tous ceux qui comprennent d'agir sur l'opinion pour la ramener à des vues sensées, quoique ce soit un rôle ingrat de remonter des courants.

Nous ne pouvons rien dire des idées qui règnent en ce moment, nous ne les connaissons pas, le nouveau peuple est un sphinx. Quelles paroles sortiront de sa bouche? C'est le secret de demain. Une chose certaine est que nous étions avant la guerre sous l'influence d'un mysticisme si puissant que nous ne distinguions plus les réalités. Nous raillons avec raison les Allemands qui se croient prédestinés à répandre dans le monde entier la forme de « kultur » dont ils sont les représentants et qu'ils jugent supérieure à toute autre; il faut bien dire cependant que nous ne sommes pas plus raisonnables en pensant que notre pays a la mission de faire pénétrer dans l'univers un certain idéal de justice sociale horriblement naïf, irréalisable sous la forme simpliste qu'il prend dans notre esprit, compris du reste religieusement, puis qu'on ne peut le discuter chez nous sans être soupçonné de pactiser avec le diable, de même

qu'il est illicite en d'autres milieux de critiquer la Bible.

Dans la vie ordinaire, quand un homme bon, sentimental, passe son existence à jouer le rôle d'un apôtre ou d'un propagandiste désintéressé, ses intérêts matériels en souffrent, il se ruine et met sa famille sur la paille, les choses se passent du moins ainsi la plupart du temps. Cet homme peut avoir cependant de grandes satisfactions et son sacrifice individuel a sa justification, puisque la société profite du dévouement des êtres d'élite. Pouvons-nous souhaiter toutefois que notre pays se conduise de cette manière, devons-nous désirer qu'il compromette ses intérêts et se résigne à s'appauvrir ou à diminuer en puissance pour être dans le monde le chevalier du Droit? N'est-il pas raisonnable de penser que tout en restant fidèles aux traditions qui nous sont chères, nous avons l'obligation d'agir à la manière des gens de bien qui s'efforcent de concilier tous leurs devoirs sans en oublier aucun?

Il existe une réalité de grande dimension à laquelle le socialisme n'a jamais fait sa part, quoiqu'elle s'impose comme une vérité fondamentale, on pourrait dire comme une vérité dernière,

puisqu'elle est la base du progrès moderne et que c'est par elle que s'écrit l'histoire, c'est l'état de guerre économique existant entre les nations.

Peut-on concevoir la disparition de ce fait de premier ordre? Nullement. On ne peut même pas l'imaginer. Aucun grand pays ne se suffit à lui-même, il importe et il exporte des quantités telles de marchandises que son existence est de plus en plus liée au marché mondial. Sur ce marché tous les pays sont concurrents et gagnent ou perdent, selon qu'ils produisent ou non à meilleur compte. Le pays qui l'emporte progresse au détriment des autres et gagne sur eux en richesse, en population et en puissance politique. Inversement, le pays qui ne tient pas son rang sur le marché mondial, recule aux mêmes points de vue, nous en savons quelque chose.

Ce grand fait ne s'atténuera pas après la guerre, au contraire, il est appelé à dominer la prochaine histoire du monde, et nous devons pas seulement l'admettre en nous y résignant, mais l'accepter avec toutes ses conséquences.

L'une d'elles est la suivante : le sort des ouvriers est lié à l'industrie qui les emploie. Le 7 avril dernier, le député socialiste allemand Scheidemann

disait dans le *Vorwaerts* qu'une défaite de l'Allemagne aurait des suites terribles pour son industrie nationale, qu'il en résulterait la misère pour les ouvriers allemands, que, par suite, ceux-ci devaient souhaiter la victoire de leur pays. C'est un fait évident. Si la guerre le rend particulièrement visible à nos yeux, il convient d'observer qu'il se manifeste aussi bien dans les temps normaux pendant la paix. Ce que gagnent les ouvriers d'un pays, toutes les fois qu'il s'agit d'industries en concurrence sur le marché mondial, les ouvriers d'autres pays le perdent.

Autre conséquence : les ouvriers et les patrons d'une même industrie sont solidaires, ils ont le même intérêt à la défendre contre ses rivaux étrangers. Troisième conclusion plus générale : les ouvriers et les patrons d'un même pays forment un bloc, car il n'est pas possible que le pays périclite ou progresse sans que tous deux en souffrent ou en profitent. C'est pour ces raisons que non seulement en France et en Allemagne, mais en Angleterre, en Italie, en Russie, en Belgique, etc., le socialisme doit prendre un caractère énergiquement national.

V

Si la lutte de classes est une erreur, si la politique a fait faillite et si l'union de tous les citoyens s'impose, que reste-t-il du socialisme? diront certains, car on voit cette chose curieuse chez tous les hommes qu'après avoir adopté des moyens pour atteindre un but, ils oublient ensuite le but pour s'attacher aux moyens. Cette illusion se produit chez eux, quand ils ont exercé la même activité pendant un temps assez long, pour qu'elle soit devenue une habitude et par suite une paresse ou un plaisir auxquels ils ne peuvent plus renoncer.

Quand un philosophe a raisonné pendant des années pour dégager des vérités, celles-ci finissent par l'intéresser beaucoup moins, sans qu'il se l'avoue, que le besoin d'exercer ses facultés ou de disserter. Dieu tout court n'attire pas le croyant autant que les rites, les sacrements et les autres pratiques de la religion qu'il observe depuis son enfance. Le juge Dandin ne peut se faire à l'idée de passer ses jours sans condamner personne; retiré du métier, il satisfait sa marotte en tranchant d'imaginaires procès. Nous connaissons un jeune

chirurgien qui se morfond quand il n'a pas été pendant deux jours à l'hôpital. Que ferait-il, s'il n'avait plus de jambes à couper? Que feront les socialistes, s'ils ne peuvent plus cogner sur les bourgeois? Vaudra-t-il pour eux la peine de vivre?

En dehors des difficultés qu'ils vont éprouver à rompre avec des habitudes enracinées et des manières de voir routinières, les socialistes ont à résoudre un problème douloureux qui ne se pose pas du reste seulement pour eux, mais aussi pour beaucoup d'autres institutions de notre pays, qui sont inaptes à jouer le nouveau rôle qui leur est assigné, à moins de s'amputer cruellement. Songez à la situation des grands établissements financiers, qui se sont enrichis en exportant notre argent à l'étranger, après s'être persuadés qu'un pays se développe en ne travaillant pas — de quoi ne peut-on se convaincre, en vérité quand on y a intérêt? — La plus grosse difficulté pour ces banquiers n'est pas de changer d'opinion, mais de refondre entièrement leur organisation qui ne répond pas aux besoins actuels. Pour s'occuper d'industrie, ils n'ont ni le personnel ni l'agencement qui convient : en même temps qu'ils ont à

trouver les conseillers techniques dont ils sont dépourvus, ils doivent envisager la suppression de la multitude des petites boutiques appelées par eux pompeusement succursales qu'ils avaient semées sur notre territoire dans le but de glisser des papiers étrangers dans les portefeuilles les plus modestes, pour leur substituer ces grandes banques régionales que réclament nos centres industriels. Pour eux aussi l'alternative est de remplir leur fonction nationale ou de disparaître.

Pour les socialistes, il se pose de même la question de savoir si leur organisation peut subsister, dans quelle mesure il est possible de la conserver, quels changements elle doit subir pour faire face à la nouvelle orientation qui leur est imposée par les événements. Pour les socialistes, la question la plus importante de toutes est la suivante : le parti socialiste peut-il avoir une doctrine, un programme, un but qui le différencie des autres partis ? En s'appuyant sur les réalités, est-il à même de se constituer une plate-forme originale ?

Nous comprenons cette préoccupation, nous avons connaissance des trésors de dévouement qui ont été dépensés par d'innombrables militants

désintéressés pour grouper les travailleurs dans un parti distinct. Que ce parti n'ait pas toujours été dirigé dans des vues droites, c'est une chose assurément malheureuse, mais sa constitution n'en est pas moins un effort admirable, un résultat des plus méritants.

Au surplus, si l'on réfléchit aux difficultés que rencontrent chez nous les œuvres d'association et si l'on songe à ce mauvais individualisme qui nous pénètre jusqu'à la moelle, on reconnaîtra l'importance du patient labeur accompli par le parti socialiste. N'a-t-il pas devancé les autres dans la voie de l'organisation, n'en est-il pas chez nous l'initiateur? Et s'il est vrai qu'il exerce dans le pays une influence supérieure à sa valeur numérique, ne le doit-il pas à sa discipline et à son unité?

Qui ne rend justice, en outre, au désintéressement de ses membres? Ce n'est pas dans les rangs des humbles citoyens socialistes que se trouvent les solliciteurs et les profiteurs qui sont la plaie du régime actuel, ce ne sont pas les électeurs socialistes qui demandent des décorations, des places et des bureaux de tabac.

Quelle tristesse, hélas! que la foroe magnifique

du parti socialiste ait été dirigée sur des voies fausses et se soit gaspillée dans des agitations nuisibles en s'appuyant sur des doctrines erronées qui ont compromis sa cause au lieu de la servir! Que d'efforts perdus! Que de dévouements dépensés sans raison! Que de passions déchaînées inutilement! Quelle déperdition lamentable de sentiments nobles et de bonnes volontés!

Cependant l'organisation socialiste se dresse encore devant nous comme une splendide usine, installée merveilleusement, qui donne de pauvres résultats, parce qu'elle travaille avec de mauvaises méthodes, qui est perdue, si elle persévère dans ses mauvais principes, mais qui est sauvée si elle y renonce. Oh! camarades, écoutez-nous.

VI

Aucune amélioration matérielle ne pouvant être envisagée sans l'extension de notre agriculture, de notre commerce et de notre industrie, une telle extension étant, d'autre part, impossible à réaliser sans l'existence de bons rapports entre les patrons et les ouvriers, il en résulte que la collaboration des classes est une nécessité.

En présence de cette situation que peuvent faire les socialistes? Ils ont le choix entre trois attitudes. Examinons les.

La première consiste à ignorer les réalités et à reprendre impassiblement la politique d'autrefois en s'inspirant du mot fameux : « La séance continue. » Il est facile de montrer que si le parti socialiste adoptait cette ligne de conduite, il n'aurait pas un atout dans son jeu et marcherait vers sa perdition aussi bien dans l'hypothèse du succès que dans celle de l'échec.

S'il échouait après s'être mis en travers du sentiment national, il perdrait tout prestige et tomberait à l'état d'une petite secte sans influence, mais s'il réussissait, ce serait pis encore pour lui, puisque l'arrêt de la production qui résulterait de son succès jetterait le peuple entier dans la misère. Le plus grand malheur pour le parti socialiste serait d'arriver au pouvoir : comme il n'a ni les hommes, ni les connaissances, ni l'expérience, qui sont nécessaires pour l'exercer, comme les conditions matérielles font défaut pour une administration socialiste, comme l'insuffisance de notre éducation populaire ne la permet pas non plus, il est impossible au parti socialiste de gouverner sans

faire faillite et sans entraîner la nation dans l'abîme. Empressons-nous cependant de déclarer que les socialistes sérieux commencent à se pénétrer de ces vérités.

Plus probable et plus à redouter est une seconde attitude. On peut la définir ainsi : faire une cote mal taillée, continuer à affirmer de grands principes auxquels on ne croit plus, mais se prêter dans la pratique à une certaine évolution contraire, de manière à concilier toutes les tendances. Si le parti socialiste s'engageait dans cette voie, il cesserait d'être un éclaireur pour devenir un suiveur; les événements le dépassant toujours, il jouerait un rôle effacé. D'autre part, son action incolore ne répondrait pas à une situation exigeant les transformations les plus hardies.

Nos amis doivent se persuader qu'ils ne peuvent sauver leur organisation que s'ils sont les premiers à affirmer les formules dont le pays a besoin. Ces idées sont les leurs, puisqu'elles sont les plus favorables aux aspirations des travailleurs et des pauvres gens. Nous demandons aux socialistes de réfléchir à la grandeur de la mission qu'ils assumeront en s'en constituant les champions.

Qu'une partie de leur doctrine s'écroule, celle qui a trait aux moyens, à la tactique à suivre, peuvent-ils s'en étonner? Les plus grands événements de l'histoire se passent en ce moment, il va sortir d'eux des transformations, des bouleversements si profonds que la plupart de nos idées seront à reviser, les circonstances de temps et de milieux ayant complètement changé. Beaucoup survivront en s'amendant, mais malheur à celles qui seraient trop vieilles pour s'adapter aux temps nouveaux !

Si la lutte de classes, ou l'antagonisme économique du patron et de l'ouvrier est un fait, il n'en résulte pas que nous devions l'aggraver. En voici la preuve : la lutte des nations est aussi un fait et nous sommes d'avis cependant qu'il faut l'atténuer. A parler franchement, il est choquant d'être pacifiste au dehors et belliqueux chez soi, de vouloir la paix à l'extérieur et la guerre à l'intérieur, d'épargner l'Allemand et de décimer le bourgeois. Nous cherchons un moyen de régler automatiquement les conflits qui surgissent entre les nations, avouons qu'il serait étrange de poursuivre un but de cette nature et de ne pas avoir aussi la préoccupation de trouver un mécanisme

pour solutionner les litiges qui divisent nos concitoyens.

En renonçant à la lutte de classes ou plutôt en l'interprétant autrement qu'ils ne l'ont fait jusqu'ici, car c'est de cela qu'il s'agit, les socialistes abjureraient un point de leur doctrine, mais ils seraient fidèles à son esprit.

L'expérience est le seul critérium des sciences sociales : si les faits établissent que la lutte de classes aboutit à ruiner un pays et les travailleurs qui l'habitent, il n'y a pas de théorie qui oblige à la conserver.

Le véritable point de vue socialiste consiste à désirer le développement du capitalisme, puisqu'il s'identifie dans nos sociétés avec le progrès industriel et commercial. L'action ouvrière ne peut prendre conscience d'elle-même ni se perfectionner, ni se moderniser dans un pays ou prédominent la petite et la moyenne entreprise, comme c'est le cas chez nous. A la grande industrie correspond la grande organisation ouvrière, à la grande usine le grand syndicat. Quand les fabriques sont cartellisées, comme en Allemagne, l'action ouvrière s'adapte à la concentration patronale, elle s'élargit et prend la même amplitude.

Ce régime est favorable aux travailleurs; on pourrait en donner la preuve en montrant que le mouvement des cartels et des trusts a toujours été bien vu des ouvriers allemands et américains, que ceux-ci sont bienveillants à son égard et en parlent sympathiquement. Plus l'industrie est grande, plus elle est stable et moins l'ouvrier a de chômage; plus l'industrie est organisée, plus elle défend ses prix et plus les salaires sont réguliers; plus l'industrie est vaste, plus ses produits sont identiques et plus les salaires sont unifiés. Quand les patrons et les ouvriers sont groupés en de puissantes corporations, il leur est plus facile de s'entendre entre eux que dans un régime de petite production où ils sont disséminés et travaillent dans des conditions qui diffèrent d'une usine à l'autre.

Un point de vue socialiste un peu large est celui qui consiste à admettre que le développement de la production est la chose qui importe et que toute politique est mauvaise pour l'ouvrier, si elle arrête l'essor industriel. Contrairement au préjugé courant, l'ouvrier doit désirer aussi que son patron gagne de l'argent. Si ses affaires réussissent, il agrandira son entreprise ou en créera une autre et la main-d'œuvre sera plus demandée et renché-

rira d'une manière générale. Inversement, si son profit est mesquin, il n'osera pas développer son usine, mais sera plutôt tenté de la réduire, circonstance moins favorable, on le comprend, pour les salaires. Telle est la réalité.

CHAPITRE IX

L'union des classes.

I. Les préjugés socialistes contre une collaboration des classes. — Sous ce régime en vérité l'organisation ouvrière se fortifierait. — L'ancienne lutte de classes était barbare et se retournait contre le travailleur. — Supprimer les conflits journaliers au moyen d'accords de longue durée. — Établir une procédure d'arbitrage entre patrons et ouvriers. — Elle existe en Angleterre.

II. La lutte des classes contre l'union ouvrière. — La grande masse hostile aux idées subversives. — Puissance des syndicats quand ils engloberont tous les salariés, sans distinction de religions et de partis. — L'essor de l'industrie, si les capitalistes reprennent confiance.

III. L'accord des classes, seul moyen de réaliser le socialisme. — Pas de progrès démocratique, si le peuple n'a pas l'expérience des réalités. — Une collaboration avec la bourgeoisie donnerait au prolétariat le sens des possibilités. — Nécessité d'attacher l'ouvrier à l'usine par un lien durable.

IV. L'ouvrier dans le système économique actuel. — Ses justes revendications. — Besoins moraux non satisfaits. — L'association du capital et du travail en Angleterre et en Amérique. — Les échelles mobiles de salaire. — La participation aux bénéfices. — L'actionnariat ouvrier.

V. La mentalité des ouvriers dans le nouveau système. — Leur contact avec le fonctionnement des entreprises. — Ils gagneraient l'expérience et la maturité. — Circonstances propices à cette évolution. — Sans l'union pas de relèvement pour le peuple et pour le pays.

I

Tous les points de vue nouveaux ont à souffrir de malentendus. On commence par les croire inconciliables avec des vérités acquises, puis on s'aperçoit qu'ils s'accordent très bien avec elles, d'où il résulte que les idées sont un peu comme les gens sur ce point qu'il n'est pas sage d'en juger d'après les apparences ou de se fier à l'impression que donne leur premier contact.

Nous voulons aborder une objection qui ne nous a pas été faite, mais qui se trouve dans l'esprit des socialistes qui lisent ces écrits. Quand on ne réfléchit pas plus loin, collaboration des classes veut dire accord des classes, accord des classes s'interprète comme fusion des classes, fusion des classes prend le sens de suppression d'une organisation ouvrière distincte.

Et c'est précisément le contraire : non seulement la collaboration des classes ne fait pas disparaître les classes, mais elle les fortifie; non seulement elle ne tue pas l'organisation ouvrière, mais elle lui donne une grande extension et ne peut pas s'établir sans cette condition.

Loin de reposer sur un confusionnisme hypocrite où les intérêts sont mélangés au point de ne plus se distinguer, la collaboration des classes ne peut fonctionner que si ces intérêts sont différenciés et rangés par catégories. Comme la collaboration des classes est un contrat que des collectivités passent les unes avec les autres, elle ne peut se fonder que si les collectivités existent et les collectivités ne peuvent exister que si elles sont représentées par des groupements traitant en leur nom.

Dans un régime de collaboration des classes, l'organisation ouvrière aurait des capacités et des droits qui ne lui ont pas encore été reconnus, elle engloberait dans son sein l'universalité des salariés, elle serait donc bien plus puissante qu'elle ne l'est aujourd'hui.

Sans revenir sur des faits précédemment rapportés, contentons-nous de rappeler que la société moderne est entrée dans une phase de son évolution où l'on voit apparaître de nouvelles tendances appelées à s'accentuer et dont on peut attendre une grande transformation du système économique actuel. Nous voyons le mouvement d'association se propager curieusement dans toutes les professions. Ce qu'il y a de sain, de vigoureux et de

nécessaire dans l'individualisme n'est pas atteint et ne peut pas l'être, mais ce qu'il renferme de débile et d'anti-social s'élimine peu à peu par le jeu des intérêts qui trouvent leur compte à s'entendre sur certains terrains délimités par eux.

De cette nouvelle compréhension naissent les groupements des industriels, manufacturiers, marchands, agriculteurs, etc., qui s'opposent les uns aux autres et résolvent leurs antagonismes non plus en se faisant une guerre journalière et individuelle comme autrefois, mais au moyen d'ententes à plus ou moins longue échéance qui leur assurent des périodes de stabilité et qu'ils s'efforcent de renouveler, quand elles viennent à expiration, en procédant à une discussion contradictoire des nouvelles réalités.

Une évolution du même genre doit s'opérer dans les rapports des ouvriers et des patrons. La guerre de guérillas à laquelle se livraient les travailleurs constituait une tactique dont ils étaient les premiers à souffrir, puisqu'elle affaiblissait l'industrie sans laquelle ils ne pouvaient vivre; elle méconnaissait le principe que l'ouvrier a le même métier que son patron et doit éviter d'atteindre son métier en frappant son patron, puis-

qu'en ce cas il se châtie lui-même. Laissant de côté l'intérêt national, pour se placer au point de vue du professionnalisme étroit, s'il est possible de raisonner ainsi, l'ancienne lutte ouvrière était donc un moyen barbare que condamnait l'expérience.

Il s'agit aujourd'hui de substituer à des conflits journaliers dont les effets sont meurtriers au même degré pour les ouvriers et les patrons des arrangements par lesquels les salaires et les conditions du travail seront arrêtés d'un commun accord pour une plus ou moins longue durée, condition absolument nécessaire pour que l'industrie puisse marcher. Il s'agit de maintenir en contact les ouvriers et les patrons pour que les conflits qui surgissent entre eux soient réglés le plus possible à l'amiable dans un bon esprit réciproque. Il s'agit aussi de fixer une procédure pour que ces conflits soient résolus en dernier ressort d'une manière définitive par la décision d'arbitres ayant la confiance des deux parties.

Ces mœurs et ces institutions existent ailleurs. Lors d'un séjour que nous avons fait, il y a pas mal d'années, en Angleterre, nous avons eu l'occasion d'étudier l'organisation ouvrière de Durham et

nous rappelons un arbitrage opéré par lord Davey entre l'association des patrons charbonniers et la fédération des mineurs de cette région. Les patrons réclamaient une diminution des salaires, les ouvriers ne voulaient pas l'accepter et les parties ne pouvant se mettre d'accord, l'affaire venait devant l'arbitre d'une manière automatique et par le simple jeu d'une procédure organisée pour régler ces conflits.

Le compte-rendu de la discussion prise sténographiquement et imprimée dans une brochure de 135 pages qui nous fut remise était intéressant pour un Français à plus d'un titre. Un trait frappant était le caractère intelligent du débat au cours duquel les représentants des patrons et des ouvriers exposèrent leur cause en se servant d'arguments techniques présentés avec une compétence apparemment égale des deux côtés. Dans cette discussion aucun appel aux passions, aucun moyen de mauvais aloi, dans les deux camps c'était une mentalité de professionnels débattant leur métier. En cette circonstance le verdict fut contraire aux ouvriers.

Non moins étonnante — toujours pour un Français — est la manière dont ce verdict est

accueilli. Un petit speech est prononcé par le représentant des patrons, puis par celui des ouvriers, reconnaissant la manière impartiale dont l'arbitre a jugé en termes si touchants, si courtois, si respectueux, et visiblement si sincères qu'on ne peut s'empêcher d'admirer la mentalité de ces hommes qui ne mettent pas en doute un seul instant qu'il existe des personnes assez honnêtes pour ne s'inspirer d'aucuns préjugés ou intérêts et pour mettre l'indépendance de leur jugement au-dessus de tout !

II

En creusant la question, on découvre que si la lutte de classes peut être un moyen utile pour former les classes en créant une conscience des intérêts antagonistes, il vient un temps où ce moyen est dépassé par le mouvement historique.

N'en est-il pas de même des nations ? N'ont-elles pas à traverser une période violente pour gagner leur place au soleil ? Mais cette ère de brutalité peut-elle se prolonger indéfiniment pour elles sans leur être nuisible et compromettre leur existence (voyez l'Allemagne) ? Ne vient-il pas un moment où elles sont amenées à s'entendre, non

pour aliéner leur indépendance ou renoncer à leurs rivalités — elles ne le peuvent pas — mais pour adopter une forme de concurrence plus adoucie qui respecte leurs intérêts communs?

Le caractère outrancier de la lutte de classes est un obstacle à l'union ouvrière qui ne peut se réaliser sur un terrain d'idées étrangères au mouvement professionnel. Son action s'exerce sur les travailleurs les plus combattifs, mais les autres restent hors de son atteinte. Le fait est indéniable : la grande masse des ouvriers aime mieux ne pas grouper que d'adhérer à des opinions politiques d'un caractère subversif. Quel intérêt y a-t-il aussi à mêler la religion aux syndicats? Ces points de vue font intervenir des sentiments ou des passions qui n'ont rien à voir avec les questions de métier et qu'il est dangereux d'y mêler, si l'on veut les discuter d'une manière impartiale. Sous leur influence, les contacts personnels sont difficiles, les malentendus se créent, les rapports s'enveniment et les parties peuvent d'autant moins s'accorder qu'elles s'inspirent d'arrière-pensées dépourvues de lien avec l'objet qui les divise.

L'organisation ouvrière ne sera vraiment puissante que le jour où elle groupera dans ses

syndicats les salariés de toutes les professions sans distinction de partis ou de religions, en se maintenant sur le terrain de leurs intérêts corporatifs. La nouvelle mentalité de la classe ouvrière doit être exclusivement économique et réaliste : il est de l'intérêt des travailleurs d'appeler à la tête de leurs associations ceux de leurs camarades qui connaissent le mieux leur métier et qui sont les plus capables d'en discuter le côté technique avec leurs patrons ; ils doivent s'attacher à comprendre les conditions de leur profession, afin que leurs revendications aient un caractère sérieux et s'inspirent des réalités. Il faut aussi dans une démocratie ouvrière où l'on agit par discipline volontaire et non par contrainte qu'il se crée des points d'honneur. Il y en a un notamment qui lui est indispensable et qu'elle doit cultiver scrupuleusement : c'est le respect du contrat, condition sans laquelle il ne saurait y avoir pour elle de progrès.

Tout le monde est prêt à reconnaître que les choses iraient mieux dans notre pays, si les patrons et les ouvriers y travaillaient en bonne entente ; mais pour apprécier à sa valeur la transformation que déterminerait chez nous un revirement de cette nature, il faut connaître l'état d'esprit qui règne

depuis un grand nombre d'années chez nos chefs d'entreprises. Au point de vue patronal, le régime désordonné dont nous souffrions avant la guerre rendait l'industrie très difficile : la propagande des banques aidant, nos capitalistes s'écartèrent des valeurs nationales ; comme l'instabilité de nos mœurs politiques allait en augmentant, leur défiance ne cessait pas de s'accroître, elle tourna au découragement complet. L'argent s'exila. Il faut avoir touché de près l'acuité de cette crise pour soupçonner l'importance du changement qui s'opérerait dans notre pays, si nous avions la sagesse d'y établir un régime de concorde permettant une marche régulière des industries et susceptible de ramener la confiance parmi les porteurs de capitaux.

Avant la guerre, beaucoup d'ouvriers pensaient naïvement que l'état d'esprit des patrons ne les intéressait pas et peut être ne leur était-il pas désagréable de les savoir mal à l'aise, mais ils raisonnent plus sainement aujourd'hui. Quel que soit le régime économique de l'avenir et nul ne peut le préjuger, pour le moment et pour un temps assez long, on peut être certain que la situation matérielle des ouvriers dépendra rigoureusement

de l'initiative capitaliste, c'est un fait qu'il serait bien imprudent d'oublier.

Comme le bien-être du peuple s'améliore à mesure que grandit la production, la classe ouvrière aurait intérêt, pour cette raison seule, à se faire l'auxiliaire du développement industriel, mais des raisons plus profondes la portent à se rapprocher du patronat. Quelles raisons ? Ses aspirations, son idéal, cette espérance immense que des penseurs ont éveillée en elle, qui est peut-être, qui est même certainement irréalisable sous la forme puérile dans laquelle ils l'ont conçue et qui cependant n'est pas une chimère, mais peut entrer, au moins partiellement, dans les faits.

Jusqu'où ? Cela dépend de nous et de nul autre, car l'obstacle au socialisme n'est pas le capitaliste, comme on le dit dans les réunions publiques. Le capitaliste, étant à l'état de petite minorité, ne peut pas résister au peuple dans un régime de suffrage universel, il est donc prêt à disparaître, quand on aura trouvé quelqu'un pour le remplacer : il faut reconnaître que l'on a personne pour tenir le rôle, parce que l'héritier présumé n'a pas acquis assez d'expérience socialisme pour inspirer confiance, si bien que l'obstacle au socialisme, c'est le socialisme lui-même.

III

Depuis que le monde existe, on mène le peuple avec des fables ; on lui faisait croire autrefois qu'il devait venir un jour où toutes les iniquités seraient instantanément réparées, on lui raconte aujourd'hui qu'il est possible de changer la société brusquement en laissant tomber un certain nombre de bulletins dans une urne. Laissant de côté le charlatanisme qui peut se dépenser autour de cette croyance — aucun mouvement n'échappe à la fraude et la foule est, elle, en tout cas foncièrement honnête — il n'en reste pas moins qu'une telle conception du socialisme est contraire au sens commun.

Si Jaurès, qui exerçait un grand rayonnement à cause de son talent oratoire et de son activité intellectuelle, quoiqu'il n'eût pas des idées justes, si Jaurès, disons-nous par hypothèse, avait réussi à faire voter au Parlement un ensemble de mesures transformant l'ordre social en s'appuyant sur une majorité d'élus du parti, un tel système, si génial qu'on l'imagine, n'eût pas été viable, pour la raison qu'il est impossible d'élever les institutions

au-dessus des réalités économiques ou du niveau intellectuel et moral du peuple.

Comme la nature ne fait pas de saut, comme elle progresse toujours par transitions au moyen de petits changements qui finissent par devenir très grands en s'ajoutant les uns aux autres, il est vain d'attendre un bouleversement social qui se réaliserait d'après les mythes de l'histoire sainte. Les formes élevées de civilisation auxquelles nous aspirons ne sont possibles que si le peuple acquiert préalablement une expérience des réalités et des vertus, que l'éducation peut seule lui donner. Il est superflu de créer un outil, s'il n'y a pas d'hommes pour s'en servir.

Il tombe sous le sens que le peuple ne peut faire son apprentissage que dans les cadres de la société actuelle. S'il est de l'intérêt du patron de s'entendre avec l'ouvrier pour obtenir la sécurité dont il a besoin pour développer son entreprise, il est encore plus profitable à l'ouvrier de s'entendre avec le patron pour s'initier à des données qui lui font complètement défaut. En dehors d'une collaboration avec la bourgeoisie, il est impossible de voir où le prolétariat peut puiser le sens des possibilités économiques sans lequel il est condamné à rester

éternellement impuissant, à moins d'être inspiré par les divinités invisibles appelées droit, justice, dont nous écrivons souvent les noms avec des lettres majuscules et auxquelles nous attribuons le pouvoir miraculeux d'intervenir à un moment donné dans nos affaires — ce qui nous permet de nous croiser les bras jusque-là — mais qui ne peuvent suppléer en rien à notre intelligence ou à nos efforts, parce qu'il n'est pas dans l'habitude des dieux d'aider les hommes, quand ils ne s'aident pas eux-mêmes.

Avant la guerre, la question sociale se présentait comme une énigme insoluble, la révolution ne pouvant réussir et l'évolution n'étant pas possible en raison de la mentalité qui régnait dans les camps des ouvriers et des patrons, tous deux intransigeants, les premiers ne se prêtant à aucune concession, les seconds ne voulant pas en consentir par égoïsme étroit. En vain des hommes bien intentionnés montrèrent la route à suivre, en préconisant la seule solution que comporte le conflit des deux facteurs indispensables à la production et qui ne peut être que leur conciliation : quand ils parlèrent d'associer le travail au capital, ils furent hués dans les deux classes.

Les patrons opposaient des objections soi-disant pratiques au moyen desquelles ils s'efforçaient de dissimuler leur prétention de ne rien abandonner de leurs droits, les ouvriers, persuadés que le capitaliste jouait dans la production le rôle de la cinquième roue du carrosse et qu'on les conviait à échanger pour un plat de lentilles ce qu'ils tenaient pour un inestimable droit d'aînesse, continuaient à réclamer follement tout ou rien. On peut parler d'autant plus librement de cette mentalité qu'elle a été, si l'on peut dire, balayée par les événements. La guerre a rappelé aux patrons et aux ouvriers qu'ils étaient les citoyens d'un même pays : côte à côte dans les tranchées, ils ont montré le même héroïsme et leurs familles ont supporté les mêmes deuils et pendant la paix la nécessité de sauver la nation doit continuer à les tenir rapprochés.

L'association du capital et de la main-d'œuvre est la direction vers laquelle nous tendons irrésistiblement, quelles que soient ses difficultés d'application. La paix sociale ne peut régner que si les ouvriers qui travaillent dans une usine y sont attachés par un lien durable que ne crée pas l'institution du salaire. S'il est vrai que les ouvriers sont intéressés vitalement au développement de

l'industrie nationale, puisque c'est de lui que dépend le taux de leur rémunération et la sécurité de leur emploi, il ne faut pas compter sur une vérité générale de cette nature, si juste et si profonde qu'elle soit, pour influencer les travailleurs isolés dans tous les actes de leur vie courante, parce que les sentiments les plus profonds des hommes se portent exclusivement sur leur milieu immédiat, leur famille, leurs amis, leur profession, etc.

A cet égard, quelle lacune présente le système actuel où l'ouvrier est comme un outil vivant qui vient se placer tous les matins à côté de la machine morte et qui n'est guère mieux renseigné que celle-ci sur le résultat de son travail! Quelle sympathie peut éveiller en lui l'usine dont il fait partie d'une manière transitoire ou du moins précaire, puisqu'elle peut le congédier à tout moment? Sans doute il n'en court pas le risque et n'en a pas les tracas, mais ce sont là des bien négatifs qu'il n'est pas dans la nature de l'homme d'apprécier à leur valeur. On devrait être heureux tous les jours de ne pas s'être cassé la jambe et cependant on ne l'est pas. Il est, par contre, humain de ne pas souhaiter un trop grand succès à une entreprise à laquelle on donne le meilleur de ses forces et qui

vous accorde une rémunération modeste qui ne varie pas, quels que soient les résultats qu'elle obtienne, qu'ils soient simples, doubles ou triples.

De telles dispositions sont à peu près inévitables chez les travailleurs, étant donné les circonstances; elles correspondent à une erreur fondamentale de notre système de production qui réagit sur les capitalistes après avoir atteint les ouvriers et dont tout le monde finit par souffrir.

IV

Les économistes « bourgeois » proclament volontiers les vertus moralisatrices de la propriété : elle incite à l'effort, à l'initiative, développe le sens de la responsabilité, inspire l'ordre et la régularité dans la manière de vivre, assagit l'intelligence en la maintenant en contact avec les réalités, élève le caractère en fortifiant les sentiments d'indépendance et de dignité, etc. La thèse est juste, mais loin d'être conservatrice, comme le croient ses partisans, elle est au contraire terriblement destructrice d'un ordre social où tant de gens n'ont rien!

Qu'est-ce que l'ouvrier dans le système écono-

mique actuel? Un déraciné, un vagabond, une sorte de juif errant de la production qui court les fabriques en vendant sa force de travail à la quinzaine où à la semaine, quand ce n'est pas à la la journée, et qui, bien ou mal payé — les circonstances varient, — n'a de lien durable avec personne et avec rien.

De telles conditions d'existence sont immorales, elles engendrent le je m'en fichisme ou la révolte et ne peuvent pas créer en tout cas le minimum de contentement qu'il faut à l'homme pour donner sa mesure. S'il est naturel que l'ouvrier aspire à l'amélioration de son sort souvent misérable, cependant il apparaît que la base de son opposition au système de production actuel réside moins dans le facteur de son intérêt matériel que dans la non-satisfaction de certains besoins moraux très profonds qui comptent plus pour lui que ceux de l'estomac.

Il y a chez l'homme des instincts qui le poussent à mettre sa personnalité dans des œuvres de longue haleine. Ces œuvres le remorquent et lui font supporter la monotonie d'une vie souvent insipide. En d'autres mots il a besoin d'être attaché à quelque chose et rien de plus douloureux pour

lui que de flotter à la dérive comme un bouchon entraîné par des courants changeants, sans laisser une empreinte sur quoi que ce soit.

Si l'ouvrier n'est attaché à rien, ou son cerveau et ses sentiments inoccupés se satisfont dans des rêves dangereux, ou ses facultés s'émoussent, sa moralité baisse, sa vie devient animale, il tombe dans les plaisirs vulgaires et devient la proie de l'alcoolisme. En toute chose il y a la cause et les effets.

Dans la démocratie moderne le peuple est souverain, mais le peuple est composé en grande partie d'hommes sans instruction et sans expérience qui exercent la profession d'outils ambulants dans des conditions si subalternes que leur intelligence et leurs responsabilités ne jouent à peu près pas. Politiquement, il est vrai, le peuple est roi, mais comme il est mineur en fait à cause de sa condition inférieure et son ignorance, son pouvoir est exercé, en réalité, par une régence qui se maintient en lui promettant la lune et qui se garde de lui dire les vérités nécessaires, parce qu'elle n'est pas autrement pressée de l'émanciper....

A côté de ces vils instincts qu'on flatte souvent chez les travailleurs, il y en a cependant de nobles

et de magnifiques, la guerre l'a montré. Certes, beaucoup d'ouvriers ne sont pas des déshérités, mais que des hommes, gagnant trois à quatre francs par jour dans la vie ordinaire en travaillant péniblement, aiment assez leur pays pour mourir pour lui comme des héros, c'est un fait qui remue le cœur. Aussi bien les devoirs que nous avons contractés envers ces braves gens que l'intérêt du pays et la nécessité de sauver la démocratie en l'établissant sur des bases viables ordonnent d'élever le peuple à la hauteur de sa fonction.

L'association du capital et du travail est une formule qui a déjà eu un commencement d'application à l'étranger. Détail significatif : elle n'est pas sortie du cerveau d'un théoricien, elle s'est présentée à un moment donné comme une solution pratique à laquelle les patrons et les ouvriers ont eu recours pour assurer la stabilité de leurs relations en créant entre eux une communauté d'intérêts ; elle existe à l'état de tendance un peu partout et se manifeste, comme toutes les institutions sociales, sous des formes diverses qui varient selon les pays, les milieux, les espèces passant du type le plus simple au plus parfait.

Il y a de nombreuses années que fonctionnent

dans certaines industries anglaises les échell mobiles de salaire qui font monter ou baisser rémunération du travail avec le prix de vente la marchandise, et dans les industries américain le point de vue se répand aussi que les salaires des ouvriers doivent être en rapport avec les profits des entreprises et s'élever avec ceux-ci.

Le système de la participation aux bénéfices a généralement échoué, parce que les travailleurs n'avaient pas confiance dans la sincérité des comptes des capitalistes et aussi parce que les distributions auxquelles il donnait lieu prenaient le caractère d'une aumône qui répugnait à la psychologie ouvrière, mais par contre l'institution de l'actionnariat ouvrier, qui constitue la forme la plus parfaite de l'association du capital et du travail, a été un succès éclatant à peu près partout où il a été essayé.

Dans ce système, les ouvriers sont ou individuellement ou collectivement porteurs d'actions, ils ont des représentants à eux dans le conseil d'administration, ils participent à la direction de l'entreprise, ils sont donc les associés et les collaborateurs des capitalistes.

Cette formule est réalisée depuis vingt-quatre ans

par la South Metropolitan Gaz C° avec un succès qui s'est traduit par les résultats suivants : pendant la longue période dont il vient d'être parlé, non seulement la société n'a eu aucune grève et a maintenu des rapports parfaits avec son personnel, mais elle a abaissé son prix de revient d'un quart par rapport aux autres sociétés grâce au zèle et à la compétence de ses ouvriers qui sont tous ses actionnaires et possèdent un nombre de titres variant selon leur ancienneté et atteignant pour certains une valeur de quinze mille francs par tête.

Une preuve de l'efficacité du système est qu'il s'est généralisé et qu'au 30 juin 1913 il était adopté par cent quarante et une maisons anglaises représentant un capital de 1.300 millions de francs et comptant 106.000 ouvriers actionnaires !

V

Ce n'est pas le lieu d'examiner les conditions précises dans lesquelles il est possible d'introduire chez nous le principe de l'association du capital et du travail, et notre but se restreint pour le moment à montrer que cette orientation constitue la seule voie ouverte à la réalisation de l'idéal des travail-

leurs et par suite la seule aussi qui conduise à l'apaisement social, sans lequel il n'est pas possible de relever la nation.

En se plaçant au point de vue des ouvriers, on comprend que leur situation serait profondément modifiée, s'ils avaient le sentiment qu'ils ne sont pas les instruments du capitaliste qui les dirige, mais ses associés, que si l'usine où ils travaillent est la sienne, elle est en même temps la leur et ne peut prospérer sans que son développement leur profite, non par une libéralité du patron, mais en raison d'un droit.

Moralement parlant, quel changement aussi pour les travailleurs, s'ils sont représentés dans le conseil d'administration de la société par deux ou trois de leurs camarades qui collaborent à la direction de l'entreprise et les tiennent au courant de ses progrès ou de ses difficultés ! Quand elle occupait seulement leurs bras et ne prenait rien de leur cœur et de leurs pensées, l'usine était pour eux un lieu froid, inhospitalier, étranger, que d'aucuns considéraient comme une prison; si cette usine devient une propriété dans laquelle se cristallise la valeur de leurs efforts et de leurs peines, comme ils s'y intéresseront, comme ils l'aime-

ront et comme ils travailleront volontiers pour elle !

Mais surtout quelle école pour les ouvriers s'ils s'initient aux conditions dans lesquelles fonctionne leur entreprise et prennent connaissance des problèmes que soulève sa direction ! Peut-être auront-ils un peu de peine à les comprendre, mais ils sauront comment ils se posent, alors que la plupart l'ignorent aujourd'hui. Un tel régime doit leur donner à la longue la maturité et l'expérience, qualités qu'on acquiert en agissant.

Utopie, répondaient les capitalistes avant la guerre, quand on leur disait ces choses. Ils faisaient observer que toutes les concessions faites aux ouvriers avaient eu pour résultat d'augmenter leur mécontentement, parce que ces derniers étaient butés dans des conceptions intransigeantes qui leur faisaient voir des actes de faiblesse dans les mesures de conciliation qu'on prenait à leur égard, ce qui était exact, de même qu'il est vrai que les patrons français ont toujours été aussi conservateurs dans leur manière de traiter les ouvriers que dans celle de diriger leur industrie.

Quoi qu'il en fût de ces torts réciproques, le fait n'en subsistait pas moins que les rapports du

capital et du travail étaient trop mauvais pour permettre leur union, et que toute tentative de rapprocher ces deux éléments eût été vouée à l'insuccès. Il y avait entre les deux classes un abîme : les patrons aigris ne comprenaient pas la mentalité des ouvriers et ne s'intéressaient pas à leurs aspirations et à leurs souffrances, les ouvriers envieux n'appréciaient pas mieux les difficultés et les tracas des patrons qu'ils croyaient mener une existence exempte de soucis dans le paradis du profit.

Dans la vie ordinaire il arrive souvent que des personnes qui ne se connaissent pas se jugent sur des on-dit et qu'il se crée entre elles des malentendus qui ne leur permettent plus d'avoir des rapports ensemble, alors qu'elles auraient tout intérêt à se voir et à s'entendre. La même chose peut se passer entre des classes de citoyens qui n'ont pas de contact les uns avec les autres et dont les relations arrivent à s'inspirer d'idées sans fondement qu'ils se sont forgées par imagination.

L'obstacle à l'association du capital et du travail était cette mentalité dans laquelle la guerre a fait une terrible brèche. De communes nécessités ont amenés les patrons et les ouvriers à se rapprocher pendant des moments critiques ; il serait cri-

minel de ne pas avoir le désir de prolonger après la guerre une union dont le pays a besoin et qui n'est pas moins indispensable à la classe des travailleurs, parce que sans cette union, on ne saurait le répéter assez, la situation du peuple est sans issue.

La solution de la main-mise de la nation sur les moyens de production sera peut-être à considérer un jour, mais il n'est pas possible de l'envisager sérieusement dans les conditions où nous sommes et où nous devons rester encore longtemps. Du moment que notre machine gouvernementale a été impuissante à résoudre aucune des questions qui rentrent dans les attributions ordinaires des Etats, il est insensé de supposer qu'elle peut être capable d'ajouter à ses fonctions normales qui la débordent, et dont elle n'arrive pas à s'acquitter convenablement, une entreprise économique effrayante à concevoir et dont nul ne peut imaginer le mécanisme, nous ne disons pas seulement chez les hommes de métier, mais chez ses partisans.

Une telle tentative aboutirait à créer un gâchis complet dans notre pays à un moment critique où une année pour lui en vaudra quatre. Si nous supposons au contraire que les patrons et les ouvriers

se mettent d'accord pour travailler sans tiraillement au relèvement du pays, il est clair que nous serons dans les conditions les meilleures qu'on puisse rêver pour faire naître un état de prospérité dont profiteront tous les citoyens. Que les travailleurs sensés réfléchissent et se demandent s'il est une autre politique pouvant leur assurer ces résultats.

Voyons cependant plus loin. Attacher l'ouvrier à l'usine est une révolution qui nous conduit du côté de la vérité, c'est un progrès dans la nouvelle direction vers laquelle nous sommes orientés et qui tend à développer partout l'autonomie, la conscience et la responsabilité, en replongeant le citoyen actuel si tristement déraciné dans son milieu vivant. L'électeur matriculé qui reste en dehors de ses intérêts professionnels est du même type que l'ouvrier que rien ne lie à l'entreprise où il travaille : c'est un être abstrait dont la personnalité est mesquinement diminuée et qui ne redevient un homme que s'il est replacé dans son milieu réel. Attacher l'ouvrier à l'usine est donc une mesure aussi profonde que relier le citoyen à sa profession et à sa région.

CHAPITRE X

La science et la démocratie.

I. Erreur fondamentale. — Le mépris de l'expérience et la foi dans les principes. — On ne peut réformer la société, si l'on ignore les lois qui la régissent. — Dans toutes les sciences, les grandes généralisations sont douteuses. — Elles le sont plus encore en sociologie.

II. Notre aveuglement. — L'Allemagne grandissait, la France baissait, nous n'y prenions pas garde. — Les symptômes annonçaient la guerre, nous croyions à la paix. — Les vices de notre enseignement. — Les formules et pas d'observation directe. — Infériorité provisoire de la classe ouvrière. — Elle n'a pas la pratique des affaires. — Elle doit l'acquérir. — Elle verra grandir ensuite ses capacités et ses droits.

III. L'esprit ancien et l'esprit nouveau. — La science a créé la civilisation actuelle. — Sa méthode doit pénétrer partout. — Instruction professionnelle insuffisante. — Peu de Français connaissent leur métier. — L'amélioration de leur sort est difficile dans ces conditions. — Pour fonder une société nouvelle, nous devons commencer par acquérir les mérites qu'elle exige et que nous n'avons pas.

IV. Conclusions. — Les points de vue qui doivent guider la démocratie. — Un grand fait à retenir : le capitalisme facteur essentiel du progrès. — Ne pas le paralyser dans sa fonction, mais l'aider, l'encourager. — Le capitalisme parasitaire. — La concurrence des nations. — Comment on peut la circonscrire. — Travaillons pour la paix, mais restons attentifs aux réalités. — L'idéal démocratique. — La science, religion du peuple.

I

Pour terminer, ayons le courage de reconnaître que l'esprit français est orienté depuis longtemps dans une direction que condamne la science et dont il ne se laisse détourner ni par les malheurs ni par les faillites sans nombre qu'il attire sur sa tête en persévérant dans une méthode inévitablement vouée à l'insuccès.

Pour nous autres Français l'expérience ne compte pas et la réalité est indifférente. Aussi faisons-nous peu d'efforts pour la connaître. A quoi bon ? Nous avons tiré de notre raison des principes évidents avec lesquels nous tenons pour avéré que nous pouvons nous gouverner en toute sûreté. Par exemple, il n'y a pas de doute à nos yeux que la société doit être constituée d'une certaine manière qui nous paraît la seule admissible. Dès lors, la question est simple : fabriquons vite ces institutions idéales que nous concevons si bien et nous aurons des hommes parfaits.

La science pense autrement. Pour elle les hommes sont le produit d'une longue histoire, et changer rapidement le fond de leur nature est une impossibilité. Nos instincts ont mis des siècles à se

constituer, les tendances actuelles de nos caractères sont en rapport avec la manière dont nous avons été élevés et avons vécu pendant une quarantaine d'années, durée d'une génération : en mettant les choses au mieux, il ne faudrait pas moins de temps pour les modifier. Qu'il s'agisse de produire un être humain, un grain de blé, un arbre, une couche de charbon, etc., la nature a des délais de livraison immuables qu'il faut accepter.

Pour changer les caractères, il faut agir sur le milieu, mais celui-ci est gouverné par les fatalités physiques. Des penseurs ont établi que le caractère, les mœurs et la manière de vivre des peuples étaient en relation avec le climat, la situation géographique et les ressources de leur territoire. Karl Marx a fait voir que les formes de la production, les institutions qui s'y rattachent et même, disait-il, allant un peu loin, toute la mentalité des producteurs se ramenait à la nature des procédés industriels dont il était fait usage. Par exemple, l'emploi de la vapeur, force motrice non transportable, a déterminé la création des grandes usines : il en est résulté l'agglomération des ouvriers jusque là dispersés, l'état d'esprit, les habitudes de ces derniers en ont été transformées ; mais l'emploi de l'électri-

cité, qui peut actionner de petits moteurs à domicile, est susceptible d'amener une évolution inverse : il est possible que, provoquant un éparpillement des travailleurs, elle renforce de nouveau leur individualité. D'autre part, l'ensemble des relations économiques forme un système qui obéit à des lois et le système de chaque pays est en rapport avec ceux des autres, il en dépend.

De tous côtés, c'est un enchevêtrement de nécessités qui nous enserrent et ne nous laisse qu'une liberté limitée pour agir. La raison pure ne peut nous aider à sortir de ce dédale, elle ne connaît rien des problèmes que nous avons à résoudre, et ses bavardages, ses déclamations, ses promesses insipides et tout l'étalage des formules creuses avec lesquelles elle nous berce et nous trompe depuis tant d'années ont seulement pour résultat de nous égarer et de nous empêcher de voir la route à suivre. Il ne sert à rien de décrire une société extraordinaire que nous ne verrons jamais, il est plus intéressant de savoir comment on peut améliorer celle où nous vivons et pour y arriver la logique ne nous est d'aucun usage, car nous avons moins besoin de connaître comment les choses devraient être — chacun peut l'imaginer à

sa fantaisie — que de déterminer ce qu'elles sont et à quelles lois elles obéissent; mais nous quittons alors le domaine de la raison pour entrer dans celui de la science et celle-ci ne peut nous servir de guide que si nous adoptons sa méthode.

Cette méthode consiste à observer ler faits impartialement, on dit dans le jargon philosophique « objectivement, » sans se laisser influencer par le désir de les voir se passer d'une manière ou d'une autre. Non qu'il soit mauvais que le savant soit guidé dans ses recherches par des arrière-pensées ou des hypothèses, on sait au contraire que l'imagination l'inspire et joue un grand rôle dans ses découvertes, mais au moment où l'homme de science examine la réalité, il doit avoir l'esprit dégagé de toute idée préconçue, de manière à la voir comme elle est et non comme il voudrait qu'elle fût. Comme d'un fait bien observé on tire une loi qui s'applique à tous les faits semblables, c'est de l'honnêteté des observations premières que dérive toute connaissance.

Etant bien convaincu et désirant prouver que la démocratie peut se fonder seulement sur la science, nous voudrions attirer l'attention sur deux points importants : d'abord, celui-ci que toutes les

grandes généralisations scientifiques ou à peu près sont regardées comme provisoires et se succèdent en fait assez rapidement les unes aux autres, d'où nous pouvons conclure que si les vastes constructions sociales auxquelles s'abandonne notre esprit sont intéressantes en tant qu'elles expriment une aspiration de notre âme et le but que nous voudrions atteindre, si nous étions libres, elles ont une valeur purement symbolique et ne possèdent, on peut l'affirmer, aucune chance de se réaliser de la manière que nous pensons. Si nous les concevons, évidemment, c'est que le problème existe, autrement nous n'en chercherions pas la solution, mais la réponse à l'énigme peut être bien différente de celle que nous aurons imaginée. Nous devons donc avoir l'esprit libre à l'égard de ces plans magnifiques auxquels le progrès social n'est pas plus attaché que l'avancement des sciences aux grandes théories.

Il y a lieu cependant de noter ce second trait essentiel que les généralisations scientifiques s'inspirent des faits, qu'elles en sont le prolongement dans l'esprit du savant, que par suite elles ne constituent pas des erreurs, mais renferment une part de vérité assez grande pour rendre des services à

ceux qui réfléchissent. On n'accueille pas dans la science les théories en l'air, celles-ci sont regardées comme nuisibles, elles tromperaient les chercheurs et les orienteraient dans une direction mauvaise....

Il en est ainsi pour la démocratie. Si son idéal est fabriqué par des rêveurs, c'est en vain qu'elle voudra l'atteindre, ses forces se dépenseront en pure perte. Il n'y a pas de plus grand besoin pour le peuple que d'avoir des buts lointains inspirés des faits et représentant vraiment des possibilités.

II

Cette tendance à juger d'après des principes sans regarder les événements qui se passent est une tare de notre intelligence nationale et l'on n'ose pas décompter ce qu'elle nous coûte.

Pendant trente ans, l'Allemagne a développé formidablement sa population, son commerce, son industrie, sa marine, tandis que notre pays poursuivait une croissance chétive et mesquine qui le laissait tous les ans un peu plus loin de son puissant voisin, mais que nous importait cette situation, puisqu'il était patent que nous étions un

peuple d'avant-garde et détenions les recettes du progrès?

Un ministre a dit récemment que nous avions été surpris par la guerre. Cette affirmation paraît extraordinaire, si l'on se rappelle que l'Allemagne n'a rien négligé pour nous avertir de ses desseins, aussi bien en nous menaçant à plusieurs reprises au sujet de l'affaire du Maroc qu'en s'armant intensivement sous nos yeux, mais il est exact que ces faits étaient considérés par nous comme nuls et non avenus et qu'il nous déplaisait souverainement de les voir ou de les prendre en considération, parce que nous avions l'idée arrêtée que le monde marchait vers la paix qui était l'idéal de la raison et que la guerre était en conséquence impossible en dépit de toute constatation apparemment opposée....

Il y a de même beaucoup d'années que nous poursuivons une politique ayant pour but d'améliorer le sort des travailleurs en nous servant de moyens qui ont totalement échoué, comme les statistiques sont là pour le montrer. Nous n'en avons pas moins persévéré dans une orientation que nous jugions reposer sur des principes indiscutables, sans nous soucier des résultats qu'elle pouvait donner.

L'inattention aux réalités est un défaut de notre race, entretenu par des méthodes d'enseignement dont la critique est si ancienne qu'elle devient à son tour une formule, car tout finit par des mots, même l'aversion qu'ils inspirent, quand on aime trop raisonner. Depuis des temps immémorables, les professeurs font des discours aux distributions de prix pour inviter les élèves à se méfier des vérités toutes faites et à se mêler à la vie qui les instruira plus que les livres; mais en dehors de ces conseils abstraits qu'ils leur prodiguent solennellement une fois tous les ans, ils n'en continuent pas moins à bourrer leurs têtes de définitions, sans leur donner jamais l'occasion d'observer et de juger par eux-mêmes. Dans notre pays, les savants les plus instruits se cantonnent dans les réalités immédiates qu'ils ont à étudier et n'en sortent pas : les chimistes observent les corps dans leur laboratoire; s'ils font une découverte, leur but est atteint, son utilisation rendrait peut-être les plus grands services à la société, mais elle leur est indifférente et ils ne s'y intéressent pas.

Peut-être est-il opportun de rappeler combien est grand dans notre pays le nombre de personnes soustraites à la lutte pour l'existence en raison de

leurs fonctions (employés des services publics) ou de leur état social qui ne leur permet pas d'influer sensiblement sur leur sort (employés et ouvriers salariés de l'industrie, du commerce et de l'agriculture). Il s'élève d'après les chiffres du recensement de 1906 à environ 11 millions.

Or, c'est une condition bien défavorable pour s'intéresser à la réalité que de ne pas subir la répercussion immédiate de ses erreurs de jugement, comme c'est le cas des chefs d'entreprise. Aussi nos efforts doivent-ils tendre à créer un état de responsabilité réelle chez tous les citoyens et nous arriverons à ce résultat en instituant une association du capital et du travail qui permettrait aux ouvriers de s'intéresser à leur usine comme à une œuvre personnelle dont la plus-value leur reviendrait comme au patron.

Faut-il ajouter que ce contact avec les réalités n'est pas moins nécessaire pour éveiller leur intelligence, donner un essor à leur ambition et leur conférer ces qualités de maturité et d'expérience sans lesquelles ils seront toujours impuissants à changer leur situation? On leur fait croire que l'obstacle à leur élévation est le régime appelé capitaliste dans lequel les moyens de production

sont entre les mains d'un nombre restreint de citoyens, mais cette affirmation n'est pas exacte, car l'expérience établit que le système économique actuel est souple, plastique et modifiable, à condition d'en respecter certains principes qui sont d'ailleurs d'ordre humain et se retrouveraient dans tout régime, quoiqu'on en dise, tels que l'autorité, l'unité de direction, l'initiative personnelle, etc. Ce système aboutit par exemple facilement à l'association et à la coopération.

L'obstacle qui s'oppose à l'ascension de la classe ouvrière est, pour appeler les choses par leur nom, son infériorité intellectuelle et professionnelle. La supériorité patronale est celle d'une aristocratie qui possède une instruction plus étendue que la moyenne et qui a acquis aussi la pratique de la direction des affaires. De même ce qui distingue l'officier du soldat, ce n'est pas de porter des galons sur sa manche ni des plumes blanches à son chapeau, mais d'avoir fait des études et exercé des commandements grâce auxquels il peut exécuter des choses qui ne sont pas de la compétence des poilus. Ce qui confère un monopole aux patrons, ce n'est pas tant d'avoir le capital — une révolution changerait cet état de choses — que de

posséder des connaissances et une expérience qui ne sont pas dévolus aux prolétaires.

Pour être un citoyen dans le vrai sens du mot, suffit-il d'avoir le droit de voter? Evidemment non. Il faut posséder aussi de l'instruction et du jugement. Economiquement aussi, comment revendiquer des droits, si l'on n'a pas une compétence professionnelle assez sérieuse pour être à même non pas de diriger des entreprises — ces fonctions sont réservées aux meilleurs, — mais d'apprécier les conditions dans lesquelles elles fonctionnent?

Toute l'ambition des ouvriers doit être dirigée vers l'acquisition de cette mentalité, par laquelle ils ne verront pas seulement s'élever leur intelligence, mais aussi leurs capacités, leurs droits et leur situation matérielle dans les cadres de la société moderne qui se prête à toutes les transformations, du moment qu'on obéit à ses lois selon l'esprit scientifique.

III

L'esprit ancien partait d'en haut : au moyen du raisonnement, il construisait des systèmes ou formulait des principes qu'il essayait de faire entrer

dans la vie sans y réussir. Il était vain de sa part de le tenter, parce que le monde obéit à des lois qui ne coïncident pas avec nos désirs et qu'il n'est pas possible d'agir sur la matière, si l'on ignore les nécessités qui la régissent.

L'esprit moderne part d'en bas : il observe les faits, les analyse, les compare et note la manière dont ils dépendent les uns des autres. Quand il connaît leur mécanisme ou du moins dans la mesure où il le pénètre, il exerce une action sur eux à bon escient : étant renseigné sur les causes, il s'efforce de les atteindre, de les supprimer, de les altérer ou de les combiner pour obtenir les résultats qui l'intéressent. Disposant des forces de la nature, il les met en mouvement, les dirige, les utilise, il crée la matière, la transforme et fabrique des organismes appelés machines qui travaillent à sa place ou dont il se sert pour se déplacer rapidement sur la terre ou pour voler ou nager plus vite que les oiseaux ou les poissons.

L'esprit ancien a produit des œuvres sublimes dans la poésie, dans les arts et dans la la littérature et remué profondément les âmes; mais quelle que soit sa valeur au point de vue philosophique, il n'en reste pas moins que pratiquement cet esprit

ancien a toujours induit le monde en erreur et que sous son inspiration l'humanité n'a pas cessé de piétiner sur place ou de tourner le dos au progrès, de même qu'il n'est pas à contester que l'humanité a avancé dans la mesure où elle a éliminé cet esprit ancien pour adopter le nouvel esprit auquel nous devons la civilisation actuelle.

Sur la base de l'observation minutieuse, avec la collaboration d'une foule de chercheurs modestes et persévérants, les rêves prétentieux des astrologues et des alchimistes se sont évanouis petit à petit pour faire place aux constatations des savants et notre pouvoir sur les choses a été graduellement en augmentant. Aujourd'hui, nous savons que la seule forme d'esprit vraiment saine est celle qui consiste à partir de l'expérience et qu'un homme ne peut être intelligent ou avoir des idées sur les choses que s'il a été en rapport avec elles et les a observées lui-même; il nous apparaît de même que cette compréhension réaliste s'impose à tous les citoyens, parce que dans notre métier, dans nos actes de tous les jours aussi bien que dans nos fonctions d'électeur, nous faisons de la science sans nous en douter à la manière dont M. Jourdain faisait de la prose sans le savoir.

La méthode scientifique doit pénétrer partout et la démocratie socialiste est impuissante à rien fonder sans s'en inspirer. L'horizon auquel nous aspirons est accessible, mais la route de la science est seule à y conduire, elle est rude, longue, pénible, ce n'est pas une descente rapide, bordée de fleurs, comme celle qu'on décrit aux prolétaires, mais elle mène au but....

La production est la base de la prospérité sociale. En la développant dans notre pays, au lieu de la négliger comme nous l'avons fait jusqu'ici, nous pouvons augmenter beaucoup le bien-être de notre population. Pour y arriver, nous devons élever le niveau professionnel des travailleurs, car il ne s'agit pas de leur demander un plus grand effort, mais de tirer d'eux un meilleur rendement. Cependant l'ensemble de nos producteurs est resté inférieur à celui des pays voisins au point de vue des connaissances techniques. Si nous avons des ouvriers excellents — aucuns ne surpassent les nôtres pour l'habileté et le savoir-faire, quand ils connaissent leur métier — le nombre de ces collaborateurs de choix est malheureusement réduit à côté de la grande masse de nos travailleurs qui n'a pas eu l'avantage de faire un apprentissage sérieux ou de passer par des écoles spéciales.

De statistiques publiées par M. Astier dans un rapport au Sénat, il résulte que nos cours professionnels du commerce et de l'industrie comptent annuellement 35.000 élèves au lieu d'environ 500.000 en Allemagne. Or, le nombre des personnes occupées dans notre pays par le commerce et l'industrie s'élève à 9.300.000 et le nombre des jeunes gens, garçons et filles de moins de dix-huit ans travaillant dans ces branches est de 850.000! D'autre part, on ne relève que 3.225 élèves dans nos écoles spéciales d'agriculture, alors que 8.770.000 personnes, dont 779.798 de moins de dix-huit ans, vivent chez nous de la culture du sol.

Il résulte de cette situation que la plupart de nos travailleurs ne connaissent pas leur métier ou continuent à l'exercer en se servant de procédés démodés, parce que l'industrie et la culture ont fait d'immenses progrès depuis vingt ans. A quelles destinées peuvent-ils prétendre dans ces conditions? Aussi longtemps qu'ils produiront peu ou produiront mal, comment peuvent-ils attendre une amélioration de leur état matériel et quelle chance ont-ils de conquérir des grades dans la hiérarchie industrielle, du moment qu'ils n'ont pas les con-

naissances premières sans lesquelles il est impossible de s'élever dans leur profession?

Quand nous parlons d'une organisation meilleure à créer, envisageons-nous une société où chacun serait moins instruit, moins versé dans son métier qu'il ne l'est actuellement? Au contraire, n'est-ce pas, nous pensons à un état de choses où chaque citoyen aurait plus de valeur technique, plus d'instruction et serait, par suite, intellectuellement supérieur à ce qu'il est aujourd'hui. Mais, sommes-nous assez fous pour imaginer qu'il est possible de changer le mérite professionnel ou la culture de l'esprit d'une population de travailleurs en quelque mois? Nous serions au-dessous de tout comme expérience de la vie et nous aurions une mentalité d'enfant, si nous n'étions pas persuadés qu'il faut beaucoup d'années pour arriver à ce résultat.

Mais s'il y faut beaucoup d'années, pourquoi ne pas nous mettrede suite à acquérir ces qualités que nous n'avons pas? Comment ne pas comprendre, au surplus, qu'une société nouvelle ne peut se fonder réellement que si nous sommes devenus nous-mêmes plus capables et aussi plus disciplinés, plus moraux? Entrant dans cette voie, n'arrivons-

nous pas à la conclusion qu'un régime d'association entre le capital et le travail où l'ouvrier acquerrait l'expérience après avoir été doté de l'instruction la plus élevée qu'il ait pu s'assimiler et dans lequel il serait loisible à chacun de s'élever selon son mérite est un idéal qui a l'avantage d'être accessible et en même temps de réaliser le socialisme, si c'est la chose et pas le mot que nous voulons?

IV

Nous inspirant de la méthode scientifique à laquelle nous sommes tenus d'avoir recours, si nous voulons fortifier des institutions qui ne peuvent durer que dans la mesure où elles s'accordent avec les nécessités nationales, nous pouvons définir les points de vue qui doivent guider la démocratie dans l'avenir à l'égard des grands problèmes dont elle a cherché vainement la solution dans des moyens utopiques.

Nous n'avons pas à trancher la question de savoir si le capitalisme est un mode de production éternel; nous n'en pouvons rien dire, ignorant les réalités qui régneront dans cinquante ou vingt ans d'ici; nous avons seulement à nous demander si le

capitalisme est un mode de production dépassé par les progrès de la technique ou par les capacités de la masse ouvrière, et s'il est possible de le remplacer par un autre plus moderne, plus efficace, existant non seulement dans les esprits, mais dans les faits, c'est-à-dire ayant subi l'épreuve d'une certaine expérience, condition sans laquelle nul ne voudrait risquer l'aventure de fonder un nouveau système social.

A cette question nous savons que les circonstances actuelles répondent d'une manière négative. Depuis une cinquantaine d'années le capitalisme a transformé le monde, et son action reste aussi puissante; elle est plus vigoureuse que jamais. Prenant conscience de ce grand fait, nous devons y adapter notre politique. Si le capitalisme est, dans la phase historique où nous sommes, un facteur indispensable du progrès, non seulement nous considèrerons comme « réactionnaire » de le paralyser dans sa fonction, mais il sera de notre devoir autant que de notre intérêt de le soutenir et de l'encourager, en partant, remarquons-le bien, des idées les plus avancées.

Soutenir et encourager le capitalisme veut dire prendre conscience des lois qui le régissent, des

circonstances qui lui nuisent et de celles qui le favorisent, afin de créer les conditions les plus propices à son développement : politique demandant un esprit ouvert que nous n'avons jamais eu. Soutenir et encourager le capitalisme ne veut pas dire cependant tolérer ses abus, car le système actuel a ses plaies, et, s'il est vrai que son action est bienfaisante dans son ensemble, elle s'exerce souvent d'une manière antisociale et lèse, dans certain cas, l'ouvrier, ou la société, ou la nation.

Ainsi la démocratie doit distinguer entre le rôle utile du capitalisme et son parasitisme. Dans le passé notre classe riche n'a pas toujours eu conscience de ses devoirs et nous l'avons vue souvent rechercher les profits sans s'interroger scrupuleusement sur leurs origines ; elle doit donc réformer, elle aussi, sa mentalité. Au point de vue de l'Etat, le capitalisme doit être regardé comme une force naturelle analogue à celles que nous utilisons dans l'intérêt collectif, en faisant de notre mieux pour éviter les accidents auxquels elle donne lieu ; mais de même que nous ne renonçons pas à aller sur la mer, parce qu'elle cause des naufrages, il ne peut nous venir à l'idée de ne plus utiliser le capitalisme à cause de ses abus : nous devons au contraire

améliorer ce dernier, comme nous perfectionnons l'art de la navigation.

Obéissant à la même méthode, nous avons à nous demander quelle doit être notre attitude à l'égard du mouvement d'idées qu'on appelle couramment internationalisme et derrière lequel s'agitent, en même temps que des sentiments généreux inspirés par un idéal de haute civilisation, des conceptions naïves que l'on peut qualifier de très dispendieuses s'il doit coûter, tous les cinquante ans, un million d'hommes à notre pays pour les avoir.

Nous avons montré l'impossibilité d'un régime de production commun aux différents pays européens dont l'évolution s'opère dans le sens d'un nationalisme encore plus développé que par le passé, tendance qui contrarie les vieilles idées socialistes, mais qui ne s'en impose pas moins comme un fait.

Sur le terrain économique, la lutte entre les peuples n'est pas près de finir et l'on peut dire plutôt qu'elle commence. Cette rivalité des nations peut d'autant moins cesser qu'elle est la base de la vie moderne et que le progrès technique s'arrêterait, s'il n'y avait pas concurrence entre les grands pays sur le marché mondial, mais le sort de la civilisa-

tion se joue sur la question de savoir si cette guerre des peuples peut-être circonscrite sur le domaine industriel à la suite d'une entente qu'ils établiraient entre eux pour limiter la sphère de leurs conflits ou le choix des armes dont ils se servent pour s'opposer les uns aux autres. C'est l'honneur de notre pays de personnifier cette tendance et de faire de son mieux pour la faire prévaloir : la France est profondément pacifique et le restera toujours; il faudrait désespérer d'elle cependant, si la tragique expérience que lui a valu sa crédulité ne la rendait pas un peu moins prompte à s'abandonner aux illusions.

Multiplier les occasions de contact entre les peuples afin de créer entre eux des rapports de sympathie basés sur la communauté de l'idéal qui les rapproche, c'est un devoir auquel notre pays ne voudra pas faillir et dont il est toujours prêt à s'acquitter, mais dans un esprit un peu différent du passé, parce qu'il n'entend plus lier son sort à certaines fins morales dont la réalisation peut être considérée dans l'état actuel du monde comme incertaine....

Une nouvelle Internationale ouvrière a son rôle à jouer et sa constitution est désirable. Son fon-

dement économique ne reposerait pas sur des idées révolutionnaires vouées à la stérilité, mais sur l'idée juste que les réformes ouvrières ayant pour effet d'abaisser le rendement de la main-d'œuvre (limitation des heures de travail, prescriptions hygiéniques, etc.) doivent s'uniformiser dans tous les grands pays. S'il en était autrement, le pays le plus « avancé » verrait sa production diminuer, ce qui rendrait impossible toute innovation sociale. Les travailleurs de toutes les nations doivent donc s'entendre pour présenter à leur Etat les mêmes revendications.

Nous continuerons à défendre la cause du pacifisme, selon des traditions qui sont chères à notre peuple épris d'idéal et d'esprit chevaleresque. Nous tiendrons compte cependant dans cette propagande des réalités qui nous avaient échappé : certaines idées morales ont beaucoup de prise sur nos esprits, il n'en résulte pas qu'elles aient la même influence sur des hommes d'une autre race ; il peut arriver que ces hommes adoptent nos formules, qu'ils les répètent, sans qu'elles fassent corps avec leurs sentiments. Cependant la paix « éternelle », la paix « perpétuelle » dont on recommence à parler chez nous ne sera fondée réellement que si la

mentalité des peuples se modifie d'une manière durable dans le sens de notre idéal. En sera-t-il ainsi? Nous l'ignorons. En travaillant à cette noble cause, notre devoir est de garder un esprit attentif aux réalités.

En toute chose, dégageons-nous des mythes et des croyances populaires avec lesquels il n'est pas permis à une nation de se bercer, quand elle gouverne ses destinées. Un seul idéal est vrai, un seul idéal est grand, un seul idéal peut relever notre pays frappé si douloureusement, un seul idéal peut créer la civilisation meilleure à laquelle nous aspirons, celui de la science. Puisse-t-il être la religion du peuple!

TABLE DES MATIÈRES

			Pages
Chapitre	I.	Le régime démocratique de l'avant-guerre	7
—	II.	Empire et République	28
—	III.	La faillite de la politique	50
—	IV.	La nouvelle doctrine démocratique	73
—	V.	L'association dans l'industrie	109
—	VI.	La compétence	160
—	VII.	La représentation économique	177
—	VIII.	Le nouveau socialisme	199
—	IX.	L'union des classes	231
—	X.	La science et la démocratie	258